



Didier Raoult, le professeur rebelle

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 26 mars 2020 n° 2483 - 5 €

L. 11700 - 240 - P. 500 €

Le monde d'après

Enquête sur ce qui va changer

**Économie, civilisation,
travail, Asie, libertés**

Avec Jean Tirole,
Michel Onfray,
Bernard Charlès,
Mireille Delmas-Marty,
Steven Pinker,
Jérôme Fourquet...



ENVIE D'AILLEURS ?

Escale hors du temps.

En cette période de confinement,
LE POINT et **PONANT** s'associent
pour vous offrir un moment d'évasion.



ICEBERGS MAJESTUEUX / BAIE DE MARGUERITE

Les icebergs rivalisent de majesté et parsèment les eaux d'un bleu profond et intense de la baie Marguerite, l'une des plus belles régions de l'Antarctique. Délimitée au nord par l'île montagneuse d'Adélaïde, le détroit de George VI et l'île Alexandre-Ier au sud et la côte de Fallières à l'est, elle fut baptisée par Charcot en l'honneur de sa femme lors de sa seconde expédition en Antarctique entre 1908 et 1910. Il mena en 1909 lors d'une campagne d'été austral sous les cieux les plus cléments une importante mission scientifique pour cartographier et étudier cette région. La baie abrite de nombreux cétacés tels que des phoques léopard ou des manchots Adélie.





 LA GRANDE MAISON DE LA VALLÉE DE JOUX DEPUIS 1833

Master Ultra Thin Perpetual.
 Calibre Jaeger-LeCoultre 868/1

Boutique Jaeger-LeCoultre, 7 place Vendôme, Paris 1^{er} - Galeries Lafayette, 40 boulevard Haussmann, Paris 9^{ème}

Les quatre vérités du Pr Raoult

Les épidémies finissent souvent par accoucher de guerres civiles. S'ouvrent alors des chasses aux boucs émissaires que l'on traîne ensuite au bûcher. C'est ce qui est arrivé, ces jours-ci, à Didier Raoult, souvent considéré comme le plus grand infectiologue du monde, à la tête de l'Institut hospitalier universitaire Méditerranée-Infection.

Quel est son crime ? En pleine psychose médiatique, le Pr Raoult a osé prendre du recul. Certes, il est tous les jours sur le front, dans la « guerre » qu'il mène contre le coronavirus avec le personnel soignant de l'institut qu'il dirige. Mais il a aussi essayé, ô sacrilège, de remettre la maladie dans son contexte historique, international. Pis, il s'est permis d'avancer l'utilité thérapeutique d'une molécule antipaludique disponible en pharmacie, la chloroquine – à condition, bien sûr, d'éviter les surdosages.

Scandale. Encore une preuve que l'homme descend, non pas du singe, mais du mouton, car, comme ce dernier, il ne quite jamais son troupeau. Dans son ciel, quand il a eu vent de la polémique, Charles Darwin n'a sans doute pu réprimer un grand sourire : à tout point de vue, le coronavirus rappelait l'animalité de l'espèce humaine, c'est-à-dire la pertinence de sa théorie de l'évolution. Perchée au sommet de la chaîne alimentaire, enivrée par sa toute-puissance, elle ne se sentait plus, au point qu'elle prévoyait de se dépasser elle-même à travers le trans-humanisme.

Retombée par terre, au milieu du monde animal, et ramenée à sa misérable petite condition par l'actuelle crise sanitaire mondiale, l'espèce humaine n'est-elle pas en train de perdre ses repères et même la raison ? Qui a été élevé à la campagne sait que les bêtes de ferme sont victimes de toutes sortes d'épidémies comme celles que nous sommes en train de vivre : la tremblante du mouton, la fièvre aphteuse des bovins, la peste porcine, etc. Elles sont de mieux en mieux maîtrisées.

L'épidémie actuelle nous rappelle que les animaux non humains comme ceux du marché de bêtes à manger – pangolins ou chauves-souris – de Wuhan, en Chine, peuvent transmettre leurs maladies aux animaux humains, pour reprendre l'amusante terminologie darwinienne. Il y a un mot pour ça : la zoonose. Il définit bien ce que nous vivons aujourd'hui, comme il s'appliquait, en 2004, au H5N1 transmis par les oiseaux migrateurs. Cette fameuse grippe aviaire qui provoqua une panique mondiale et tua... moins de 250 personnes, dont aucune en France.

Ne minimisons pas. Largement aussi inventifs que les animaux humains, les virus s'adaptent, mutent, changent tout le temps. Cinq ans plus tard, la pandémie du H1N1 tua, selon le bilan officiel de l'Organisation mondiale de la santé, 181 38 personnes. En réalité, au moins dix fois plus ! Mais, sur le long terme, les courbes ne sont pas exponentielles.

Dans son nouveau et passionnant ouvrage, *Épidémies. Vraies et fausses alertes*, publié cette semaine par Michel Lafont et disponible en eBook, l'iconoclaste Didier Raoult nous apprend que les infections respiratoires bactériennes et virales font aujourd'hui 2,6 millions de morts, contre 4,5 millions il y a trente ans. Il nous rappelle aussi que les épidémies n'ont pas empêché l'Asie, frappée au premier chef, d'obtenir aujourd'hui le record d'espérance de vie, longtemps détenu par l'Europe.

Sans doute Didier Raoult a-t-il trempé sa plume dans l'acide de la provocation quand il écrit que *« le risque que le coronavirus chinois change les statistiques de la mortalité française ou mondiale est nul »*. On verra. Mais la détresse dans les hôpitaux surchargés et celle des personnels soignants débordés ne doivent pas empêcher les chercheurs de continuer à réfléchir, quitte à choquer, en observant avec modestie tout ce qui se fait ailleurs.

L'adversité devrait nous apprendre l'humilité. Le Pr Raoult salue le travail des médecins chinois, en particulier du Pr Zhong, sur l'utilité de la chloroquine dans la lutte contre le virus. Or, depuis l'apparition du Covid-19, la France a fait montre d'un esprit de supériorité dont les Chinois, puis les Italiens ont fait les frais. Lamentables furent les commentateurs qui se gaussaient de l'« amateurisme » de nos voisins et amis transalpins quand ceux-ci essayaient avant nous la grande vague coronavirale qui, aujourd'hui, révèle notre propre et incroyable impréparation.

En ces temps d'angoisse collective, quand nous devons tous nous serrer les coudes pour sortir de cette crise, ce n'est pas le moment de museler la parole, surtout pas celle d'un expert internationalement reconnu comme le Pr Raoult. Gardons toujours à l'esprit ce qu'écrivait notre chère philosophe Simone Weil : *« Dès qu'on a pensé quelque chose, chercher dans quel sens le contraire est vrai. »* Une formule à méditer, que le rockeur et satiriste Frank Zappa a résumé, à sa façon : *« Un esprit est comme un parachute. Il ne fonctionne pas s'il n'est pas ouvert. »* ■

Macron, Trump, Merkel et les autres à l'heure du Jugement dernier

Il est beaucoup question de Camus ces temps-ci, à propos de *La Peste*. Mais les dirigeants du monde vont bientôt pouvoir se replonger dans une autre œuvre du même auteur: *La Chute*. Nos gouvernants trembleront sans doute s'ils trouvent quelques heures pour étudier le destin du héros, Jean-Baptiste Clamence, tombé en disgrâce après avoir laissé une jeune femme se suicider en sautant dans la Seine. Ils y liront notamment ceci: «*Tous cancre, tous punis, crachons-nous dessus, et hop! au malconfort! C'est à qui crachera le premier, voilà tout. Je vais vous dire un grand secret, mon cher. N'attendez pas le Jugement dernier. Il a lieu tous les jours.*»

La leçon d'épidémiologie faite à tous par tous bat déjà son plein. Masques, traitements, tests, on règle les comptes en comparution immédiate. Les procès s'annoncent impitoyables. Trop? Bien sûr, certains se révéleront avoir été perspicaces, d'autres incompetents ou idiots, mais, à brève échéance, un peu de prudence ne nuit pas. Laissons l'audace à ceux qui savent et, au cœur du confinement, livrons-nous à un petit exercice de modestie méditative. Sans oublier la règle numéro un pour ne pas être un imbécile, qui existe en plusieurs versions, mais dont celle de Philippe Geluck est sans doute la plus drôle: «*J'ai un collègue qui change d'avis comme de chemise et mon avis c'est qu'il devrait changer plus souvent de chemise.*»

Ces dernières semaines ont déjà de quoi alimenter les ciboulots. Le redémarrage asiatique décrit par notre correspondant Jérémy André

est un formidable sujet d'observation. Bernard Charles, le patron-philosophe de ce qui est peut-être la plus belle pépite technologique européenne, Dassault Systèmes, avertit lui que «*les entreprises et États qui dépasseront les techniques du passé deviendront leaders*».

En matière de résilience, il note pour l'avenir que l'imprévisibilité d'un événement n'empêche pas de se préparer: «*Il est très important de comprendre ce découplage: la question n'est pas de savoir à l'avance qu'un virus va couper les chaînes d'approvisionnement, mais de penser à ce que l'on fait si les chaînes d'approvisionnement sont rompues, quelle qu'en soit la cause. Cela s'appelle l'analyse par les perturbations, et cela permet de mesurer la résilience du système.*»

La lutte contre le virus n'est pas encore gagnée, tant s'en faut, et pourtant la suite se prépare dès maintenant. Les tournants historiques rebattent les cartes. C'en est un, sans nul doute. Et il n'est pas anodin qu'aujourd'hui l'action énérgique et le rebond précoce de la Corée du Sud attirent tous les regards. Cette demi-péninsule, ravagée par la guerre entre 1950 et 1953, plantée en milieu hostile, a su devenir depuis une puissance technologique, économique – et culturelle – de premier plan. Sans aucune autre ressource que son imagination et son travail...

Et nous? Dans son *Pavillon des cancéreux* – encore de la littérature de confinement! – Soljénitsyne écrit ces mots: «*Les grands peuples ont une loi: survivre à tout et demeurer.*» Le test ne vaut pas que pour

Macron ■
Étienne Gernelle



24

Conseil scientifique, gouvernement bis?



32

Le monde d'après. Enquête sur ce qui va changer



60

Didier Raoult, professeur rebelle



70

Uderzo: «Je me marrais comme un petit fou»



78

Et si on restait à la cuisine?

24: JEAN-CHRISTIAN BOURCAUT/PHOTO - FRANCIS ANHARD/NUMERO 1; 32: PIRELLA GÖTTSCHE LOWE; 60: GÉRALD JULEN/APP - JEAN-CHRISTIAN BOURCAUT/PHOTO - FRANCIS ANHARD/NUMERO 1; 70: TWITTER GENÈVÈVE CHÛNE - RICARDO MORAES/REUTERS; 78: PIRELLA GÖTTSCHE LOWE



- 5 L'éditorial de Franz-Olivier Giesbert
9 La chronique de Patrick Besson
10 Editoriaux : Pierre-Antoine Delhommais, Nicolas Baverez, Luc de Barochez

LE POINT DE LA SEMAINE

- 14 Testez le quiz du confiné!

FRANCE

- 24 Conseil scientifique, gouvernement bis ?
28 Fourquet : « Pour que la société se ressoude, il faudrait que cette épreuve dure longtemps »
31 Baromètre : Emmanuel Macron regagne la confiance

EN COUVERTURE

- 32 Le monde d'après. Enquête sur ce qui va changer
34 La solidarité au temps du Covid-19, par Jean Tirole
38 En Asie, la vie reprend déjà
42 Steven Pinker : « Nous surmonterons cette très grave crise »
44 Michel Onfray : « L'Europe est devenue le nouveau tiers-monde »
48 Relocaliser ? Tentant, mais pas si simple...
52 Bernard Charles : « Le monde s'agrandit »
57 Et si l'on continuait à télétravailler ?
60 Didier Raoult, professeur rebelle
66 Comment l'Afrique a tiré les leçons d'Ebola
68 « On ne va plus voir les copains ? Du tout ? »

CULTURE

- 70 Uderzo : « Je me marrais comme un petit fou »
77 Le classement de la Fnac ; la minute antique

STYLE

- 78 Déco : et si on restait à la cuisine ?
84 Dolce design
86 Montres : relire l'heure
88 Bridge & Mots croisés
90 Le bloc-notes de Bernard-Henri Lévy

LE POSTILLON

- 91 Pour un Conseil national de la résilience, par Sébastien Le Fol
91 Nicolas Roussellier : « L'État régaliien vit son crash-test »
94 Mireille Delmas-Marty : « Il faudra inventer une pédagogie de la complexité »
96 René Barjavel, cet écrivain qui avait prévu les ravages de notre temps
98 L'avenir hypothéqué de la peau, par Kamel Daoud

A nos abonnés

Accédez gratuitement et en temps réel à tous nos contenus exclusifs en ligne.

Connectez-vous ou créez votre compte sur lepoint.fr, à l'aide de votre numéro d'abonné imprimé sur l'emballage de votre journal.



Chaque jeudi, retrouvez Étienne Gernelle dans le « 5/7 », de Mathilde Munoz, « Histoires politiques », à 6h44.

Le Point is published weekly by Société d'exploitation de l'hébdomadaire Le Point-Sebdo, 1, boulevard Victor, 75015 Paris, France. Copyright Le Point 2018. Origine géographique du papier : Allemagne, Autriche, Italie. Taux de fibres recyclées : 0%. Certification des fibres : PEFC. Eutrophication 2020 : 0,013 kg/T équivalent phosphore. PRINTED IN FRANCE - Une photocopie de 4 pages « Aquitaine LPC » brochée entre les pages 98 et 99 sur les ventes et les abonnés (quantité partielle) ; un encart abonnement joint Le Point (ventes).



ROCHAS

PARIS



POUR LUI

POUR ELLE



DS AUTOMOBILES
Spirit of Avant-Garde

LE NOUVEAU SUV

ELECTRIQUE

DS 3 CROSSBACK
E - T E N S E



L'ALLIANCE DU RAFFINEMENT ET DE LA TECHNOLOGIE AVANCÉE. DÉCOUVREZ LA NOUVELLE MARQUE DS SUR [DSAUTOMOBILES.FR](https://dsautomobiles.fr)

DS préfère TOTAL - Spirit of avant-garde = L'esprit d'avant-garde. Automobiles Citroën RCS Paris 642 050 199

Pensées confinées

Patrick Besson

En 1939, le président
Macron aurait ordonné
l'exode avant la déclaration
de guerre.

Les lecteurs et les amoureux,
grands profiteurs
du confinement.

Publier un livre
pendant une épidémie:
ne plus chercher d'excuses
à son insuccès.

Le rêve vert d'Anne Hidalgo:
à déplacement zéro,
pollution nulle.

On ne choisit pas ses
conditions hystériques.

Ne trouve aucun
témoignage de proches
d'un mort du coronavirus.

Seuls les grands malades
imaginaient la mort; mainte-
nant, c'est tout le monde.

L'écrivain confiné
de naissance.

Ces gouvernants toujours
pressés de supprimer la liberté,
ces gouvernés toujours
impatients d'y renoncer.

Le bonheur provisoire
des familles habitant
au-dessus d'un bar.

Personne pour se soucier
de la santé de Gabriel
Matzneff (83 ans), coincé
en Italie du Nord.

Internet gâche le plaisir
des enfants de ne plus
aller en classe.

Revoir en une seule
fois les trois parties
de *Welcome in Vienna*
(Axel Corti, 1986).

Comment confiner les SDF?

Les journalistes toujours
plus obéissants que le peuple,
auquel ils reprochent
son insouciance.

On n'a jamais mieux
respiré à Paris, sauf
peut-être sous
l'Occupation.

Le confinement, en nous
privant de l'espace,
nous restitue le temps ■



Baiser risqué à Moscou, en Russie, le 17 mars.

**Les lecteurs et les amoureux,
grands profiteurs du confinement.**

La dette d'après

Les mesures de confinement, loin de faire bondir le nombre d'adeptes de la décroissance, risquent d'accélérer la faillite des États.

par Pierre-Antoine Delhommais

La relecture de ses romans préférés ou la découverte de nouvelles séries sur Netflix laisse quand même beaucoup de temps pour cogiter et essayer d'imaginer à quoi pourrait ressembler le monde d'après le Covid-19, notamment sur le plan économique. Il est d'abord peu probable que l'épidémie fasse bondir le nombre d'adeptes de la décroissance. Pour eux, le rêve d'un monde où l'on produit moins, où l'on consomme moins et où l'on pollue moins est certes miraculeusement en train de se réaliser, mais il est devenu un véritable cauchemar pour des milliards d'individus confinés qui découvrent les plaisirs très limités du survivalisme. La satisfaction de voir les émissions de CO₂ chuter et la planète mieux respirer est loin de compenser l'angoisse à l'idée que l'un de ses proches souffre dans quelques jours de détresse respiratoire, loin d'effacer la frustration de ne plus pouvoir voyager ou faire du shopping. Plusieurs semaines de privations pourraient bien suffire à réhabiliter cette société de consommation vilipendée. Il faut aussi espérer que la pandémie fasse taire durablement les critiques rebattues contre la culture « scientisto-progressiste », dont la planète tout entière espère que ses plus éminents représentants, les chercheurs, mettent au point le plus vite possible des traitements et des vaccins contre ce nouveau coronavirus. Il faut souhaiter à cet égard que le Covid-19 nous ait collectivement appris les quelques gestes barrières essentiels contre la bêtise.

Lors de son adresse à la nation du 12 mars, Emmanuel Macron a affirmé qu'« il nous faudra tirer demain les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel

s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour ». À la différence pourtant de la crise des subprimes, qui avait révélé la folie des banques, on ne voit pas très bien quelles failles du modèle de développement et du système économique l'épidémie de Covid-19 fait ressortir. La récession qui se profile est même sans doute l'une des premières depuis longtemps dont la responsabilité n'incombe à aucun acteur du secteur économique ou financier. Ce n'est pas le procès des banquiers, des spéculateurs, des multinationales ou de la mondialisation qui aura lieu demain, mais plus sûrement celui des gouvernements et des autorités sanitaires pour leurs incohérences et leur impéritie dans la gestion de la crise. Par exemple, pour avoir incité des millions de personnes âgées à se déplacer pour aller voter en pleine épidémie ou pour avoir été dans l'incapacité de fournir suffisamment de masques aux personnels soignants.

Contrairement à ce qu'a laissé entendre le chef de l'État, les populations expriment moins un désir de rupture que la volonté d'un retour à la normale. Tout le monde prie pour que « le système » se rétablisse le plus rapidement possible et refonctionne comme avant. Pour que les usines redémarrent, que les avions redécollent, que les restaurants rouvrent, que Kylian Mbappé remarque des buts. Le monde d'hier, dont on se plaignait sans cesse, nous paraît merveilleux aujourd'hui, et la première gorgée de bière qui sera savourée à la terrasse d'un café aura sacrément bon goût.

En attendant ces jours heureux, les États et les banques centrales se posent en sauveurs de l'économie. Et annoncent de gigantesques

Le monde d'hier, dont on se plaignait sans cesse, nous paraît merveilleux aujourd'hui.

ILLUSTRATION : JEAN POUR LE POINT



plans de plusieurs centaines de milliards de dollars et d'euros pour limiter l'ampleur de la récession, indemniser le chômage partiel, garantir les prêts bancaires, racheter les dettes, nationaliser les entreprises et se substituer temporairement à un secteur privé mis à l'arrêt pour cause de confinement.

Ces montants vertigineux donnent l'impression trompeuse que les gouvernements disposent d'un trésor caché dans lequel il est possible de puiser à volonté. La vérité est qu'on assiste à une fuite éperdue et généralisée des États dans les emprunts et l'endettement. Selon l'Institut of International Finance, la dette publique mondiale atteignait 70 000 milliards de dollars fin 2019 : les prochains chiffres indiqueront une hausse aussi spectaculaire que la progression du nombre de malades du Covid-19 dans le monde, avec le risque que les pays les plus vulnérables, aux finances publiques déjà en mauvaise santé, résistent difficilement à cette épidémie mondiale de dette. Le « *quoi qu'il en coûte* » répété à plusieurs reprises par Emmanuel Macron se voulait rassurant, mais il est aussi très inquiétant pour l'avenir. Alors que l'État apparaît aujourd'hui comme la solution, il risque de devenir demain le problème ■

La fin de certaines illusions

Cette pandémie obligera les États à renforcer leurs pouvoirs, à basculer vers une mondialisation raisonnée et à accélérer leur coopération.

par Nicolas Baverez

Stefan Zweig, dans *Le Monde d'hier*, analyse le basculement du monde en 1914 en ces termes : « *Si je cherche une formule commune qui résume l'époque antérieure à la Première Guerre mondiale dans laquelle j'ai été élevé, j'espère avoir trouvé la plus expressive en disant : c'était l'âge d'or de la sécurité.* » De même, la crise du coronavirus marque la fin de l'illusion cultivée depuis la chute de l'Union soviétique d'un âge d'or de la sécurité. Elle n'est pas seulement sanitaire mais systémique, touchant le capitalisme mondialisé, la désintégration des sociétés, l'insuffisance des capacités de gestion des crises, l'effondrement de la gouvernance mondiale.

Le retard et la confusion dans l'action des autorités publiques comme la contamination de la peur n'ont rien d'inédit. Ils étaient déjà présents lors des frappes du 11 septembre 2001, du krach de 2008 ou de la vague d'attentats islamistes des années 2010. Et ce pour la même raison fondamentale : le refus de tenir compte des signaux d'alerte que furent les épidémies de Sras ou du virus Ebola, qui fut miraculeusement « *cantonné* » à l'Afrique. Les États-Unis ont réagi à la destruction du World Trade Center par des guerres en chaîne, soldées par autant de défaites. La dépression mondiale n'a été évitée en 2008 qu'au prix de la relance de l'économie de bulles. La pression croisée des djihadistes et des démocraties n'a pas convaincu les Européens de renforcer leur sécurité. À chaque fois, il a été dit que rien ne serait plus comme avant, mais tout a continué comme avant. Le coronavirus

constitue un ultime avertissement : il impose de réaliser les changements éludés lors des chocs précédents.

Les risques de pandémie ont été mis en évidence tant par le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 que par le rapport de la CIA de 2009 ou par la Banque mondiale en 2012. Il n'en a été tenu compte que dans les pays d'Asie qui avaient été exposés au Sras, tels la Corée du Sud, Taïwan ou Singapour. Ils ont réussi à limiter le nombre de victimes tout en évitant le confinement général de la population en développant une capacité de gestion du risque épidémique, en constituant des stocks stratégiques de matériel médical et d'équipements de protection, en investissant massivement dans les technologies et les données de santé pour pouvoir effectuer des tests ciblés et systématiques. Leur exemple devra être suivi.

L'économie mondiale connaîtra en 2020 une récession de 3 à 5 %. La priorité consiste à éviter une chute de la croissance potentielle en soutenant les entreprises pour éviter l'emballement des faillites et des licenciements. Au-delà, le modèle fondé sur le capitalisme actionnarial, l'éclatement des chaînes de valeur et la dépendance à la Chine est caduc. La démondialisation, portée également par la lutte contre le changement climatique, reconfigure l'économie mondiale autour de blocs régionaux. La réindustrialisation est inéluctable, qui passe par la protection des secteurs stratégiques et des prix plus élevés pour les consommateurs. Les modes de vie fondés sur l'urbanisation, la mobilité et la surconsommation à outrance devront évoluer.

La résilience, c'est-à-dire la capacité à assurer la continuité de la vie nationale en toutes circonstances, devient décisive. Le coronavirus rappelle le rôle de l'État garant en même temps qu'il souligne sa gestion désastreuse de l'urgence sanitaire. Le sauvetage de l'économie exigera une étatisation supplémentaire, qu'il faudra accompagner d'une restructuration profonde des administrations afin de créer une capacité d'anticipation et de pilotage des crises, de réhabiliter les fonctions régaliennes et de développer les services numériques. Le coronavirus met en lumière le retard accumulé aux États-Unis et en Europe par rapport à l'Asie dans les technologies digitales. Il éclaire la priorité qui doit être donnée à l'investissement dans le numérique et la recherche (5 % du PIB en Corée, contre 2,1 % en France), mais aussi dans l'éducation. Il rappelle enfin l'importance primordiale de la cohésion nationale et des valeurs collectives dans la gestion des crises.

Sur le plan géopolitique, la crise renforce les tensions au moment où la coopération serait la plus utile. Elle durcit la guerre entre la Chine et les États-Unis, la première s'appuyant sur sa sortie de crise pour vanter son modèle autoritaire, les seconds dénonçant la responsabilité de Pékin dans la propagation du virus. Dans le même temps, les institutions internationales sont à l'arrêt et les nations se replient sur elles-mêmes sous la pression des forces populistes – à l'exception salutaire de la recherche médicale pour mettre au point traitements et vaccins. L'épidémie de coronavirus ne permet pas le retour au monde d'avant. Les citoyens et les nations devront choisir entre ■■■

Le modèle fondé sur le capitalisme actionnarial et l'éclatement des chaînes de valeur est caduc.

■ ■ ■ deux modèles qui s'opposent autour de la liberté politique. Soit la Chine réussit à démontrer que seul le modèle autoritaire peut répondre aux enjeux globaux du XXI^e siècle. Soit les démocraties se ressaisissent pour définir un nouvel équilibre entre État et marché, liberté et sécurité, résilience des nations et construction d'un ordre international. Elles peuvent s'inspirer du Japon, de la Corée du Sud ou de Taïwan, qui ont prouvé qu'il est possible de concilier l'efficacité dans la gestion de crise et le respect de l'État de droit, d'assurer la continuité de la vie économique et la qualité des soins, de mobiliser les technologies et le civisme. ■

La chèvre, le loup et le coronavirus

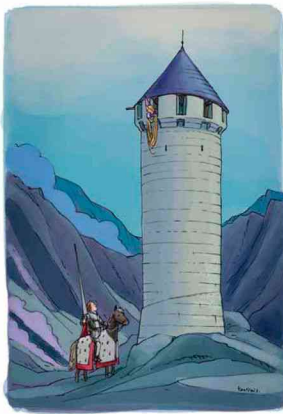
La liberté est un bien encore plus précieux que la santé. Les restrictions que l'épidémie justifie doivent rester temporaires et mesurées.

par **Luc de Barochez**

Plutôt qu'un confinement à vie dans une étable, la chèvre de monsieur Seguin préfère jouir d'une seule journée de liberté dans la nature. Elle finit dévorée par le loup – mais à l'heure qu'elle choisit. Face à l'épidémie déclenchée par le coronavirus, la nouvelle écrite par Alphonse Daudet en 1866 nous rappelle que la vie n'est pas exempte de risques, parfois mortels, et que la liberté est un bien précieux, encore plus peut-être que la santé.

Dans la guerre que le président Emmanuel Macron entend que nous livrons, le virus Sars-CoV-2 n'est pas notre seul ennemi. Il y en a un second : notre peur, celle d'assumer le fait qu'il n'existe pas de liberté sans risque. La vie est pleine de virus et de microbes. La peur est utile pour éviter ces dangers, en nous incitant à limiter nos contacts. Mais lorsqu'elle se diffuse sans frein dans la population, elle est aussi l'un des principaux biais qui aident les États à asseoir leur pouvoir et à restreindre nos libertés. Lorsqu'on leur demande de choisir entre la santé et la liberté, les gens choisissent en général la première au prix de la seconde. Ce n'est pas le cas de Blanquette, la chèvre de monsieur Seguin, qui « *voulait à tout prix le grand air et la liberté* », bien qu'elle sût que, dehors, dans la montagne, la bête rôdait. Pour notre part, nous sommes protégés comme jamais. Les progrès de la médecine nous placent en meilleure position pour lutter contre l'épidémie que tous nos prédécesseurs. Ce n'est d'ailleurs pas tant la dangerosité du virus qui nous conduit à être confinés que l'impréparation de nos sociétés et l'impéritie de nos gouvernants face à une pandémie que nombre de spécialistes avaient identifiée comme un risque majeur.

Montesquieu admettait, dans *De l'esprit des lois*, « *qu'il y a des cas où il faut mettre, pour un moment, un voile sur la liberté, comme l'on cache les statues des dieux* ». Le confinement généralisé est acceptable et doit être respecté, s'il est temporaire et justifié. Il n'empêche que les mesures liberticides que les gouvernements multiplient au prétexte de la sécurité des populations doivent être considérées avec vigilance, sinon avec méfiance. On a vu avec quelle aisance les mesures d'exception prises après les at-



Là, je suis confinée. Vous pouvez repasser ?

tentats de 2015 sont entrées, depuis, dans la législation ordinaire.

La technologie donne aux États la possibilité d'exercer une surveillance dont le KGB ou la Gestapo n'auraient pu que rêver. Les logiciels chinois de reconnaissance faciale garantissent l'identification d'une personne même lorsqu'elle porte un masque médical. Les smartphones permettent d'observer les déplacements des citoyens – voire de prendre leur température et d'enregistrer leurs émotions. Utile pour enrayer l'épidémie, la surveillance généralisée est aussi un puissant outil de contrôle de la population et de gestion des comportements individuels par l'État. Le 10 mars, la Russie a interdit les rassemblements pour raisons sanitaires, le jour même où le président Vladimir Poutine se voyait ouvrir, par un Parlement à sa botte, la possibilité de rester en fonction jusqu'en 2036. Or on ne recensait à ce moment-là que 20 personnes infectées sur l'immensité du territoire russe.

Il faut se pincer lorsqu'on entend certains louer l'efficacité du régime chinois contre l'épidémie, alors qu'il s'est efforcé de cacher pendant des semaines la gravité de la maladie, faisant embastiller des lanceurs d'alerte et expulsant des journalistes étrangers coupables d'avoir rapporté la vérité. La transparence et la liberté de l'information sont indispensables à une lutte efficace contre l'épidémie. Aucun État ne devrait contraindre ses citoyens à choisir entre la santé et la liberté, encore moins à se cacher derrière la première pour supprimer la seconde. Mais seul l'État de droit peut garantir à la fois la santé et la liberté. Car seuls des citoyens libres peuvent accepter de prendre des risques ■

ILLUSTRATION : L'ARTISAN POUR LE POINT

Lorsqu'elle se diffuse, la peur est l'un des principaux biais qui aident les États à asseoir leur pouvoir.

T+
TISSOT
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853



COLLECTION TISSOT GENTLEMAN

À PARTIR DE **340€ TTC***

MODÈLE PRÉSENTÉ : **TISSOT GENTLEMAN AUTOMATIQUE**

NOUVEAU MOUVEMENT POWERMATIC 80
RÉSERVE DE MARCHÉ 3 JOURS (DURÉE NORMALE 1 JOUR 1/2)
BALANCIER SPIRAL AMAGNÉTIQUE EN SILICIUM, 810€ TTC*

EXISTE ÉGALEMENT EN VERSION **AUTOMATIQUE ACIER OR 18K, À PARTIR DE 1200€ TTC***

DISPONIBLE EN LIGNE SUR [TISSOTWATCHES.COM](https://www.tissotwatches.com) ET DANS PLUS DE 600 POINTS DE VENTE EN FRANCE.

Le point de la semaine

PAR MICHEL REVOL, FABIEN ROLAND-LEVY ET LES SERVICES DU « POINT »

CULTURE GÉ
NIVEAU CONFIRMÉ

Testez le quiz du confiné !

Vous vous sentez isolé à la maison ? Ils peuvent vous aider à garder le moral. Rendez à chacun sa citation.

« Il se faut réserver une arrière-boutique toute nôtre, toute franche, en laquelle nous établissons notre vraie liberté, et principale retraite et solitude. »

« Quand on est plus de quatre, on est une bande de cons. A fortiori, moins de deux, c'est l'idéal. »

« Dans le tumulte des hommes et des événements, la solitude était ma tentation. Maintenant, elle est mon amie. »

« On n'est pas seuls / Puisqu'on est ensemble. »

« Tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne savoir pas demeurer en repos dans une chambre. »

« Je te dois la solitude, merci. »

« Dans cette solitude je pouvais être plus heureux que je ne l'eusse été au sein de la société et de tous les plaisirs du monde. »

« Celui qui se suffit à lui-même est soit une bête soit un dieu. »

« La solitude offre à l'homme intellectuellement haut placé un double avantage : le premier, d'être avec soi-même, et le second, de n'être pas avec les autres. »

1

A



Arthur Schopenhauer
(Aphorismes sur la sagesse dans la vie)

2

B



Michel Berger
(Pour être moins seul)

3

C



Daniel Defoe
(Robinson Crusoe)

4

D



Montaigne
(De la solitude)

5

E



Pierre Desproges
(En scène)

6

F



Aristote
(Les Politiques)

7

G



Charles de Gaulle
(Mémoires de guerre)

8

H



Blaise Pascal
(Pensées)

9

I



Johnny Hallyday
(Revoilà ma solitude)

LE CHIFFRE



DE PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS

492

kilos de déchets par habitant de l'UE

Selon Eurostat, 220 millions de tonnes de déchets ménagers ont été collectées par les municipalités en 2018 dans l'Union européenne. C'est au Danemark que ce poids est le plus élevé (766 kilos) et en Roumanie le plus bas (272 kilos). Il s'établit en France à 527 kilos. Par ailleurs, 67 millions de tonnes de matériaux ont été recyclées en 2018, soit 150 kilos par personne, contre 54 kilos en 1995.

Le Sénat se protège

Lors de la discussion sur la loi d'urgence, la semaine dernière, les sénateurs devaient s'asseoir dans l'hémicycle à 1 mètre l'un de l'autre, une distance matérialisée par des cartons blancs posés sur les fauteuils autorisés. Les cousins avaient par ailleurs été retirés. Les entrées et sorties étaient, comme pour acheter son pain, échelonnées pour respecter la distance minimale de 1 mètre. La circulation des documents en papier était interdite, au profit des documents électroniques. En revanche, pas (encore) de masques pour les sénateurs...

Solutions : 1-D / 2-E / 3-G / 4-B / 5-H / 6-I / 7-C / 8-F / 9-A

DESIGN : PCS/ZUMA WIRE/ABACA - L'ESPACE (X) - JEANNEAU MICHEL/SIPA - BERNARDINI/SIPA - AFP - SIPA

Macron se méfie du « méchant » Collomb



Au soir du premier tour des municipales, la réaction de Gérard Collomb a suscité la consternation au sein de la majorité: en dépit de ses résultats catastrophiques à Lyon et à la métropole, l'ancien ministre de l'Intérieur n'entendait pas se retirer, bien

qu'il n'ait plus aucune chance de gagner. Le maire de la capitale des Gaules a même sèchement envoyé promener tous ses interlocuteurs parisiens qui tentaient de le convaincre de sauver les meubles du camp présidentiel en appelant à voter pour le candidat dissident LREM, David Kimelfeld. Au sein de la macronie, beaucoup redoutent désormais le comportement de Gérard Collomb dans les prochains mois. Il y a quelques semaines, à un ancien élu lyonnais, Emmanuel Macron avait confié: « Gérard peut être très méchant. »



Municipales : où sont allées les voix

Le 15 mars, les Français votaient pour le premier tour des municipales. Nous avons agrégé les voix obtenues par les grandes familles politiques pour donner un aperçu des rapports de force.

Droite (dont LR)

3,8

Gauche (divers gauche, PS, PCF...)

3,6

Centre (dont Modem)

1,7

Divers (sans étiquette)

1,1

Écologistes

0,5

RN

0,4

LREM

0,3

LFI

0,07

Totaux de voix, en millions, selon l'étiquette revendiquée par chaque tête de liste

Source : France-politique.fr

Les cuillères en bois de la majorité

1,76 % ! C'est le score le plus faible enregistré par un député de la majorité lors du premier tour des municipales, le 15 mars. Il s'agit de Mohamed Laqhila, élu MoDem, candidat à Aix-en-Provence. Du côté de La République en marche, la députée qui a décroché la cuillère en bois est Monica Michel: sur la ligne de départ à Arles, elle a obtenu 4,93 %. Une autre députée macroniste, élue en juin 2017, a obtenu moins de 5 %: à La Baule, Sandrine Josso, qui a quitté LREM en 2019, a récolté 4,16 %. Des performances réalisées moins de trois ans après leur victoire aux législatives.

La Constitution interdit de se représenter ?

Changeons la Constitution !



Russie. Le 11 mars, un amendement à la loi fondamentale va permettre à **Vladimir Poutine**, 67 ans, de se représenter en 2024 et en 2030 – et donc de **rester président jusqu'en 2036**.

Chine. Par 2 958 voix pour, deux contre et trois abstentions, le Parlement a supprimé en 2018 la limite à deux mandats pour le président **Xi Jinping**, 66 ans, qui peut donc être **reconduit à vie**.

Nicaragua. En 2010, le président **Daniel Ortega**, 74 ans, a obtenu que la Cour suprême supprime l'article qui l'empêchait de **cumuler un troisième mandat**, entamé en 2016.

Bolivie. En 2013, la Cour suprême a déclaré que le premier mandat du président **Evo Morales**, 60 ans, entre 2006 et 2013 ne comptait pas. Il a donc pu être **réélu pour la troisième fois en 2014**. Bien que depuis chassé du pouvoir et en exil, il s'est déclaré candidat aux prochaines élections.

Turkménistan. La Constitution turkmène a été amendée en 2016: la limite d'âge de 70 ans disparaît et **Kourbanguouli Berdimoukhamedov**, 62 ans, pourra **se faire réélire à vie**.

Rwanda. Approuvée à 98 % en 2015, la Constitution permet au président **Paul Kagame**, 62 ans, élu depuis 2003, de **se représenter jusqu'en 2034**.

Sénat, le retour de Bansard

À presque 80 ans et après avoir vu son élection annulée en 2018, un an après avoir été élu sénateur des Français de l'étranger, Jean-Pierre Bansard repart en campagne. Soupçonné d'avoir acheté des

voix d'électeurs, ce riche homme d'affaires (il figure parmi les 250 premières fortunes de France) avait été déclaré indigne pendant une année. Une peine levée pour le renouvellement du Sénat, prévu à l'automne !



« J'avais raison à l'époque. Je pensais qu'on me rendrait justice après ma mort. J'ai dû attendre dix ans. »

Roselyne Bachelot, ex-ministre de la Santé, justifiant son choix de constituer un stock de 700 millions de masques FFP2 il y a dix ans, au moment de l'épidémie de grippe H1 N1. *Ouest-France*, 20 mars.





FLASH-TEST

Ceci n'est pas une tablette (ni un ordinateur !)

L'enjeu. Avec cet iPad Pro, Apple doit se distinguer de challengers de plus en plus inventifs, tels le chinois Huawei ou le coréen Samsung, qui mettent au point des smartphones déployables comparables à des tablettes, tout autant que de concurrents plus « traditionnels », comme Microsoft, qui a fédéré toute une communauté autour de sa Surface Pro.

Pour qui ? Les architectes, les amateurs de jeux vidéo, les coachs sportifs... Le capteur Lidar (Light Detection and Ranging) renseigne quelques données musculaires en fonction des efforts fournis. Attention à tout faire valider par un médecin.

À savoir. Trois capteurs dorsaux : un de 12 mégapixels, un de 10 mégapixels à grand angle et un capteur Time of Flight utile pour la réalité augmentée, carte graphique 8 cœurs, Face ID, port USB-C, disponible en 11 et 12,9 pouces, à partir de 899 euros, à quoi s'ajoutent l'Apple Pencil (135 euros) et le trackpad (339 euros).



Opéras en accès libre

Pour mieux vivre le confinement causé par la crise du coronavirus, de nombreux opéras du monde entier ont mis plusieurs de leurs

œuvres en accès libre : à surveiller, les représentations du Royal Opera House, de l'Opéra national de Bavière, du Théâtre royal de Madrid, du Teatro Regio de Parme ou encore de l'Opéra-Comique. Parmi nos préférés, les spectacles de l'Opéra national de Paris, qui diffuse en ce moment gratuitement le *Manon* (photo) de Jules Massenet, les symphonies de Tchaïkovski, ou *Les Indes galantes*, de Jean-Philippe Rameau.

L'appli Jitsi



Une alternative gratuite à Skype, très utile ces temps-ci

pour garder le contact avec ses proches.

Windows revisité

Alors que Microsoft s'apprête à déployer une mise à jour de Windows 10 (2004) apportant de nombreux changements sous le capot, le patron de la division Windows, Panos Panay, a publié sur Instagram une vidéo montrant quelques fonctionnalités en préparation (probablement pour 2021), dont un menu « démarrer » plus

personnalisable et aussi un explorateur de fichiers plus simple. **G. P.**

Une histoire de fréquences

Les radars de Météo-France sont très sensibles... aux réseaux wi-fi mal paramétrés. Selon l'Agence nationale des fréquences (ANFR), un système de vidéosurveillance déployé par la mairie de Plabennec (Finistère) a brouillé un radar de précipitations proche de l'aéroport de Brest, alors qu'à Mijoux (Ain) c'est un opérateur Internet qui aveuglait le radar de Saint-Nizier-d'Azergues (Rhône), à 125 kilomètres de là. **G. P.**

On aime

Le capteur Lidar, utilisé par la Nasa et capable de capturer les images en relief.

On regrette

Le trackpad associé est vraiment impressionnant, mais il est parfois difficile à transporter en sécurité.

Verdict

Une très belle immersion, mais on aurait aimé pouvoir le replier !



L'équipe de la plateforme Just One Giant Lab.

Les pirates de la recherche ouverte

Qui se souviendra que c'est un pionnier de l'information, en l'occurrence Bill Gates, qui, lors d'une conférence sur la sécurité à Munich, en 2017, fut l'un des premiers à expliquer que nous n'étions pas du tout préparés à la pandémie mondiale ? Résultat, dans le monde entier, des chercheurs, du MIT comme de l'EPFL, décident de partager leurs recherches en temps réel. Attention, cela ne signifie pas qu'il faille s'affranchir des précautions d'usage, à savoir l'évaluation par les pairs avant une publication. D'ailleurs, des plateformes comme

BioRxiv ou MedRxiv existent pour permettre à tout un chacun de profiter de l'état actuel des connaissances. Certains chercheurs veulent aller plus loin. Ainsi du biologiste Thomas Landrain, qui, via sa plateforme Just One Giant Lab (JOGL), basée à Paris, veut ouvrir à l'avantage de contributeurs l'accès et la participation aux recherches. Le diplômé de l'École normale supérieure reconnaît bien sûr l'intérêt de la recherche universitaire. Mais, en temps de crise, il estime qu'il ne faut s'interdire aucun scénario. Comme Bill Gates en 2017 ■

PAGE DIRIGÉE PAR GUILLAUME GRALLET

SP - JULIEN BENNAOU/OPERA DE PARIS - APPLE (X 2)

Schweppes[®]

what do
you expect?



*À quoi vous attendez-vous ?

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LÉGUMES PAR JOUR. WWW.MANGERBOUGER.FR

LE CARNET



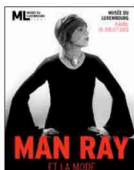
Barbara Werschine DG d'Éric Bompard.



Nicolas Holveck président le Stade Rennais.



Emmanuel Echivard, un poète à Matignon.



«Man Ray et la mode», une expo suspendue.



Éric Guéret récompensé.

TRANSFERT

Barbara Werschine, jusqu'ici vice-présidente Europe de Zadig & Voltaire, vient d'être nommée directrice générale du groupe Éric Bompard, le spécialiste du cachemire.

LIGUE 1

Nicolas Holveck, qui vient de quitter ses fonctions de directeur général adjoint du club de football de Monaco, devient le président exécutif du Stade Rennais en remplacement d'Olivier Letang.

POLICE

Virginie Lahaye, commissaire divisionnaire de police et cheffe du service départemental de la police judiciaire des Hauts-de-Seine, succède à Christophe Descoms à la direction de la brigade des stupéfiants de Paris. Yann Sourisseau est nommé à la tête de l'Office central de lutte contre le crime organisé.

À LA LIGNE

Agrégé de lettres classiques, passé par l'École normale supérieure de lettres et sciences humaines, l'écrivain et poète Emmanuel Echivard devient le conseiller technique «discours» du Premier ministre Édouard Philippe.

PHOTOGRAPHIE

Le musée du Luxembourg affiche sur sa façade l'objet de sa prochaine exposition : *Man Ray et la mode*. L'expo, qui devait être inaugurée le 9 avril, mettra en lumière ses travaux réalisés pour de grands couturiers comme Chanel.

REPORTS

L'Euro de football est reporté à 2021. Le 73^e Festival de Cannes, le Salon du meuble de Milan, le concours de l'Eurovision, le Printemps de Bourges sont reportés. Les décisions concernant la Foire du Trône et les Jeux olympiques de Tokyo 2020 restent en suspens.

DOCUMENTAIRE

Le grand prix du 27^e Festival international du grand reportage d'actualité et du documentaire de société, qui s'est tenu au Touquet, a récompensé le documentaire d'Éric Guéret sur l'aciérie Ascoval dans le Nord.

PAGE DIRIGÉE PAR MARIE-CHRISTINE MOROSI

DÉCÉDÉS



Dr Jean-Jacques Razafindranazy

68 ans. Médecin urgentiste, il est le premier soignant décédé en France du coronavirus. «Compiègne perd un grand médecin, un homme respecté, et apprécié de son équipe», a indiqué Philippe Marini, maire (LR) de Compiègne. Razafindranazy exerçait à l'hôpital de Compiègne depuis plusieurs années. Début mars, de retour de congé dans son pays natal, Madagascar, il avait pris en charge les tout premiers malades atteints du Covid-19 dans la région. Il est décédé au CHU de Lille.



Manu Dibango

86 ans. Le saxophoniste et chanteur camerounais, auteur d'un des plus grands tubes planétaires de la musique world, *Soul Makossa* (1972), est décédé des suites du Covid-19 après huit jours d'hospitalisation. Il est la première célébrité mondiale à mourir d'une contamination au coronavirus.

Patrick Le Lay

77 ans. Président-directeur général de TF1 de 1988 à 2008. En duo avec Étienne Mougeotte, directeur des antennes, il a développé la chaîne acquise par Francis Bouygues en 1987, innovant

avec les émissions de télé-réalité et diversifiant le groupe dans la vidéo, la production de cinéma. Ce Breton à poigne fut aussi à l'origine des chaînes LCI et TV Breizh.

Pierre Truche

90 ans. Figure de la magistrature, ancien procureur général de la cour d'appel de Paris et président de la Cour de cassation de 1996 à 1999.

En 1984, Robert Badinter, ministre de la Justice, le nomme à Lyon où va se tenir le procès de Klaus Barbie, arrêté en Bolivie. En 1987, au terme de six heures de réquisitoire, il avait requis la réclusion à vie pour l'ancien chef de la Gestapo lyonnaise, mort en détention en 1990, à Lyon.

Edouard Limonov

77 ans. Écrivain russe.

Patrick Nothomb

83 ans. Diplomate belge, ancien ambassadeur au Japon, de 1988 à 1997, ainsi qu'en Birmanie et en Thaïlande. Ce spécialiste du théâtre n'était le père de la romancière Amélie Nothomb.

Solomon (Sol) Kerzner

84 ans. Entrepreneur sud-africain, fondateur de Sun International basé à Sun City en Afrique du Sud, comportant chaînes d'hôtels et villages de vacances haut de gamme ■

BOMPARD - MEDAPART - ROBERT SCANELLA/PANORAMIC - ARYON ALAN/ABACA - MUSÉE DU LUXEMBOURG - FACEBOOK/RAZAF - AFP

JE VOYAGE POUR L'AVENTURE

📍 Parc national de Snowdonia, Pays de Galles.

© visitbritain / iStockphoto

FIND YOUR

GREAT

BRITAIN



* DÉCOUVREZ VOTRE GRANDE-BRETAGNE

[visitbritain.com](https://www.visitbritain.com)

BOURSE : L'AVIS DE...



ALEXANDRE BARADEZ
IG France

Les marchés reprennent-ils confiance ?

Je ne suis pas convaincu qu'on ait touché le point bas. Il faut attendre d'y voir plus clair sur la situation aux États-Unis. En revanche, on commence à pouvoir faire des projections sur l'impact sur la croissance. De plus, les banques centrales ont commencé à agir, même si elles devront sans doute faire plus. Et les États aussi.

À combien estime-t-on l'impact économique ?

Il est colossal. Un repli de la croissance américaine de 4 % au premier trimestre et de 14 % au deuxième, et une baisse de 1,5 % pour l'année selon les projections de JP Morgan. Cette semaine, 2,2 millions d'Américains pourraient s'inscrire au chômage alors que le plus haut chiffre jamais atteint (en 1982) était de 700 000. C'est trois fois plus !

Il est trop tôt pour revenir ?

À court terme, oui, car le marché peut encore baisser. On a connu des - 60 % lors de crises précédentes. Néanmoins, à moyen terme, revenir à - 40 % sur des secteurs massacrés comme le tourisme ou l'aérien laisse augurer de belles performances d'ici quatre, voire deux ans. Prudence sur la tech américaine ■ L.A.

Coronavirus : quelles conséquences pour vos crédits immobiliers ?

Signature d'une promesse de vente, paiement des mensualités d'un prêt... Les solutions de Ludovic Huzieux, cofondateur d'Artémis Courtage, pour pallier les difficultés.

Demandez le report.

Vous avez acheté un bien que vous comptez financer à crédit. Pour ce faire, vous avez signé une promesse de vente (ou plutôt d'achat) assortie d'une condition suspensive de prêt. Dans la pratique, vous avez quarante-cinq jours pour obtenir le prêt d'une banque.

« Le délai figure dans le contrat. La loi précise qu'il ne peut être inférieur à un mois et supérieur à soixante jours, rappelle Ludovic Huzieux. Sauf qu'aujourd'hui beaucoup de banques ne répondent plus à temps aux personnes qui ont fait une demande de crédit. » Une situation qui a conduit l'Association professionnelle des intermédiaires en crédits (Apic) à écrire au ministre de l'Économie et des Finances pour qu'il rallonge d'office le délai d'obtention afin de ne pas compromettre les ventes en cours. « Nos clients concernés doivent se rapprocher de leur notaire afin que celui-ci s'entende avec le notaire du vendeur pour prolonger le délai, explique le courtier. Les vendeurs y ont intérêt. Si le délai n'est pas prorogé, la vente est annulée. Peu prendront ce risque-là. Car qui peut dire comment sera le marché »

ché une fois la crise sanitaire terminée ? Nous avons dans notre clientèle beaucoup de commerçants, de professions libérales... La crise va générer une baisse d'activité et de revenus pour beaucoup d'entre eux. Dans quel état d'esprit seront-ils à l'issue du confinement ? Seront-ils toujours aussi enclins à acheter ? Et au même prix qu'avant ? »

Le report du remboursement d'un prêt immobilier peut concerner six, voire douze, mensualités, selon les établissements.

Différez le paiement.

Vous - commerçants, professions libérales, indépendants et salariés - remboursez chaque mois un prêt immobilier et craignez d'être confrontés à une baisse de vos revenus et, de ce fait, d'avoir des difficultés pour honorer vos mensualités. Pas de panique : demandez à votre banquier de faire une pause dans leur paiement. « Dans le contrat de prêt figure en effet, dans les conditions générales de vente, une clause autorisant l'emprunteur à demander un report de remboursement », rappelle notre expert. Selon les établissements de crédit, le report peut concerner six, voire douze mensualités. Ainsi, au Crédit agricole Île-de-France, il est de six mois

maximum ou d'un an pour la moitié de son montant. Vous n'avez pas à motiver ce report. Pour le moment, l'opération n'est pas gratuite : l'emprunteur devra acquitter plus tard les intérêts non versés. Mais, dans une conjoncture de taux bas, le coût sera limité. Des banques imposent aussi un délai. « L'Apic a demandé à Bruno Le Maire un report immédiat, automatique et gratuit, comme le gouvernement italien vient de le décider », précise Ludovic Huzieux.

Inutile de vous presser.

Vous étiez sur le point d'acheter un bien mais vous n'aviez encore rien signé ? Alors, faites une pause, car les agences immobilières sont fermées et les banques ne traitent que les dossiers urgents. Il sera temps, une fois la crise terminée, de reprendre vos recherches. Les conditions ne seront pas forcément les mêmes. Certains prédisent, à la suite des décisions prises par les banques centrales, des taux plus bas. Mais avec la volatilité des marchés, l'obligation assimilable du Trésor français à dix ans, qui sert de référence à l'établissement des taux, a grimpé, passant de - 0,4 % à + 0,25 %. Quant au marché, une diminution temporaire des prix, due à une baisse de la demande, n'est pas à exclure ■

PAGE DIRIGÉE PAR LAURENCE ALLARD

PERFORMANCES DES PRINCIPALES PLACES SUR UNE SEMAINE

New York Dow Jones - 5,03%	Paris CAC 40 + 0,55%	Zone euro Euro Stoxx 50 + 1%	Shanghai SSEC - 4,63%	Tokyo Nikkei 225 - 0,67%
----------------------------------	----------------------------	------------------------------------	-----------------------------	--------------------------------

Prêts à la consommation Taux le plus fréquemment accordé

Sur 24 mois : **1,90 %**

Sur 36 mois : **2 %**

Sur 48 mois : **2,61 %**

Source : Emprunt.com

CRÉDITS IMMOBILIERS

15 ans : 0,64 %	25 ans : 1,03 %
20 ans : 0,81 %	30 ans : 1,45 %

Taux hors assurance pour un très bon dossier.

Pour 100 € de mensualité, vous empruntez (assurance comprise) :

15 ans : 16 757 €	25 ans : 25 450 €
20 ans : 21 472 €	30 ans : 27 915 €

Source : Meilleurtaux.com.

JE VOYAGE POUR LES DÉCOUVERTES

📍 Plage de Pedn Vounder, Cornouailles, Angleterre.

visitbritain.com

visitbritain.com

FIND YOUR

GREAT

BRITAIN



*DÉCOUVREZ VOTRE GRANDE-BRETAGNE



Pour le restaurant Les Foudres, l'architecte Didier Poignant a décliné toutes les nuances du cognac, de l'or au brun.



Les façades en verre du bâtiment se couvrent de vrilles d'acier Corten. À droite : les tonneaux géants, qui ont donné leur nom au restaurant, forment une entrée magistrale.

Cognac, un chai-d'œuvre hôtelier

La vogue de l'œnotourisme n'épargne pas la Charente. Après la Cité du vin, réalisée à Bordeaux par l'agence XTU, les fameux Chais Monnet s'imposent désormais comme vaisseau amiral, faire-valoir tout aussi spectaculaire des grandes maisons de Cognac. Créée en 1838 et classée au patrimoine industriel de France, l'ancienne distillerie de la famille de Jean Gabriel Monnet, l'un des pères de l'Europe, fait désormais place à un hôtel 5 étoiles de 92 chambres et suites d'un luxe sans ostentation. L'homme d'affaires anglo-azerbaïdjanais Javad Marandi, propriétaire du Soho Farmhouse, en Angleterre, a investi pas moins de 60 millions d'euros dans cette vaste restructuration ayant nécessité près de deux ans et demi de chantier.

« J'ai dégagé les perspectives et les volumes, en reliant les quatre chais par un espace verrier où sont regroupées les principales fonctions d'accueil de l'hôtel », détaille l'architecte Didier Poignant, du cabinet parisien Ertim (le Royal Monceau et The Hoxton, à Paris). Le seul bâtiment contemporain couvre ses façades de verre de vrilles d'acier Corten, de couleur rouille, évoquant des ceps de vigne. Parquets, charpentes et barriques de bois clair, décoration aux tonalités ambre, tabac, brun ou blond... la palette des nuances fait écho au divin breuvage charentais, tant plébiscité par les touristes asiatiques mais aussi les rappeurs américains! ■ BRUNO MONIER-VINARD



ALBANE PHOTOGRAPHIE/SP (XZ) - JONATHAN BRUNETEAU/SP

LEXUS UX HYBRIDE

À PARTIR DE 299 €/MOIS⁽¹⁾

ENTRETIEN INCLUS^{***} ET SOUS CONDITION DE REPRISE⁽²⁾

LOA^{***} 37 mois, 1^{er} loyer de 4500 € suivi de 36 loyers de 299 €.

Montant total dû en cas d'acquisition : 36958 €.



UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ. VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT DE VOUS ENGAGER.

Gamme Lexus UX Hybride : consommations (L/100 km) et émissions de CO₂ (g/km) en conditions mixtes selon norme WLTP : de 5,3 à 6 et de 120 à 137.

⁽¹⁾ LOA (Loueur avec Option de Rachat) (1) Exemple pour un **Lexus UX 250h neuf** : prix de vente net de 21490 €, remise de 3000 € et aide à l'export (2) de 2500 € incluant LOA^{***} 37 mois, 1^{er} loyer de 4500 € suivi de 36 loyers de 299 € hors assurances facultatives. Option d'achat : 21694 € dans la limite de 37 mois & 30000 km. Montant total dû en cas d'acquisition : 36958 €. Assurance (de pertes) incluse à partir de 37,79 € / mois en sus de votre loyer, soit 1398,23 € sur la durée du prêt. Modèle présenté : **Lexus UX 250h F SPORT Executive neuf** au prix exceptionnel de 49990 €, remise de 3000 € et aide à l'export (2) de 2500 € déduites. LOA^{***} 37 mois, 1^{er} loyer de 4500 € suivi de 36 loyers de 299 €. **598 €** hors assurances facultatives. Option d'achat : 32344,89 € dans la limite de 37 mois & 30000 km. Montant total dû en cas d'acquisition : 58572,99 €. Remise en cas de pertes incluse à partir de 59,99 € / mois en sus de votre loyer, soit 2219,63 € sur la durée totale du prêt. ^{***} Entretien inclus dans la limite de 37 mois & 30000 km (au 1^{er} des 2 termes affaiblis). Offre réservée aux particuliers valable jusqu'au 31/05/2020 chez les distributeurs Lexus participants (2) pour toute reprise d'un véhicule occasion, et portant sur le tarif 1085 en vigueur au 1^{er} mars 2020 au jour de la souscription du contrat. En fin de contrat, restitution du véhicule dans votre concession avec paiement des frais de remise en état standard et des éventuels kilomètres excédentaires. Sous réserve d'acceptation par TOYOTA FINANCIER, 36 bd de la République 92423 Nanterre cedex, RCS 612 653 150. ⁽²⁾ ORIAS 07 005 419 (numéro gratuit sur www.orias.fr) * Voir l'offre optionnel.

Conseil scientifique,

QUI LE COMPOSE ?

Simon Cauchemez
mathématicien-
modélisateur,
Institut Pasteur

**Arnaud
Fontanet**
épidémiologiste,
Institut Pasteur

**Yazdan
Yazdanpanah**
infectiologue, hôpital
Bichat, Paris, OMS

Daniel Benamouzig
sociologue de la santé
à Sciences po
et au CNRS

Denis Malvy
infectiologue,
CHU Pellegrin,
Bordeaux



**Geneviève
Chêne**
directrice générale de
Santé publique France

**Jean-François
Delfraissy**
immunologiste,
Comité d'éthique

**Laëtitia
Atlani-Duault**
anthropologue,
IRD-MSH

**Pierre-Louis
Druais**
généraliste,
Haute Autorité de santé

Les autres membres du conseil scientifique qui n'étaient pas à l'Élysée le 12 mars (voir photo ci-dessus) sont Lila Bouadma, réanimatrice à l'hôpital Bichat, à Paris; Bruno Lina, professeur de virologie à l'université Lyon-1; Didier Raoult, infectiologue au CHU de la Timone, à Marseille.

gouvernement bis ?

Pouvoir. Ces experts sont bien plus qu'une boussole pour le président, qui se plie à tous leurs avis.

PAR ROMAIN GUBERT

Palais de l'Élysée, le jeudi 12 mars. Il est midi. Pour immortaliser ce moment et en attendant l'arrivée du président, Geneviève Chêne, la directrice générale de Santé publique France, prend une photo de groupe sur son smartphone. Tout le monde se serre un peu pour être dans le cadre sous les dorures. Personne ne s'en offusque, mais les consignes de « distanciation » ne sont absolument pas respectées. Un comble : les dix personnes présentes sur le cliché sont pourtant les mieux informés de France sur le coronavirus.

La veille, ces médecins et ces experts ont été nommés au « conseil scientifique Covid-19 » par Olivier Véran, le ministre de la Santé. Ils doivent faire remonter quotidiennement au gouvernement toutes les informations sur le virus. En cette fin de matinée, ils pensent assister à une réunion assez formelle d'une petite heure avec le président de la République, que la plupart d'entre eux n'ont jamais rencontré. La discussion s'engage. Les chiffres, Emmanuel Macron les connaît. Sa conseillère technique chargée de la santé les lui passe en temps réel depuis quelques jours. Mais après un petit tour de table où chacun explique en deux mots son domaine de spécialité, la rencontre se transforme en réunion de travail. Le soir, à 20 heures,

le président doit prendre la parole. La veille encore, son intention était de faire un discours pour rassurer les Français, leur rappeler les gestes barrières et leur expliquer que l'État est suffisamment fort et le système de santé assez solide pour veiller sur leur santé. Dans la nuit, tout s'est accéléré. Donald Trump a supprimé les vols au-dessus de l'Atlantique. Les chiffres de la mortalité venus d'Italie sont terrifiants. En France, l'épidémie ne se limite plus à quelques foyers dans le Grand Est ou l'Oise. Mais se diffuse très vite. Le président doit donc changer son discours.

Emmanuel Macron s'adresse à Jean-François Delfraissy, le président de ce conseil scientifique qui n'a que vingt-quatre heures d'existence. Les deux hommes se connaissent bien. Delfraissy, l'un des plus grands spécialistes français de la lutte contre le VIH, est depuis quelques mois le président du Comité national consultatif d'éthique. Juste après la présidentielle de 2017, il a rendu un rapport favorable à la PMA pour les couples de femmes, une des promesses du candidat de la République en marche. Quelques semaines plus tard, Emmanuel Macron l'a aussi reçu pour faire un tour d'horizon des grands sujets « éthiques » du moment, comme la fin de vie. Un peu avant, ce professeur de médecine assez charismatique âgé de 71 ans était déjà à l'Élysée avec plusieurs épidémiologistes que le président souhaitait rencontrer pour évoquer,

déjà, le Covid-19. Macron pose à celui qui ne porte presque jamais de cravate une série de questions très précises. Quelle est la tendance probable de la courbe des contaminations à $J + 3$? à $J + 8$? Que faut-il faire concrètement pour éviter le débordement des structures hospitalières ? Faut-il fermer les écoles pour freiner l'épidémie ? Macron veut savoir.

Consensus. Jean-François Delfraissy réserve sa réponse. Il a toujours fonctionné par consensus et il ne se voit pas jouer au chef et prendre la parole seul. Il demande une salle de travail pour travailler avec les membres du conseil, qui rendra l'avis le plus détaillé possible. « Il était impossible de dire des choses en l'air, au doigt mouillé », raconte-t-il. Des plateaux-repas sont commandés. Une liaison par visioconférence est installée pour les quelques absents. Les membres du conseil annulent tous leurs rendez-vous. Ils vont travailler pendant plus de trois heures pour donner une réponse claire. Leur avis doit s'appuyer sur des travaux de recherche précis. Il doit aussi être publié : c'est la seule condition qu'ils ont posée. Ils y voient le moyen d'être totalement indépendants. Et surtout de conserver la confiance de la population. Pendant ces quelques heures, les membres du conseil scientifique comprennent que leur rôle n'est pas celui d'un vague comité consultatif se contentant d'observer la progression de l'épidémie. ■■

« Il était impossible de dire des choses en l'air, au doigt mouillé. » Jean-François Delfraissy, le président du conseil



« Nous ne sommes que des experts et nous n'avons pas de responsabilités politiques. » Jean-François Delfrayssy

■ ■ ■ Mais que leurs discussions vont influencer les décisions gouvernementales concrètes. À 17 heures, ils rendent leur avis. Ils ont tapé les deux pages et demie de textes sur un ordinateur portable. Il fourmille de références scientifiques. Et s'appuie notamment sur des recherches mathématiques britanniques qui montrent que si l'État ne fait rien, la moitié de la population sera infectée. Et qu'il faudra compter plusieurs dizaines de milliers de morts. Les termes sont clairs : « Il a été décidé de proposer la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires. Cette fermeture ne peut être que nationale, et non simplement régionale, du fait du risque de propagation rapide de l'épidémie à l'ensemble du territoire. » Il est 20 heures. Quelques minutes plus tôt, Emmanuel Macron a prévenu son ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui, le matin même, excluait encore ce scénario. À la télévision, le président annonce la fermeture des écoles et des universités pour une durée indéterminée. Pour se

justifier, il cite à plusieurs reprises « les avis des scientifiques ». Il ne s'agit plus de rassurer. Emmanuel Macron pointe du doigt « la plus grande crise sanitaire qu'a connue la France depuis un siècle ».

Très respectés. Dans les jours qui suivent, l'épidémie poursuit sa course folle. Il faut interdire les rassemblements publics, organiser le télétravail, fermer les restaurants et les commerces non essentiels. Chaque fois, Emmanuel Macron ou Édouard Philippe s'appuient sur ce conseil scientifique qui, quelques jours auparavant, n'existait pas. Lorsque Emmanuel Macron choisit de ne pas annuler le premier tour des élections municipales, c'est aussi sur l'avis de ces experts qu'il s'appuie. Sur ce point, ils sont là encore très précis : « Dans ces conditions sanitaires exceptionnelles, et dans l'urgence, le conseil scientifique a formulé son avis en son âme et conscience, avec humilité et gravité, et dans les limites de ses responsabilités scientifiques, qui n'ont pas vocation à se substituer aux

Nouvelle gouvernance.

De g. à dr., le Premier ministre, Édouard Philippe, le Pr Jean-François Delfrayssy et le ministre de la Santé, Olivier Véran, font une conférence de presse ensemble, à Beauvais, mi-mars.

avis et décisions des institutions publiques compétentes en matière de libertés fondamentales. Il a considéré que l'exercice de la démocratie, garanti par la sécurité sanitaire du vote, gagnait à être préservé. » Même chose pour le confinement, annoncé à la télévision par le président de la République le 16 mars. Cette décision repose elle aussi sur l'avis de ces chercheurs rendu quelques heures plus tôt.

En moins d'une semaine, ce conseil scientifique est donc devenu une sorte de second gouvernement français... Lorsqu'on évoque cela devant Jean-François Delfrayssy, il manque s'étrangler. « Ce n'est pas absolument pas ça. L'est hors de question de prendre la place du politique et nous le rappelons à chaque fois. Nous ne sommes que des experts et nous n'avons pas de responsabilités politiques : ce serait un dévoiement de la démocratie. » Soit. C'est pourtant un fait : Emmanuel Macron a, pour l'instant, suivi à la lettre chacune de ses recommandations.

C'est pendant le week-end du 7 mars qu'Olivier Véran et Jean-François Delfrayssy ont dressé une liste d'experts. Ils se sont vite mis d'accord sur une dizaine de noms de chercheurs et de pontes de l'hôpital. Des épidémiologistes, des chercheurs de l'Institut Pasteur. La cheffe d'un service de réa-

nimation. Tous très respectés. Le conseil compte aussi un mathématicien spécialiste des modélisations des épidémies. Fruit de sa longue carrière de chercheur sur le VIH puis, plus récemment sur Ebola – il a coordonné l'aide française en Guinée en 2014 –, Delfraissy insiste pour accueillir deux experts en sciences humaines. *« Les médecins qui travaillent sur une épidémie savent que la prise en compte des comportements humains est au moins aussi importante que la recherche elle-même pour enrayer la propagation d'un virus. C'est une évidence depuis longtemps pour le VIH. C'est la même chose pour Ebola, où, les premières semaines de l'épidémie, les ONG se faisaient caillasser dans certains villages, car les humanitaires voulaient changer tous les rites funéraires, source de contamination. »*

Olivier Véran, lui, sollicite Pierre-Louis Druais, un professeur de médecine généraliste, membre de la Haute Autorité de santé. Druais est un infatigable défenseur de la collaboration entre l'hôpital et la médecine de ville. Auteur de plusieurs rapports sur la filière de soins, il s'est toujours tenu à l'écart des querelles entre les généralistes et les hospitaliers, les

seconds regardant souvent les premiers avec condescendance. Fin mars, le conseil pourrait être aussi complété par un responsable associatif. Depuis le 11 mars, aucun des membres du conseil ne touche terre et travaille jour et nuit. Une téléconférence de deux heures les rassemble quotidiennement. Puis, Jean-François Delfraissy fait la synthèse des discussions avec Olivier Véran. Chacun doit nourrir la réflexion des autres et surtout, faire connaître à chacun les travaux internationaux publiés dans les heures qui précèdent.

Une mission évidemment bénévole. *« Notre feuille de route est simple, explique Pierre-Louis Druais : comment éviter le leurre ? C'est la seule chose qui nous anime. Chacun met toutes ses ressources sur la table. Et personne ne se met en avant. La situation nous impose la modestie. »* Druais affirme qu'à ce jour les experts du conseil n'ont eu aucun désaccord majeur : *« Nous avons rendu toutes nos recommandations sur la base du consensus. »* Delfraissy confirme : *« Si un jour, nous ne sommes pas d'accord, nous devrons peut-être voter. Mais jusque-là, l'intelligence collective a fait des miracles. »* Sans vouloir être cité, un

des membres du conseil se confie *« à titre personnel »* : *« Sur la tenue du premier tour des élections, le débat a duré très longtemps. Mais nous avons réfléchi au-delà de nos domaines de compétence : supprimer le premier tour, c'était provoquer quatre à cinq jours de roulement compresseur médiatique sur le thème du "coup de force" de Macron. La France n'aurait parlé que de ça en oubliant l'épidémie. C'était ruiner les efforts pédagogiques autour du virus qui débutaient après la fermeture des écoles. La tenue du scrutin était la moins mauvaise solution. »*

Glacé. Les membres du conseil sont en revanche unanimement consternés par la transhumance des habitants des villes vers la campagne et les bords de mer, qu'ils n'avaient pas anticipée après l'annonce du confinement. *« C'est un suicide, c'est criminel, avance Druais. C'est le meilleur moyen de propager l'épidémie dans des endroits où il n'y a aucune structure de soin adaptée et beaucoup de personnes vulnérables. Nous étions peut-être en décalage avec l'état d'information des Français, dont la légèreté nous a surpris. »* Jean-François Delfraissy sait que, dans six mois, dans un an, les avis rendus par son conseil seront critiqués. *« C'est le jeu. Mais si on travaille efficacement, en toute indépendance, on pourra se regarder dans la glace. »*

Il y a un peu plus de deux ans, Jean-François Delfraissy donnait une conférence devant des médecins et des professionnels de santé au Théâtre de l'Odéon, à Paris. Il racontait sa lutte contre Ebola. Et il s'inquiétait. Il évoquait un virus grippal qui viendrait frapper la France de plein fouet. *« Je ne sais pas comment il s'appellera ni d'où il viendra, expliquait-il. Mais ce risque épidémique est bien réel : il doit être pris en compte par les responsables politiques avec la même intensité que le risque terroriste, le risque économique ou le risque climatique alors qu'aujourd'hui, seuls quelques chercheurs s'en inquiètent. »* Ce n'était pas un coup de gueule. Seulement un signal d'alarme. Ces jours-ci, lorsqu'on lui rappelle ses propos de l'époque, il ne fanfaronne pas. *« Ce serait indécent. » ■*

Adéquation.

Emmanuel Macron consulte des chercheurs à l'Élysée, parmi lesquels celui qui présidera le conseil scientifique quelques jours plus tard (ci-contre). Sa gestion de crise, il veut la baser sur des éléments de preuve scientifiques.



JACQUES WITTSBA

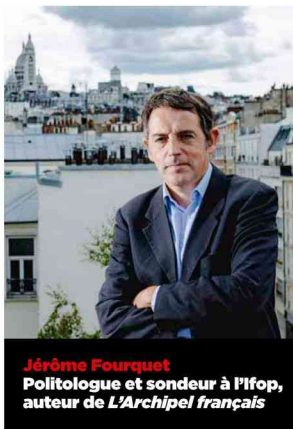
« Nous étions peut-être en décalage avec l'état d'information des Français, dont la légèreté nous a surpris. » Pierre-Louis Druais

Fourquet : « Pour que la société se ressoude, il faudrait que cette épreuve dure longtemps »

Inédit. Le politologue de l'Ifop, avec *Le Point* et la Fondation Jean-Jaurès, va recueillir les témoignages et observations de 30 Français confinés pendant toute la crise.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME CORDELIER
ET CLÉMENT PÉTREAU

Le couple, les relations parents-enfants, les liens avec les grands-parents isolés, les personnes seules, les rapports hiérarchiques, la place de chacun au sein de la société française... Cette « guerre » sanitaire – avec son lot de tragédies auxquelles font face en première ligne médecins et soignants – et cette période de confinement national risquent d'avoir un impact important sur nos vies individuelles et notre destin commun. C'est, sans doute, notre rapport à la liberté, à l'autorité, à la vieillesse, à la mort, à la solidarité, aux principales institutions – le pouvoir, la santé, l'école... –, bref, à tout ce qui « fait » nation, qui est en train de se jouer. Pour ausculter au plus près ce traumatisme collectif, le politologue et sondeur Jérôme Fourquet et son équipe de l'Ifop, en partenariat avec *Le Point* et la Fondation Jean-Jaurès, vont suivre le quotidien de 30 Français confinés en les interrogeant sur leurs activités professionnelles et privées, mais aussi en recueillant leurs réflexions, interrogations, jugements sur la situation. Les décryptages de ces témoignages par les analystes de l'institut de sondage seront publiés régulièrement sur notre site Internet lepoint.fr tout au long de la crise. Pour lancer l'opération, Jérôme Fourquet, qui porte un regard avisé et aiguisé sur la société française et ceux qui la dirigent, nous livre



Jérôme Fourquet
Politologue et sondeur à l'Ifop,
auteur de *L'Archipel français*

Les dates clés

26 février : premier mort français.

12 mars : discours d'Emmanuel Macron annonçant la fermeture des écoles.

17 mars : début du confinement.

ses premières observations sur le moment inédit de notre histoire que nous sommes en train de vivre ■

Le Point : Peut-on déjà discerner quelques indications sur la façon dont cette crise va remodeler la société française ?

Jérôme Fourquet : Méfions-nous des prédictions ! Je me souviens de la crise des subprimes, en 2008, qui devait sonner le glas du capitalisme financier et de l'économie casino... Ou de ce « moment Charlie » après les attentats, avec ces 4 millions de personnes descendant dans les rues. La société en est-elle ressortie plus fraternelle ? Quand le président de la République dit que nous serons transformés par cette crise, il a peut-être raison, mais cela impliquera, comme il l'a indiqué, de décider des ruptures importantes, à rebours de l'esprit qui dominait jusqu'alors ; par exemple relocaliser certaines productions en France... Les Français jugeront aux actes. Si l'on reste dans le domaine économique, les grandes entreprises qui ont les reins solides passeront le cap, les grosses PME qui auront les capacités et la ressource pour taper à la porte de l'État s'en sortiront aussi, mais il y a tout un tissu de petites entreprises, d'artisans et d'indépendants qui seront rincés au sortir de cette épreuve. Il y aura inévitablement de la casse. Pensons, par exemple, à tous ces commerçants qui ont subi de plein fouet les manifestations

de Gilets jaunes, les grèves de transports, et maintenant le coronavirus. Beaucoup ne s'en remettent pas. Cette crise vient, certes, puissamment raviver le sentiment d'appartenance à la collectivité nationale, mais des lignes de faille apparaîtront au grand jour, et on ne sait pas ce qui va l'emporter. Donc attention aux analyses à chaud, au «rien ne sera plus comme avant»...

Comment mesurez-vous maintenant l'état de l'opinion face à cette crise ?

On a observé un basculement de l'opinion durant le week-end du 14 mars. Le niveau d'inquiétude face au virus a augmenté de manière considérable, jusqu'à atteindre 74 % le jour du premier tour des municipales. Alors que le 5 mars nous n'étions qu'à 47 %... À titre de comparaison, en 2009, pendant la crise du H1N1, en posant la même question, on était à 35 % de personnes inquiètes ; et en octobre 2005, en pleine grippe aviaire, à 32 %... D'emblée, donc, le coronavirus s'est situé 10 points au-dessus dans l'échelle d'inquiétude. Il y a toujours un volant de la population française qui est inquiet, mais, là, ceux qui ont peur sont bien plus nombreux que d'habitude, et cette tendance s'est encore accentuée avec la mise en place du confinement et l'augmentation du nombre de victimes, avec un score de 84 % d'inquiets en fin de semaine dernière.

Quel événement a, pour vous, marqué le changement de l'opinion ?

Le basculement s'est effectué après le jeudi 12 et le discours du président de la République annonçant la fermeture des écoles et informant sur la propagation galopante de l'épidémie. Jusqu'alors, il y avait une sorte d'expectative ; l'opinion était certes plus inquiète que d'habitude, mais les gens étaient plutôt perplexes. Ils se demandaient si la catastrophe sanitaire qui frappait en Italie et en Chine arriverait chez nous. Ils ne s'affolaient pas outre mesure, d'autant que les discours politiques et médicaux n'étaient pas unanimement alarmistes : certains en étaient encore à considérer que cela pouvait s'apparenter à une grosse grippe.

On se souvient que le président de la République lui-même était au théâtre le 6 mars...

Oui, mais, en même temps, on voyait que les discours sanitaires devenaient plus préoccupants. On pouvait alors se demander si l'exécutif n'était pas en train de réagir à la « jurisprudence Mattei », du nom du ministre de la Santé qui n'avait pas pris la juste mesure de la canicule : les autorités n'en faisaient-elles pas trop pour ne pas se faire accuser d'avoir sous-estimé la gravité de la crise ? Rappelons-nous aussi les réactions aux millions de doses de vaccins achetées par Roselyne Bachelot lors de la précédente

crise... Au cours de cette période, une montée de l'inquiétude a donc coexisté avec une certaine relativisation. Or c'est dans ce contexte qu'il a fallu préparer psychologiquement les esprits au confinement. Emmanuel Macron avait, en effet, pour objectif de parvenir à une unité nationale avant de prendre des mesures très dures. Si les choses ont pu sembler confuses avec le maintien des municipales, c'est qu'on n'avait, au moment de prendre la décision, pas obtenu le consensus républicain nécessaire au report. Or la cohésion de la nation est indispensable dans des moments d'adversité comme celui-là.

Dans « L'Archipel français », vous avez diagnostiqué l'atomisation de notre société en plusieurs communautés. Pensez-vous que cette épreuve peut nous ressouder ?

Toute épreuve collective peut, sur la durée, retisser des liens et entretenir la conscience d'appartenir à un collectif. Le discours de cohésion nationale qu'a tenu Emmanuel Macron s'inscrit dans la lignée d'un discours de Churchill ou de De Gaulle. Il mobilise les blouses blanches comme en 1940 on en appelait

aux marins, aux aviateurs et aux soldats, répétant six fois « nous sommes en guerre », exhortant les Français à « faire bloc ». Nous traversons une épreuve qui, pour la première fois depuis longtemps, peut fabriquer du ciment social, stimuler le sentiment d'appartenance à une même communauté. Le virus ne distingue ni les frontières, ni les couleurs, ni les comptes en banque...

Comment une société émietlée peut-elle se rassembler dans une crise comme celle-ci ?

Si l'on adopte une lecture froide et analytique des choses, pour que la société se ressoude quelque peu, il faut que cette épreuve dure longtemps. Certes, le pire peut ressortir dans ces moments-là : le racisme, le marché noir, les averse-qui-peut et l'égoïsme généralisés.

Mais, et c'est le vœu que l'on peut raisonnablement formuler, notre peuple peut aussi y puiser un élan national et exprimer de nouvelles manifestations de solidarité... Ce que l'on constate, pour le moment, c'est que la société française se tient à peu près. Les règles de confinement sont globalement respectées. Les services publics ont répondu présent, et de nombreux citoyens dans tous les quartiers applaudissent et rendent hommage au personnel médical tous les soirs.

Ce genre de crise, pourtant, peut aussi souligner les failles de la société...

Oui. Un élément m'a notamment marqué, ce sont ces images d'exode vers les résidences secondaires des littoraux de l'ouest de la France... Des dizaines de milliers de personnes, appartenant souvent aux couches les plus favorisées de la société, ont chargé en urgence leur berline ou se sont précipitées ■■■

« Le virus ne distingue ni les frontières, ni les couleurs, ni les comptes en banque... »

■ ■ ■ dans les trains, pour la plupart à partir des grandes métropoles, vers des territoires qui étaient jusqu'à présent assez épargnés. Par confort, par crainte ou par hédonisme, une partie de la population a pris le risque d'accélérer la propagation du virus et de saturer des hôpitaux locaux qui ne sont pas adaptés à un tel volume de population. Ce virus et les mesures de confinement révèlent les tiraillements de la société : une partie de la population part se mettre au vert, pendant qu'une autre craint pour ses conditions de travail. La ligne de fracture entre ceux qui vont au charbon et ceux qui peuvent physiquement se retirer du monde grâce au télétravail n'a jamais été aussi forte.

On voit par ailleurs des populations qui ont pris l'habitude de vivre en marge de l'ordre républicain continuer à se soustraire à la loi commune. Certains individus dans ce que l'on désigne comme les territoires perdus de la République refusent d'appliquer la loi du confinement. On voit aussi que, dans les campagnes, le confinement est une notion à géométrie variable... Dans cette crise s'exacerbent les fractures entre urbain et rural, entre centres-villes et banlieues, mais aussi des questions comme le consentement à l'autorité ou des notions comme la discipline et la responsabilité, notions sur lesquelles a insisté le président de la République. Sur tous ces enjeux le coronavirus agira comme un révélateur ou un antidote.

Qu'attendez-vous justement de cette étude sociologique de Français confinés que vous lancez avec « Le Point » et la Fondation Jean-Jaurès ?

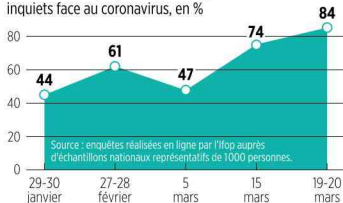
Il s'agit d'essayer de comprendre et d'analyser ce qui se passe dans la société française confrontée à une épreuve sans précédent. Nous avons donc constitué une communauté d'une trentaine d'individus que l'on va suivre au quotidien, via Internet, pendant toute la durée du confinement. Cela nous permettra de mener une étude qualitative en temps réel. Nous entrons dans une période inédite, inouïe, de notre histoire. Les sondeurs disposent de différents outils et indicateurs pour cerner l'humeur des Français : des études quantitatives sur le niveau d'inquiétude, la confiance dans le gouvernement... Mais comment toucher au plus près, et sur la longueur, ce que vit individuellement, intimement, chacun en ce moment ? C'est tout l'objectif et l'intérêt de cette enquête.

Comment procédez-vous ?

Nous avons recruté un échantillon miniature de la société française avec pour objectif non de ressortir des pourcentages, mais d'appréhender une diversité de points de vue et de situations. On ne vit pas ce confinement de la même façon selon que l'on a des enfants ou pas, que son métier est « dématérialisable » ou pas, que l'on est en ville ou à la cam-

Une inquiétude généralisée

Évolution de la proportion de Français inquiets face au coronavirus, en %



« Dans cette crise s'exacerbent les fractures entre urbain et rural, centres-villes et banlieues. »

pagne. Nous nous sommes assurés que soit représentée la pluralité des régions d'habitation, des âges, des sexes, du type d'emploi occupé... Des analystes et des chargés d'études de l'Ifop vont animer cette communauté via Internet. Ces individus, qui ne se connaissent pas entre eux, tiendront un journal de bord et posteront des réactions sur ce qu'ils vivent au quotidien. On abordera toutes les facettes de ce moment exceptionnel : politiques, sociales, relationnelles, intimes. Nous stimulerons les interactions entre nos interlocuteurs, et nous leur demanderons de nous raconter des tranches de vie. Au fil du temps, nous aurons la possibilité d'approfondir certaines thématiques : comment les gens poursuivent leurs activités, comment évolue leur consommation, y compris culturelle... Il se passe énormément de choses dans la vie des Français durant cette période, et nous avons à cœur de capter

en instantané cette tranche de vie de nos concitoyens et de la restituer à nos lecteurs.

Vous réinventez « Loft Story » à l'échelle de la nation ?

Vous avez le sens de la formule ! L'image est parlante, mais je pencherais plutôt pour un reportage sociologique en immersion de longue durée. Pour mettre au point notre « casting », nous avons fait appel à des recruteurs spécialisés afin de nous assurer que la population choisie affiche bien une diversité de profils et soit représentative. Autre différence de taille : il ne s'agit pas d'un jeu. Notre communauté ne sera pas rassemblée de manière artificielle dans un studio mais poursuivra sa vie quotidienne (chacun dans son logement) et nous la relatera tout en échangeant via Internet sur différentes thématiques avec les autres membres de la communauté et avec les analystes de l'Ifop. Ainsi, grâce à ce dispositif, nous vivrons cette épreuve inédite du confinement *embedded* aux côtés d'un panel de Français. En termes de modèle, on cherchera donc plus à s'inspirer d'un Pierre Schœnderferffer et de sa *Section Anderson* que du *Loft* ! ■

Emmanuel Macron regagne la confiance

Baromètre. Le chef de l'État retrouve son niveau de popularité de début de mandat.

PAR JÉRÔME CORDELIER

A circonstances exceptionnelles, cote exceptionnelle... En pleine « guerre » sanitaire, Emmanuel Macron gagne en un mois 14 points dans notre baromètre politique concocté par l'institut Ipsos. Avec 44 % d'opinions favorables, le chef de l'État atteint son plus haut niveau de confiance depuis juin 2017 (45 %), juste

après son élection, en plein état de grâce, donc. Emmanuel Macron gagne en crédibilité chez les jeunes : 19 points de plus auprès des 18-34 ans (45 %). Mais il prend aussi 18 points supplémentaires chez les 35-59 ans (41 %). Le président chef de guerre progresse aussi fortement dans les catégories populaires, qui lui étaient peu favorables : + 26 % chez les ouvriers (42 %), + 15 % chez les employés (38 %). La cote présidentielle est aussi en croissance importante chez les sympathisants de droite : + 13 % pour les proches LR et UDI (à 50 %). Mais aussi chez ceux de gauche : + 11 % chez les électeurs PS, LFI, EELV (34 %). Même davantage de sympathisants RN le soutiennent : + 19 % (29 %). « On note

un effet de ralliement autour du président, phénomène classique en temps de crise », souligne Mathieu Gallard, d'Ipsos. Au moment des attentats, François Hollande avait vu lui aussi sa cote de confiance bondir : + 20 % en janvier 2015 (38 %) et + 16 % en novembre 2015 (41 %). En novembre 2008, pendant la crise des subprimes, Nicolas Sarkozy avait gagné 8 points : hausse moins forte, mais il était plus populaire que ses successeurs (49 %). Les Français se soudent derrière l'attelage exécutif. Édouard Philippe gagne lui aussi 13 % dans notre sondage. Avec 42 % d'opinions favorables, le Premier ministre atteint son plus haut taux de popularité depuis le début du quinquennat ■

Baromètre Ipsos-Le Point. Quel jugement portez-vous sur l'action des personnalités politiques suivantes ?

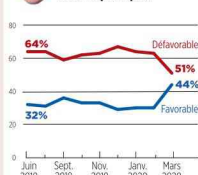
OLIVIER VÉRAN 7^e place

L'omniprésent ministre de la Santé fait – évidemment – une entrée fracassante dans notre baromètre, à la 7^e place. Dans un contexte où la plupart des personnalités progressent, les ministres gagnent fortement en confiance, en particulier Jean-Michel Blanquer et Bruno Le Maire (+ 12 % chacun) et Christophe Castaner (+ 10 %). Ceux qui critiquent le gouvernement sont à la baisse : Ségolène Royal, Nicolas Dupont-Aignan et aussi Agnès Buzyn, qui paie ses confidences sidérantes dans *Le Monde* – à moins drais fois (elle ne perd que 2 points)...

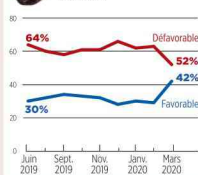


	TOTAL FAVORABLE %	TOTAL DÉFAVORABLE %	TOTAL FAVORABLE % RAPPORT FÉV. 2020	TOTAL DÉFAVORABLE % RAPPORT FÉV. 2020
+2 Nicolas Hulot	53	36	51	39
+3 Jack Lang	40	42	37	44
+8 Jean-Yves Le Drian	38	33	30	39
+2 Nicolas Sarkozy	37	55	35	57
+6 Xavier Bertrand	35	40	29	44
+12 Bruno Le Maire	35	45	23	53
- Olivier Veran	32	29	-	-
+4 Martine Aubry	32	52	28	58
+8 Anne Hidalgo	32	54	24	58
+3 François Baroin	30	41	27	43
+12 Jean-Michel Blanquer	29	45	17	50
+10 Christophe Castaner	29	59	19	65
+5 Bernard Cazeneuve	28	48	23	51
= Marine Le Pen	28	65	28	66
+6 Christian Estrosi	27	46	19	53
+5 Yannick Jadot	25	35	20	36
+1 Valérie Pécresse	25	52	24	49
= François Bayrou	25	60	25	58
= Marion Maréchal	25	65	25	65
+5 Gérard Darmanin	24	47	19	50
+2 Marlène Schiappa	24	53	22	56
+7 Gérard Larcher	23	45	16	45
+1 Benoît Hamon	23	57	22	60
= François Hollande	23	69	25	68
= Jean-Luc Mélenchon	22	69	22	69
-1 Ségolène Royal	21	70	22	69
+2 Cédric Villani	20	42	18	44
+1 François Ruffin	20	44	19	46
-2 Agnès Buzyn	20	62	22	55
-3 Gérard Collomb	19	53	22	50
-1 Nicolas Dupont-Aignan	19	64	20	65
+3 Laurent Wauquiez	18	60	15	61
+5 Muriel Pénicaud	17	51	12	47
+4 Christian Jacob	16	45	12	44
+5 Bruno Retailleau	15	34	10	37
+3 Olivier Faure	15	40	12	41
+4 Eric Ciotti	15	47	11	47
-1 Benjamin Griveaux	12	61	13	62

+14 PAR RAPPORT À FÉV. 2020 Quel jugement portez-vous sur l'action du président de la République ?



+13 PAR RAPPORT À FÉV. 2020 Quel jugement portez-vous sur l'action du Premier ministre ?



— Nouvel entrant. Enquête réalisée sur un échantillon national représentatif de la population française de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus, interrogées par Internet les 20 et 21 mars 2020. Méthode des quotas.

Calamité. La plage de Copacabana, à Rio de Janeiro (Brésil), le 22 mars.





Le monde d'après

Enquête sur ce qui va changer

SOMMAIRE

La solidarité au temps du Covid-19, par Jean Tirole.....	34
En Asie, la vie reprend déjà.....	38
Steven Pinker : « Nous surmonterons cette très grave crise ».....	42
Michel Onfray : « L'Europe est devenue le nouveau tiers-monde ».....	44
Relocaliser ? Tentant, mais pas si simple.....	48
Bernard Charles : « Le monde s'agrandit ».....	52
Et si l'on continuait à télétravailler ?.....	57
Didier Raoult, professeur rebelle.....	60
Comment l'Afrique a tiré les leçons d'Ebola.....	66
« On ne va plus voir les copains ? Du tout ? ».....	68

La solidarité au temps

PAR JEAN TIROLE
PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Humilité. La réponse économique à cette crise inédite se trouve dans la coopération entre États et le soutien aux plus fragiles.

Le Covid-19 ouvre la perspective d'une double crise, à la fois sanitaire et économique. Pour éviter un double coup dur, les citoyens et les politiques devront être à la hauteur. Pour réfléchir à l'intervention publique, partons du compromis traditionnel entre responsabilité individuelle, promue par la sensibilisation financière des acteurs économiques aux conséquences de leurs actes, et solidarité, qui mutualise ces mêmes conséquences. Où mettre le curseur est une question de bon sens : nous devons être assurés contre les événements sur lesquels nous n'avons aucun contrôle et responsabilisés vis-à-vis de ceux que nous influençons (pour lesquels il y a de l'« aléa moral »). Le risque de pandémie appartient sans aucun doute à la première catégorie : à quelques exceptions près, ce n'est pas de la faute des individus s'ils tombent malades ou sont forcés de rester confinés à la maison, si les entreprises et les banques font face à des difficultés financières associées au coronavirus ou si les pays sont confrontés à des déficits budgétaires élevés en réponse à la crise sanitaire.

Certes, on peut déplorer des comportements irresponsables de la part d'individus refusant de sacrifier leur bien-être à court terme et mettant en danger la vie d'autrui. On peut condamner les gouvernements qui furent dans le déni de la pandémie ou ne parvinrent pas à adopter des mesures appropriées – comparer à ce sujet l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis avec la Corée du Sud et Taïwan. On peut regretter que les États aient jadis refusé de contrôler leurs finances publiques, laissant aujourd'hui moins de marge de manœuvre qu'ils n'en avaient lors de la crise financière de 2008. Mais la réponse économique appropriée à la crise sanitaire repose sur l'idée qu'en ces temps très inhabituels, le curseur s'est déplacé vers la solidarité.

Un quotidien français a fait valoir que la politique sanitaire du Premier ministre britannique résultait de son instinct libéral, voire de son goût pour la sélection naturelle. Si le journal a raison quant à son irresponsabilité (ne serait-ce que par son incapacité à protéger les plus fragiles), son comportement est contraire au libéralisme, qui met l'accent sur l'alignement des intérêts individuels avec le bien commun. Rien à voir avec le laisser-faire : les gouvernements doivent inciter les citoyens à ne pas nuire aux autres. Les infections virales sont un cas classique de telles externalités. Pour inciter à des comportements plus vertueux, les appels à changer de norme sociale de

conduite sont utiles, mais ils ne suffisent pas, en particulier dans les pays à forte tradition d'individualisme : le gouvernement français n'avait d'autre choix que d'utiliser la contrainte lorsque certains de ses citoyens ne respectaient pas les distances de protection.

La période de confinement. Au-delà de l'augmentation des dépenses de santé et des gestes appropriés envers les personnels de santé et tous ceux qui prennent des risques pour permettre aux citoyens d'accéder aux biens et services de base, vers quels objectifs le soutien public devrait-il s'orienter à court terme ?

La solidarité avec les patients va de soi ; elle est à la fois éthique et logique. Derrière le voile d'ignorance, nous voudrions pouvoir bénéficier d'une assistance médicale lorsque nous tombons gravement malades. La solidarité économique devrait de même cibler les plus fragiles sur le plan économique. À cet égard, les pays à forte protection sociale (comme la France) sont mieux équipés pour limiter les dommages que ceux qui n'en ont pas (comme les États-Unis).

Bien que les principes théoriques soient universels, la réaction appropriée sera propre à chaque pays. Prenons le cas de la France. Au cours des prochaines semaines ou des prochains mois, les travailleurs sous contrat de courte durée (CDD) ou mis à pied à la fin de leur période de préavis, ainsi que les chômeurs qui ne sont plus éligibles aux allocations chômage ne pourront pas trouver d'emploi, quels que soient les efforts qu'ils y mettront. Les travailleurs indépendants perdront leur source de revenus, une inégalité de traitement par rapport aux salariés sous contrat à long terme (les CDI, qui recevront 84 % de leur salaire en chômage partiel) et aux fonctionnaires.

Les populations économiquement fragiles ont besoin d'un soutien financier, d'où les annonces récentes. En revanche, l'idée américaine d'un chèque identique distribué à chaque adulte est dispendieuse et injuste. Et elle ne peut même pas aider à stimuler une économie qui ne peut pas redémarrer tant que le confinement n'est pas levé. Plus largement, les mesures de soutien économique devraient se concentrer sur ceux qui sont fragiles et affaiblis par la pandémie.

À cet égard, reporter la mise en œuvre de la réforme de l'assurance-chômage était une bonne idée. Pour faire simple,

du Covid-19



Jean Tirole. Prix Nobel d'économie 2014, président honoraire de l'École d'économie de Toulouse, il est l'auteur d'« Économie du bien commun » (PUF, 2016).

la réforme de l'assurance-chômage (introduction du bonus-malus, gestion de la prise en charge des chômeurs) vise à rendre les employeurs et les employés en partie responsables des coûts qu'ils imposent à la société; en théorie, le niveau de responsabilité personnelle doit refléter le degré d'aléa moral impliqué, qui, comme dit précédemment, est très faible dans les circonstances actuelles.

Les annonces françaises de soutien aux travailleurs sont généreuses; elles peuvent se justifier sur la courte durée, mais leur coût pourrait exploser si la crise sanitaire devait perdurer. Dans une telle éventualité, la pérennité de ces mesures, copiées sur celles d'un pays beaucoup moins endetté (l'Allemagne), pourrait être remise en question, de la prise en charge totale par l'État du chômage partiel aux inégalités de traitement entre fonctionnaires et salariés du secteur privé et entre ces derniers et les indépendants. Il faudra aussi gérer l'inégalité de situation entre cols blancs (en télétravail) et cols bleus (plus exposés au virus), d'autant plus qu'elle fait planer la menace d'un droit de retrait qui stopperait la chaîne logistique – et donc la fourniture de produits essentiels.

Les entreprises fragiles, en particulier les petites et moyennes entreprises qui sont moins diversifiées et plus contraintes financièrement que les plus grandes, doivent également être

soutenues. Les commerçants, les artisans, les restaurateurs et les hôteliers, les secteurs du spectacle et de la mobilité et bien d'autres n'ont plus de source de revenus et leur survie même est en jeu. Les banques seront également confrontées à des problèmes de liquidités. Les récents plans de sauvetage massifs offerts par les gouvernements et les banques centrales sont appropriés. Pour être efficaces et équitables, ils devront à nouveau se concentrer sur les plus fragiles et ne pas générer des effets d'aubaine pour les autres.

Enfin, si la période de confinement se prolongeait, il faudrait être conscient du fait que les inégalités dans le système éducatif, déjà parmi les plus fortes au monde, risquent de s'aggraver alors que seuls les enfants de parents instruits et de familles aisées ont l'encadrement familial nécessaire dans cette période de travail à domicile. Là aussi, la crise sanitaire pourrait s'avérer tragique pour les plus vulnérables.

Après la pandémie. Il est difficile de prédire ce qui se passera après le Covid-19, et pas seulement parce que nous ne disposons que de peu d'informations sur la durée de la réduction de l'activité économique. La réponse à un événement rare ne peut s'appuyer que sur de l'évidence historique limitée; et parce qu'il est inattendu, peu de réflexions ont été engagées sur la manière de le gérer. L'humilité s'impose.

Dans le scénario optimiste, les chocs d'offre et de demande créeront une perturbation temporaire du système productif et une augmentation de la dette globale. Si la crise de 2008 (de nature différente) peut apporter quelque enseignement, une relance économique, conjuguée aux efforts budgétaires déjà entrepris pendant la période de confinement, facilitera le retour à la normale, avec une perte de production et de pouvoir d'achat pendant quelques années. La crise au niveau des entreprises se « limitera » alors à une crise de liquidité et à une grosse récession, et évitera de plus graves problèmes de solvabilité.

Il y a bien sûr des scénarios plus pessimistes, même dystopiques. En cas de dommages prolongés dus au Covid-19, la dette publique en Europe du Sud, qui est déjà importante, pourrait monter en flèche. Comme la BCE maintiendra probablement les taux d'intérêt et donc le coût de l'emprunt des pays non risqués très bas pendant longtemps, une dette encore plus élevée n'est pas forcément la fin du monde... à condition que les marchés financiers gardent confiance et ne commencent pas à spéculer contre la dette des États, exigeant des « spreads » importants pour prêter leur argent ou refusant tout ■■■

« Une dette encore plus élevée n'est pas la fin du monde... à condition que les marchés financiers ne commencent pas à spéculer. »

■ simplement de refinancer la dette existante. Un petit signe avant-coureur d'une telle crise financière est la forte hausse des taux d'intérêt demandée par les investisseurs en obligations italiennes et espagnoles avant l'annonce par Christine Lagarde d'un soutien très fort de la BCE. La France et l'Italie ont une tout autre taille que la Grèce et une telle crise souveraine serait un test pour la solidarité européenne entre Nord et Sud. Un autre grand point d'interrogation est de savoir si nous observerons une résurgence de l'inflation (attendue depuis longtemps, mais qui pourrait ne pas arriver si les anticipations sont déflationnistes) et, dans l'affirmative, si l'inflation restera suffisamment faible pour ne pas menacer le refinancement de la dette publique ou léser les détenteurs de comptes courants et de dette nominale.

Une chose est sûre : les autorités devront inspirer confiance pour créer des anticipations favorables dans la population et faciliter la reprise. Mettre en valeur la science et les scientifiques de toutes disciplines expliquant leurs connaissances et admettant honnêtement leurs limites, comme cela a été fait dans le domaine médical en France, peut contribuer à la crédibilité des politiques suivies. Pour les gouvernements, l'établissement de la confiance exigera un équilibre délicat, entre montrer qu'ils ont un plan et reconnaître humblement que, comme nous tous, ils apprennent à mesure que l'on progresse. Comme l'écrit Yuval Noah Harari, nous devons rétablir notre foi dans la science, l'État et les médias ; et le chacun pour soi observé pendant la crise doit laisser place à une coopération étroite entre pays sur les questions sanitaires et économiques.

L'héritage du Covid-19. Bien que la mémoire des peuples soit souvent courte, gageons qu'il y aura un avant et un après Covid-19. Espérons que nous saurons investir dans notre système de santé ; si la situation dans les hôpitaux fait naturellement l'objet de nos préoccupations en temps de crise, il ne faut pas oublier l'importance de la recherche pharmaceutique. En termes de crise sanitaire, les virus ordinaires ne sont pas les seules menaces. La croissance de l'antibiorésistance nous prive de plus en plus d'antibiotiques efficaces contre les bactéries. La guerre biologique ou la fonte du pergélisol libérant d'anciens virus et bactéries aux conséquences imprévisibles renforcent nos inquiétudes. La recherche médicale, comme la recherche en général, est un processus sur le temps long et n'est pas toujours la préoccupation principale de gouvernements en prise avec leurs échéances électorales. De nouvelles formes de partenariat public-privé et une coopération internationale sur le financement des innovations pharmaceutiques devront être mises en place. Plus généralement, nous devons reconsidérer nos priorités. Le Covid-19 nous a rappelé notre fragilité ; espérons que nous n'oublierons pas cette fragilité quand chacun d'entre nous sera tenté de refuser une fois de plus de faire un effort financier et de changer ses habitudes pour faire face à une autre menace vitale, le réchauffement climatique.

Le Covid-19 pourrait changer nos comportements sociaux. Dans le court terme, si le vécu des après-guerres est un guide

quelconque, nous éprouverons sans doute un peu plus d'empathie et de solidarité. Mais peut-être aussi ferons-nous face à une demande accrue pour la distance sociale et l'« économie du confinement », déjà rendue plus aisée par le télétravail, la livraison à domicile et l'enseignement à distance. Comme dans les domaines économique et sanitaire, la prévision est complexe ; la nouveauté du phénomène et notre manque de réflexion (liée à son caractère inattendu) nous obligent à l'humilité.

Enfin, nous devons repenser l'organisation de notre société. Dans toute société, la poursuite du bien commun repose sur une combinaison d'incitations (financières, contraintes légales) et de normes sociales. Cela s'applique aussi à la crise du coronavirus : on peut, comme en Allemagne ou au début en France, exhorter les citoyens à se comporter de façon responsable pour éviter de contaminer les autres ; cela nécessite de les convaincre que certains comportements sont antisociaux et/ou désapprouvés par la majorité de la population. Alternativement, on peut imposer un confinement et des amendes, voire, comme en Chine et à Singapour, utiliser le traçage systématique des individus par le pistage des téléphones, la surveillance biométrique et la reconnaissance faciale.

Il est beaucoup plus facile d'ajuster les incitations que de changer une norme sociale. Mais les incitations ne peuvent pas tout. Elles sont coûteuses à mettre en œuvre et ne peuvent tout couvrir, même dans une société de surveillance extrême. Comme le respect porté à autrui ne se décrète pas, se laver les mains avec du savon quand c'est nécessaire est affaire de responsabilité individuelle. L'État ne peut tout régimenter. Mais la pression sociale et la régulation individuelle de la moralité de son comportement ne peuvent pas tout non plus, comme nous le constatons dans le cas tragique de la lutte contre le réchauffement climatique, dans laquelle, depuis trente ans, nous avons privilégié la persuasion plutôt que les incitations, sans grand succès. S'il faut intervenir sur les normes sociales, comme le recommandent souvent les sociologues et les psychologues, une combinaison d'incitations financières et de persuasion est en général préférable.

De façon reliée, nous devons inventer de nouvelles règles quant à l'utilisation de nos données par les plateformes et l'État. Cette problématique n'est pas nouvelle ; l'accumulation, l'analyse et la synthèse de données par ces acteurs peuvent mettre fin aux incivilités tout comme produire des dystopies. Le score social mis en œuvre en Chine et bientôt dans d'autres pays responsabiliserait les citoyens quant à des comportements déléters, mais il permettrait aussi aux gouvernements de surveiller et réprimer à faible coût les comportements qu'ils jugent déviants du point de vue politique, religieux ou social. La crise du Covid-19 renforce ce point : la surveillance des données biométriques et des contacts sociaux des individus a d'énormes avantages pour endiguer une épidémie, mais pourrait après cette dernière générer de l'ostracisme, de la discrimination et du contrôle social. Notre société est en profonde mutation et nous devons être dans l'anticipation ; puissent des événements comme l'épidémie liée au Covid-19 nous rappeler que nos institutions et nous-mêmes devons nous adapter ■

« Gageons qu'il y aura un avant et un après. Cette crise sanitaire pourrait modifier l'organisation de la société et les libertés individuelles. »

GAZ NATUREL

Tout savoir sur la fin des tarifs réglementés

J'agis
avec
ENGIE

La loi Énergie et climat du 8 novembre 2019 a entériné la fin des tarifs réglementés de vente du gaz naturel pour les particuliers, fixée au 30 juin 2023. Que se passe-t-il d'ici à cette date ? Comment savoir si vous êtes au tarif réglementé ? On vous dit tout !

Le tarif réglementé du gaz naturel, par rapport au prix de marché, c'est quoi ?

Il existe deux types de contrat pour le gaz naturel : le tarif réglementé de vente du gaz naturel et les contrats à prix de marché. Les contrats à prix de marché sont proposés par tous les fournisseurs à un prix qu'ils fixent librement sur un, deux, trois ou quatre ans. Les contrats au tarif réglementé de vente du gaz naturel sont proposés par la Direction Tarif Réglementé d'ENGIE et les Entreprises Locales de Distribution sur leur zone de desserte. Les variations du tarif réglementé sont encadrées par l'État après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

Pourquoi le tarif réglementé de vente du gaz naturel prend-il fin au 30 juin 2023 ?

En 2017, le Conseil d'État a jugé les tarifs réglementés de vente du gaz naturel contraires au droit européen. Le législateur national a donc inscrit dans la loi Énergie et climat du 8 novembre dernier la fin progressive des tarifs réglementés de vente du gaz naturel.

Deux dates sont à retenir :

► depuis le 20 novembre 2019, la commercialisation des tarifs réglementés du gaz naturel n'est plus possible,

► le 30 juin 2023, les tarifs réglementés de vente du gaz naturel disparaîtront.



Getty Images/Stockphoto

Comment savoir si vous êtes au tarif réglementé ?

Si vous avez opté pour le tarif réglementé de vente du gaz naturel, vous trouverez en haut à gauche de votre facture de gaz naturel le logo « Gaz Tarif Réglementé ». Si vous voyez un autre logo, c'est que vous avez un contrat à prix de marché.

Que faire si vous avez un contrat de gaz naturel au tarif réglementé ?

Même si les tarifs réglementés de vente de gaz naturel continuent de s'appliquer jusqu'au **30 juin 2023**, vous pouvez dès à présent comparer les offres de marché disponibles. Vous pourrez alors choisir celle qui correspond le mieux à vos attentes pour changer de contrat. Dans tous les cas, ce changement de contrat sera très simple et n'occasionnera aucune intervention technique ni interruption de fourniture.

OFFRE ENGIE ÉNERGIE GARANTIE 2 ANS

- ENGIE propose une offre de marché de gaz naturel à prix fixe du kWh HTT fixe, pendant 2 ans : l'offre Gaz Énergie Garantie 2 ans.
- Pendant 2 ans, vous profitez d'un prix du kWh HTT bloqué¹⁾. L'abonnement évolue une fois par an à la hausse ou à la baisse.
- Pour en savoir plus sur les offres Gaz Énergie Garantie d'ENGIE, rendez-vous sur engie.particuliers.fr

3101

Service & appel
gratuits

Pour plus d'infos contactez un conseiller

ENGIE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

¹⁾ Offre Gaz Énergie Garantie 2 ans : le prix par kWh HTT ne peut pas augmenter pendant la durée du contrat. En ce qui concerne l'abonnement HTT, il est indexé sur la part fixe du tarif d'utilisation du réseau public de gaz naturel qui évolue une fois par an à la hausse ou à la baisse.

En Asie, la vie rep

Regain. Sur le point de triompher du Covid-19, la Chine rallume petit à petit ses usines. Mais la reprise sera longue et semée d'embûches.

PAR JÉRÉMY ANDRÉ, CORRESPONDANT À HONGKONG

Une contraction de 13,5 % en janvier-février. Jamais le Bureau national des statistiques de la République populaire de Chine n'avait concédé un tel aveu, arraché à la surprise générale le 16 mars, tant la réalité de la récession due au coronavirus devait être impossible à cacher. Pour le régime communiste, c'est la plus forte baisse trimestrielle de la production industrielle jamais déclarée depuis soixante-dix ans ! Loïn devant les crises – pourtant spectaculaires – du « grand bond en avant » et de la « révolution culturelle ». Un plongeon qui donne la mesure du sacrifice consenti pour vaincre le Covid-19. Afin de stopper la propagation du virus, le pays a en effet restreint drastiquement la mobilité de 750 millions de ses habitants et mis en quarantaine totale 150 millions d'entre eux. De quoi plonger le monde des affaires dans le coma...

Et encore, cette chute de 13,5 % n'est que le chiffre officiel, après la tambouille des ingénieurs et des statisticiens pour éviter au Politburo, l'exécutif chinois, de perdre complètement la face. Les enquêteurs pugnaces du magazine économique *Caixin*, un des rares médias indépendants, ont levé le voile au début du mois sur les innombrables astuces pour gonfler coûte que coûte les voiles de la reprise : « Laisser les lumières et les climatisations allumées toute la journée dans des bureaux vides, énumèrent-ils, allumer l'équipement industriel, trafiquer les listes de présence du personnel et même coacher les ouvriers d'usine pour qu'ils mentent aux inspecteurs. » Tous les moyens sont bons pour gonfler les statistiques avant que les gouvernements locaux les fassent remonter à leur hiérarchie. Malgré cette surenchère de gaspillage, la consommation nationale d'électricité a faibli de 7,8 % dans la même période. Et 5 millions de Chinois ont perdu leur emploi.

Toujours selon cette enquête, parue le 4 mars, la province du Zhejiang, que les planificateurs chinois érigent en modèle, était loin d'avoir atteint le taux de reprise de 90 % annoncé. Un haut fonctionnaire de



Rebond. Le gouvernement chinois a encouragé les entreprises à rouvrir leurs portes.



Conteneurs. Ces derniers jours, le port international de Yangshan (Shanghai) voit revenir les cargos.

DING TINGXIN/XINHUA/AFP - MARK SCHEFFELBERG/AP/SPA

rend déjà



Mission. Les travailleurs médicaux ont quitté Wuhan une fois les hôpitaux provisoires fermés.



Réseau. Reprise d'activité également pour la société technologique TP-Link, à Shenzhen.

ce fief historique du clan du président Xi Jinping estimait par exemple que la reprise dans une zone industrielle de Hangzhou, la capitale provinciale, était de seulement 40 %. À la mi-mars, le ministère du Commerce livrait donc un chiffre national nettement plus réaliste, issu de 6 900 entreprises liées à des investissements étrangers, indiquant un taux de reprise de 70 %. Après la visite de Xi Jinping le 10 mars à Wuhan, ville où est apparu le nouveau coronavirus SarsCov2, les autorités locales ont même annoncé la réouverture de certaines usines dans l'épicentre, pourtant toujours en stricte quarantaine.

« La normalisation de la production se déroule sans heurts, même à Wuhan, veut croire Lawrence Lau, professeur d'économie à l'Université chinoise de Hong-kong. Il y aura aussi une normalisation des réseaux de logistique, ce qui est indispensable pour la reprise de l'activité économique. » La levée annoncée du confinement dans la province du Hubei permettra la reprise des transports chinois. Car la région, située en plein cœur des réseaux nationaux, est un hub majeur pour le pays. Et, si l'on suit les chiffres officiels – avec toutes les précautions que cela suppose en Chine –, aucun nouveau cas n'a été identifié dans la province du Hubei depuis le 19 mars. Un premier train et des bus ont été affrétés samedi 21 pour ramener 1 000 employés à l'usine automobile Dongfeng Honda de Wuhan.

Optimisme. Lau, vice-président du Centre chinois pour les échanges économiques internationaux, un institut qui conseille la Chine sur sa politique pour le commerce extérieur, retrouve un certain optimisme: « Il y aura sans doute des hoquets sur le chemin, mais ils devraient être aplanis d'ici à deux semaines. Il y aura un rebond économique significatif au deuxième trimestre. Par rapport au premier trimestre, le taux de croissance (qui partira d'une base basse) sera à un chiffre, mais élevé. » Ce résultat ne se réalisera pas tout seul. Car les nuages s'accumulent. Les ventes automobiles ont plongé de 90 %, et 60 % des vols sont annulés – les compagnies aériennes sont en plein crash, et l'une des plus importantes, HNA, a dû être nationalisée pour éviter une faillite. Après trois décennies de bulle incroyable, le marché immobilier chinois a du plomb dans l'ail. La hausse des prix s'est brusquement arrêtée en février. Sur les 70 villes principales, 19 n'ont pas connu une seule vente. Proprement incroyable dans un pays de 1,4 milliard d'habitants, où la population d'une ville se compte souvent en dizaines de millions. « La reprise économique chinoise ne sera pas fondée ■■■

XINHUA/NEWS/COMABACA - CHINE NOUVELLE/SIPA

■■■ sur le marché immobilier, veut croire le professeur Lau. Celui-ci restera dynamique dans les grands centres urbains de Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen, mais il sera faible ailleurs. La reprise sera fondée sur le retour à une demande normale en termes de consommation et de reconstitution des stocks épuisés dans presque tous les secteurs. Les nouveaux investissements public-privé ne se remettront pas aussi rapidement, donc l'investissement du secteur public devra prendre le relais. Ces investissements devront inclure la construction d'infrastructures de santé, comme des hôpitaux, des maisons de retraite et des investissements pour faire face au réchauffement climatique. »

Sa conclusion se veut aussi un conseil pour l'Occident : « Ce qui importe, c'est de restaurer la confiance. Si un gouvernement n'y parvient pas, même des taux d'intérêt négatifs ne conduiront pas les gens à investir ou à consommer plus. Un taux d'intérêt négatif serait même perçu comme le signe que le gouvernement a épuisé toutes ses ressources. Tous les gouvernements doivent se préparer à lancer un vrai plan de stimulus économique pour relancer la demande, une fois l'épidémie sous contrôle. Les politiques monétaires ont épuisé leur efficacité. » Autrement dit, la principale victime du coronavirus serait le monétarisme de Milton Friedman, et l'antidote serait la relance keynésienne.

C'est tout le paradoxe. La Chine, qui a été la première touchée, a dû se couper un bras pour s'en sortir, ses blessures sont encore à vif, mais elle est maintenant l'une des mieux placées pour la course à la reprise dans le monde d'après. Un hasard ? Pas pour Alicia García-Herrero, économiste en chef de Natixis pour l'Asie-Pacifique. « À mon avis, même si elle était très coûteuse, la stratégie de confinement drastique des Chinois était calculée », estime l'analyste originaire d'Espagne. Aujourd'hui, elle suit de loin le confinement qui s'abat sur son pays natal. « En 2019, la Chine allait droit au krach, analyse-t-elle. Son système financier était en panne. La liquidité n'arrivait pas aux entreprises privées. La guerre commerciale avec Washington était dans l'impasse. Afin d'obtenir un répit de quelques mois pour réduire la pression sur les marchés, Pékin a dû accepter des conditions américaines très défavorables au mois de décembre : les droits de douane étaient à peine baissés et pourtant la Chine devait acheter 200 milliards de dollars aux États-Unis, ce qui lui créait des problèmes avec la Corée du Sud, l'Europe et le Japon. » Voilà la situation dans laquelle est survenue la crise sanitaire en Chine. Entre le 7 et le 22 janvier, le Polit-

buro hésite visiblement sur la marche à suivre. Les autorités locales promettent de garder la situation sous contrôle et d'étouffer l'affaire. Les épidémiologistes menés par le Pr Zhong Nanshan, expert officiel de la Chine, se sont rendus sur place le 17 janvier et ont compris immédiatement la gravité de la situation : la transmission entre êtres humains que dissimulent les autorités et la contagiosité très élevée de la maladie. Dans une interview avec le magazine *Caixin*, le Pr Yuen Kwok-Yung, un médecin hongkongais qui a participé à cette mission à Wuhan, explique que, de retour à Pékin, le 18, un des scientifiques a suggéré la quarantaine totale de la ville. Une mesure jusque-là inimaginable, qui n'était pas recommandée par l'Organisation mondiale de la santé et dont le coût a été soigneusement évalué durant quatre jours, avant sa mise en place, le 23 janvier.

« Je me demande si les Chinois ne se sont pas dit que le

meilleur moyen d'exposer aux États-Unis, c'était de provoquer une crise chez eux, lâche Alicia García-Herrero. C'est malin de la part des Chinois d'avoir mis en œuvre des mesures aussi drastiques, qui déstabilisent leur économie. Cette déstabilisation est grave, oui, mais moins grave pour eux que pour le reste du monde, parce qu'ils contrôlent leur économie, parce qu'ils ont des outils que les autres n'ont pas. Dans une telle situation de stress, la Chine est avantagée par rapport aux États-Unis. » On s'en rend compte aujourd'hui avec la désorganisation complète de la réponse dans les États démocratiques occidentaux et le manque de moyens pour

Une récession bien réelle

Évolution de la croissance de la production industrielle en Chine, par rapport à la même période l'année précédente



Source : Bureau national des statistiques de la République populaire de Chine (16/3/2020).

sauver l'économie.

« Certes, la croissance du PIB chinois va être négative au premier trimestre et ils n'atteindront pas leurs objectifs pour 2020, mais on pardonnera à la Chine en raison du virus et du confinement, poursuit l'économiste de Natixis. D'ailleurs, le reste du monde veut lutter contre ce virus en copiant la Chine ! C'est très dangereux, parce que ça me semble être un piège. Imiter un modèle qui arrête l'économie est une grave erreur. Mais personne n'écoute plus, en Europe, parce qu'il y a maintenant une surenchère. Mais a-t-on la preuve que le confinement total marche ? » De nombreux spécialistes occidentaux mettent en doute la « perfection » des statistiques chinoises. Aucun nouveau cas déclaré dans un pays aussi vaste, vraiment ? Italie, Espagne, France... le modèle chinois fait pourtant chaque jour de nouveaux émules, sans garantie de résultat. « Il faudrait

« Les pays asiatiques n'ont pas une demande locale forte sur laquelle s'appuyer, mais ils ont des économies. »

Un économiste spécialiste de l'Asie



été forcés de fermer, comme à Paris ou à New York. Ceux qui l'ont fait, c'était par manque de clients. Cela mène à un manque de demande d'un degré bien moindre que la quarantaine totale. Il y a même des poches avec une demande très forte, là où les affaires continuent. »

C'est le cas à Séoul, où un choix radicalement opposé à la Chine a été fait. Au lieu de mettre le pays sous cloche fin février, quand les cas se sont multipliés, la Corée du Sud a répliqué par une stratégie high-tech, mêlant masques pour tous, 300 000 tests et des applications pour géolocaliser et surveiller les personnes à risque. Le premier week-end du printemps, les rues de la capitale coréenne sont pleines de badauds qui profitent du redoux, se promenant ou riant aux terrasses des cafés à la mode. Dans le district huppé de Gangnam, sur l'avenue de Cheongdamdong, les clients se bousculent pour visiter les boutiques de luxe, des couples « à la *Parasite* » descendant de leurs berlines rutilantes. Chanel a la faveur des Coréens : dans le centre commercial Avenue L, dans le quartier de Myeongdong, une file d'une vingtaine de clients patiente le samedi matin devant la boutique. « C'est la queue ordinaire, due à notre politique de service des clients un par un, explique le vigile. Le nombre de clients est en baisse par rapport à une année normale, mais déjà meilleur que les semaines passées. »



Second choc. La reprise est donc déjà en route. « Raisons l'hypothèse que l'activité reprenne tout à fait en avril, pronostique Trinh Nguyen. Cette reprise ne sera pas subite, en forme de V, mais graduelle, en forme de U. (...) Et ils devront être très prudents, car ils risquent de connaître une deuxième vague d'infections. » Tandis que les mesures de distanciation sociale s'érodaient, la Corée du Sud a par exemple vu un regain du nombre de cas au-dessus de 100 par jour. Et, dans tous ces pays, le problème est désormais celui des cas importés depuis l'étranger. À Hongkong, Pékin et Shanghai, les voyageurs en provenance du reste du monde sont systématiquement mis en confinement quatorze jours à l'arrivée. La Corée du Sud a, elle, décidé de tester l'ensemble des entrants sur son territoire !

« Ces économies sont parmi les plus dépendantes de l'économie mondiale, prévient Trinh Nguyen. Or elles vont faire face à un monde très affaibli, et ces géants industriels asiatiques vont le sentir dans leurs exportations. » Au-delà de la seconde vague de cas, c'est donc le second choc économique qui devrait être dur. « Prenez Singapour. Son secteur marchand, hors de la cité-État, dépasse 50 % du PIB ! » Reste que ces économies paraissent aujourd'hui parmi les mieux positionnées pour l'après-coronavirus. « Elles n'ont pas une demande locale forte sur laquelle s'appuyer, mais elles ont des économies. » Hongkong a ainsi promis d'augmenter les salaires de ses fonctionnaires à l'aide d'une enveloppe de 12,4 milliards de dollars de Hongkong (1,5 milliard d'euros). Sur tout, l'ensemble des résidents de la région administrative chinoise va recevoir prochainement un joli cadeau de la part des autorités : 10 000 dollars hongkongais (1 200 euros) ■

plutôt faire des tests pour tout le monde, enjoint Alicia Garcia-Herrero. Leur coût va baisser avec les économies d'échelle. Si quelqu'un est dépisté, il faut qu'il soit isolé, quitte à ce que ce soit de force. Ce serait beaucoup plus facile que ce qu'on est en train de faire et qui ressemble à une situation de guerre. Mais c'est la Chine qui pousse. En Catalogne, à Igualada, au nord de Barcelone, ils ont décidé de se confiner totalement. Pourquoi ? Parce que les Chinois ont une grande influence là-bas. C'est le cœur de l'industrie textile catalane. Les diplomates et les chercheurs chinois font une énorme publicité depuis des semaines à la quarantaine totale. Sans qu'on ait la moindre étude qui prouve son efficacité. Pourquoi vendre ce modèle-là ? La vraie solution, c'est que ceux qui sont concernés s'isolent. Pourquoi ne suit-on pas les exemples de Hongkong, de Singapour, de Taïwan ou de la Corée du Sud ? »

Chez les Tigres d'Asie, où les statistiques sont plus fiables, des méthodes beaucoup plus fines ont en effet été mises en œuvre et ont porté leurs fruits, sans mettre à l'arrêt toute l'économie. « Leurs activités économiques n'ont pas été arrêtées totalement », souligne Trinh Nguyen, économiste chez Natixis pour les économies émergentes d'Asie. Les magasins n'ont pas

Dernier chic. À Séoul (Corée du Sud), les clients, toujours protégés par leur masque, retrouvent le chemin des magasins de luxe.

Steven Pinker : « Nous surmonterons cette très grave crise »

Résilience. Pour le penseur de l'optimisme, l'étendue de nos connaissances, adossée à des institutions solides et réactives, nous permettra de franchir ce cap.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS-GUILAUME LORRAIN

Psychologue cognitiviste et professeur à Harvard, le Canadien Steven Pinker est le penseur de l'optimisme. Il ne désespère pas devant la pandémie actuelle de Covid-19. Si le défenseur acharné de la science, de la raison et de l'humanisme (*Le Triomphe des Lumières*, Les Arènes) ne cache pas sa perplexité, il refuse de prêter l'oreille aux sirènes du malheur et aux contempteurs du progrès. Au contraire. Il affirme qu'un tel désastre sera l'occasion pour l'humanité de faire preuve de ses capacités de rebond si l'on veut bien, une fois encore, emprunter le chemin de la rationalité politique et démontrer ainsi la capacité de l'homme à apprendre de ses échecs.

Le Point : Tout d'abord, quelle est votre analyse personnelle et générale de la pandémie ?

Steven Pinker : L'humilité doit nous guider dans nos réponses, car nous voilà, comme rarement, confrontés à notre ignorance. Nous ne pouvons encore prédire la gravité du mal, malgré l'amélioration déjà obtenue en Chine, semble-t-il. L'économiste américain Tyler Cowen a bien résumé ma propre ambivalence quand il remarque que nous sommes partagés entre deux modes de pensée. La « pensée de base » nous invite à prendre en considération l'historique des réponses apportées aux pandémies mondiales du XX^e siècle : grâce aux mesures de confinement, aux médicaments, aux vaccins, toutes les menaces avaient été contrôlées et endiguées. La « pensée exponentielle » prendra en compte le fait qu'un phénomène tel qu'une mala-

die contagieuse dont la croissance est exponentielle peut aisément balayer toutes les mesures particulières que nous aurons prises. Nous sommes à un moment où nous ne savons pas si, dans les différents pays, nous avons répondu à temps à l'irruption de l'épidémie pour limiter la mortalité à une ampleur comparable aux contagions passées ou si

la pandémie pourrait flamber et atteindre le niveau catastrophique de la grippe espagnole de 1918.

Partagez-vous l'analyse de la pandémie comme conséquence de notre monde global et hyperconnecté ?

Une pandémie n'a pas besoin de beaucoup de connexions et de relais pour se répandre à travers le monde. Au XIV^e siècle, il n'a fallu à la peste noire que quelques bateaux sur la mer Noire, à Caffa, pour bondir ensuite d'Asie jusqu'en Europe par les ports de Gênes et d'Alexandrie. Au tournant du XVI^e siècle, il a suffi de quelques dizaines d'Espagnols pour décimer différentes populations indiennes d'Amérique. Certes, la contagion se propage à un rythme plus foudroyant car l'avion a remplacé le bateau, mais, à l'inverse, nous pouvons considérer que cette vitesse, cette accélération vertigineuse du monde nous sont profitables pour riposter dans les meilleurs délais avec des politiques de santé publique ; que notre

réseau de communications nous permet de partager instantanément toutes les informations nécessaires sur la contagion ainsi que les connaissances épidémiologiques sur les mécanismes de transmission ; que cette hyperconnexion favorise notre résilience, tant pour trouver les moyens d'enrayer cette transmission que pour développer au plus vite les réponses



Steven Pinker Psychologue cognitiviste, professeur à Harvard. Dernier ouvrage paru : « *Le Triomphe des Lumières* » (Les Arènes).

médicales en termes de vaccins et de médicaments. La vitesse, la globalisation sont des phénomènes réversibles dont les défauts s'accompagnent de leurs remèdes.

Vous avez décrit l'histoire du monde comme une suite d'adaptations et de réponses apportées par l'homme aux problèmes parfois vertigineux auxquels il a été confronté. Vous croyez une nouvelle fois à ce rebond ?

Oui, en partie en raison de ce savoir immense dont nous disposons en matière d'épidémiologie, de santé publique, de microbiologie, de recherche médicale, de notre savoir-faire aussi dans la gouvernance sanitaire. Mais rappelons la condition mentionnée auparavant : si l'épidémie n'a pas été prise à temps, nos ressources basiques n'y suffiront jamais. La résilience, le rebond sont possibles, mais ils n'interviennent pas de manière magique et dépendent exclusivement de la force, de la discipline et de la vitesse avec laquelle les réponses sont mises en place.

Dans la culture populaire, la pandémie est associée à une flambée de violence qui dément le progrès moral et la rationalisation de l'espèce humaine. Vous qui avez souligné l'apport des Lumières et le recul de la violence au fil des siècles, ne craignez-vous pas le retour de telles pulsions ?

Violence et pandémie sont liées, en effet, mais la causalité fonctionne en sens opposé. Ce sont les guerres qui provoquent des épidémies, et non l'inverse, dans la mesure où elles détruisent les infrastructures et provoquent l'agglutinement de foules parfois désespérées. La grippe espagnole a débuté en 1918, non en 1914, accentuée par les masses de soldats affaiblis sur le plan immunitaire dans les tranchées. Le Moyen Âge a enregistré de très forts taux de violence criminelle bien avant l'arrivée de la peste noire. Je ne connais pas de guerre majeure ou d'accroissement notable de la violence qui ait été causée par une épidémie. En temps de paix comme de guerre, l'épidémie se contente de tuer.

Le président français, Emmanuel Macron, a parlé de la fragilité des démocraties révélée par cette pandémie. Partagez-vous cet avis ?

Je ne vois pas de fragilité : aucune démocratie ne s'est écroulée, aucune menace dictatoriale ou antilibérale n'a surgi. La Chine autoritaire, parce qu'elle réprime la liberté d'information, a de manière flagrante réagi trop tard à la pandémie, qu'elle a certes contenue pour des raisons similaires. Mais, dans le même temps, la Corée du Sud, régime démocratique, a répondu de manière efficace.

Comment analysez-vous les réactions des populations aux strictes mesures de confinement ?

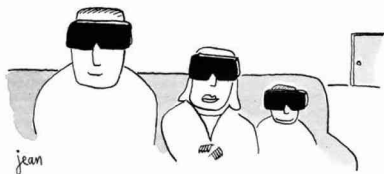
« Nous voyons bien la nécessité vitale de renforcer les institutions en matière de science et de santé publique. »

Pour l'instant, malgré des comportements déviants et indisciplinés dont la France n'a pas été exempte, il n'y a pas de résistance ou de désobéissance massive, en dépit du fait que ces populations manifestent une profonde défiance envers leurs institutions. Regardez comment les Français approuvent pratiquement à l'unanimité les mesures prises. En temps de crise, de désastre naturel, de guerre, le peuple met entre parenthèses, temporairement, ses pulsions égoïstes et centrifuges.

Quels pourraient être les enseignements d'une telle pandémie pour le monde de demain ?

Nous ne devrions pas avoir besoin d'un tel fléau, qui va tuer des dizaines de milliers de personnes, pour agir dans le sens demandé par les experts en santé publique depuis des années : renforcement des politiques, préparation de réponses rapides en cas d'épidémie émergente, disponibilité des tests et des équipements protecteurs, soutien à la recherche sur les vaccins. La meilleure leçon que l'on puisse espérer est que ces signaux d'alarme soient pris enfin en considération comme ils doivent l'être. Sur le plan politique, alors que les courants populistes de droite comme de gauche ne cessent de dénoncer la prétendue corruption de nos institutions, qui seraient bonnes à jeter au feu, voilà un démenti flagrant qu'il faudra faire résonner longtemps à leurs oreilles : nous voyons bien, au contraire, la nécessité vitale de renforcer ces institutions,

de leur donner une solidité maximale en matière de science et de santé publique, ou même dans le domaine de l'information, afin de disposer de médias responsables. Oui, nous surmonterons cette très grave crise, très certainement, même si les modalités de la reconstruction dépendront des leçons tirées. Mais on peut raisonnablement espérer que notre besoin d'une gouvernance saine dans tous ces domaines soit justement renforcé de manière intangible par ce désastre ■



Balade en famille dans le jardin du Luxembourg.

Michel Onfray : « L'Europe est devenue le nouveau tiers-monde »

Déclin. Stoïcisme, rapport à la mort, épreuve de confinement, décadence de l'Occident, Montaigne...
Le regard du philosophe sur la pandémie.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN LE FOL

Il y a trois ans, Michel Onfray avait suivi Rancé à La Trappe. Il nous a paru utile de demander au philosophe quel sens nous pouvions donner à notre confinement contraint. Ses conseils de lecture ? Marc-Aurèle, Sénèque et surtout Montaigne. Mais pas seulement. Onfray nous invite à revoir les films de Tati. Il nous conseille de préférer les documentaires sur l'art d'Alain Jaubert et Hector Obalk aux « séries débilés ». Comment l'auteur de *Cosmos* analyse-t-il la pandémie de coronavirus ? Celle-ci va-t-elle précipiter l'effondrement de la civilisation judéo-chrétienne, qu'il a étudiée dans *Décadence* ? Entretien.

Le Point : Un conseil pour commencer, quel philosophe faut-il lire en confinement ?

Michel Onfray : Ce peut être un stoïcien, car ils sont les philosophes du combat contre l'adversité par excellence : ils donnent des recettes pour lutter contre l'inquiétude, la peur, la crainte, l'angoisse, la vieillesse, la maladie, la souffrance, la trahison, la mort bien sûr. Je songe aux *Pensées pour moi-même* de Marc-Aurèle, aux *Lettres à Lucilius* de Sénèque, ou au *Manuel* d'Épictète. Mais, s'il ne fallait qu'un philosophe, ce serait Montaigne, qui, dans les *Essais*, les contient tous. Permettez-moi de signaler qu'une excellente version en français d'aujourd'hui a été publiée chez Bouquins Lafont-Mollat, car le texte en ancien français du XVI^e siècle n'est plus lisible en effet que par peu de gens. Toutefois, l'idée n'est pas de lire comme on lit sur la plage, en dilettante, légèrement, mais de fa-

çon soutenue, avec un crayon à la main et un petit cahier à disposition pour synthétiser, certes, mais surtout pour commenter ce qu'on lit et en faire un profit existentiel personnel.

Même si l'enseignement est organisé à distance, que faut-il apprendre à ses enfants qui ne soit

plus enseigné dans l'Éducation nationale ?

Ce qu'on y apprenait jadis ! À savoir lire, écrire, compter, calculer, donc analyser, penser, construire un esprit critique – toutes choses qui passent pour réactionnaires aux yeux des nihilistes qui, d'une façon orwellienne emblématique, se présentent depuis des années comme des progressistes ! On peut aussi et surtout en profiter pour faire ce que l'école n'a jamais vraiment fait : enseigner l'art, qui est une véritable école de sensibilité. On peut ainsi apprendre des poèmes et se les réciter, lire de la poésie à plusieurs, mais aussi des histoires – lire des nouvelles de Maupassant à ses enfants, leur faire découvrir le théâtre ou l'opéra, textes et livrets à la main. Regarder des émissions intelligentes – les archives de l'INA d'*Apostrophes*, par exemple.

Ces archives disponibles sur le Net permettent de laisser tomber les séries débilés au profit des travaux sur l'art d'Alain Jaubert, *Palettes*, ou les vingt-trois

émissions de *Grand'art* de l'excellent Hector Obalk. Idem avec le cinéma : il est devenu une activité de marchands cupides, mais, avant cela, il a rendu possible un grand nombre de chefs-d'œuvre pendant la première moitié du XX^e siècle. On ne se trompe pas en préférant le noir et blanc qui ne se résume pas aux *Tontons flingueurs* – très bon, au demeurant... Regardez les intégrales des grands : Jean Vigo, Carné, Renoir,



Michel Onfray
Philosophe. Dernier livre paru : « *Le Temps de Pétole Polaire* » (Robert Laffont, 288 p., 20 €).

Grémillon, Tourneur, Duvivier, Clouzot, ou celui qui est pour moi le plus grand critique de notre société: Jacques Tati!

Sommes-nous encore capables de nous ennuyer?

Pour ma part, j'ignore et j'ai toujours ignoré ce qu'est l'ennui! J'ai la chance d'être un lecteur compulsif depuis longtemps (et un auteur compulsif depuis longtemps aussi...) de sorte que les livres ont toujours été pour moi une issue de secours à toutes les impasses dans lesquelles j'aurais pu me trouver. Montesquieu a écrit cette phrase magnifique: «*Je n'ai jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture n'ait dissipé.*» Dès lors, je n'imagine pas ce qu'est s'ennuyer pour quelqu'un d'autre! S'ennuyer, c'est n'avoir rien d'autre à fréquenter que soi. Or le monde est vaste en dehors de soi!

Qu'est-ce qui nous a fait accepter sans sourciller (pour la plupart d'entre nous) cette privation de liberté? Les amendes pour non-respect des règles de confinement ou la peur de la mort?

Le bon sens... C'est d'ailleurs beaucoup plus tôt qu'il aurait fallu faire preuve de cet élémentaire bon sens. J'ai pour ma part signalé sur le plateau de télévision d'Audrey Crespo-Mara dès le 28 janvier que la Chine n'était pas un pays à prendre la décision de fermer une ville de plusieurs millions d'habitants sans de sérieuses raisons et qu'il y avait là l'aveu d'une menace véritable! Un pays totalitaire n'a que faire de dizaines de

milliers de gens en plus ou en moins à cause d'un virus qui n'aurait été, disait-on partout à l'époque, qu'une grippe moins mortelle.

Le coronavirus marque-t-il une nouvelle étape dans l'effondrement de la civilisation judéo-chrétienne que vous analysez dans votre livre *Décadence*?

Ils s'inscrivent dans ce qui existait déjà... Il prend sa place dans le mouvement d'effondrement. La pandémie montre l'impéritie du chef de l'État et du gouvernement, les propos incohérents parce que contradictoires d'Emmanuel Macron (restez chez vous mais allez voter, confinez-vous mais vous pouvez faire des exercices physiques, les écoles ne seront pas fermées puis elles sont fermées, le virus ignore les frontières mais on les ferme tout de même, etc.), conséquemment la démission totale de la parole d'Emmanuel Macron, à qui personne n'obéit. Il montre également le cynisme d'un ministre de la Santé démissionnaire qui tente de sauver sa peau en avouant dans un même mouvement qu'elle a préféré sa carrière à la vérité qui aurait épargné des vies.

L'idéologie de l'Europe maastrichtienne, massivement matraquée depuis des décennies, tombe comme un fruit pourri: le résultat de cette politique libérale est qu'on trie les vieux à l'entrée des hôpitaux pour les laisser mourir dans leur coin, mais aussi qu'on envoie à la guerre, pour utiliser le mot du chef de l'État, un personnel soignant ■■■

ABONNÉ AU POINT ?

Accédez à l'information en temps réel depuis chez vous.

Grâce à votre abonnement, vous avez accès à l'intégralité des contenus sur le site lepoint.fr et l'application Le Point.

Comment accéder au contenu abonné ?

- Rendez-vous sur le site lepoint.fr ou sur l'application mobile.
- Créez votre compte à l'aide de votre numéro d'abonné indiqué sur l'emballage de votre magazine.



PAS ENCORE ABONNÉ ?

OFFRE SPÉCIALE

1€ POUR 2 MOIS

POUS 11,99€ / 4 SEMAINES

- Votre magazine livré chez vous.
- L'accès aux contenus en ligne illimité sur ordinateur, tablette et mobile.
- L'édition digitale de votre magazine dès le mercredi.

Rendez-vous sur abo.lepoint.fr/op_flash_1e_int pour bénéficier de l'offre !

■■■ à qui on est incapable de fournir de simples masques ou du gel hydroalcoolique pour se protéger du mal qu'il côtoie au plus près... Tout ce qui advenir n'initie ni ne précipite la chute mais montre en pleine lumière quelles formes elle prend.

Dans ses *Essais sur l'histoire de la mort en Occident*, Philippe Ariès a montré à quel point notre société a refoulé la mort. Ce déni ne nous rend-il pas très vulnérables ?

Il n'y a pas de dénégation ou de refoulement de la mort, mais un nihilisme face à la caducité du discours chrétien sur elle. Jadis, la religion catholique disposait du monopole du discours sur la mort – Bosuët en avait formulé le contenu de manière sublime. Seuls quelques rares athées ou libres penseurs, quelques déistes ou francs-maçons n'y souscrivaient pas. Aujourd'hui, ce discours chrétien ne marche plus, même chez bon nombre de ceux qui se disent catholiques... Il s'agit donc moins d'un retour de la mort refoulée que d'une angoisse devant elle, déculpée par l'incapacité à y faire face et à y répondre avec une sagesse post-chrétienne. Les médias qui moulinent la mort vingt-quatre heures sur vingt-quatre mettent les Français face à ce trou dans l'être, dans leur être : ils expérimentent moins le retour de la mort refoulée que le nihilisme de l'époque qui, sur ce sujet comme sur tous les autres, n'a rien à proposer.

Nous manquons de masques : la Chine nous en envoie un million.

Le coronavirus fait prendre conscience aux Européens de leur extrême vulnérabilité. Serions-nous devenus le nouveau tiers-monde ?

De la même manière que la chute de l'URSS a montré que l'Ouest avait fantasmé pendant plus d'un demi-siècle sur cet empire marxiste-léniniste qui s'avérait un Tigre en papier, l'épidémie montre cruellement que cette Europe maastrichtienne présentée depuis un quart de siècle comme un monstre économique susceptible de faire pièce aux grands empires du monde chute sur ceci : elle n'est pas capable de fabriquer et de fournir des masques aux soignants qui accueillent les victimes de l'épidémie ! L'Italie, qui fait partie de l'Union européenne et qui est forte de 60 millions d'habitants, enregistre plus de morts du coronavirus que la Chine, un pays de 1 milliard 300 millions d'habitants ! De fait, l'Europe est devenue le nouveau tiers-monde – en abréviation, NTM... **Tout le monde imaginait que la prochaine crise viendrait de l'économie. Or c'est un virus qui met le monde à genoux. Pourquoi avons-nous sous-estimé ce risque ? De nombreux scientifiques nous avaient mis en garde...**

Le virus n'existe pas indépendamment de l'économie ! Dans une économie mondialisée, tout se tient. La voie libérale maastrichtienne a fait du profit l'ho-

rizon indépassable de toute politique. Produire des masques et les stocker ? Pas rentable... Investir dans la recherche ? Pas immédiatement rentable. Disposer d'un service de soins performant pour tous ? Pas rentable, laissons les soins aux riches qui auront les moyens de se les offrir et les pauvres à leur solitude. Le virus arrivant, il révèle, au sens photographique du terme, la vérité des choix économiques, donc politiques, qui ont été faits depuis Giscard, Mitterrand compris, jusqu'à Macron.

La parole scientifique serait-elle devenue à ce point inaudible dans notre « démocratie des crédules », pour reprendre l'expression de Gérard Bronner ?

Attention à ne pas souscrire à la faribole de la science qui dirait le vrai ! Relisons Bachelard, qui invite à faire la science de la science pour examiner les véritables conditions de possibilité du discours scientifique ! Les médecins de Molière, avec leurs clistères et leurs sangsues, se réclamaient de la science. En

URSS, Lyssenko, qui luttait contre la génétique de Mendel en la niant, était également un scientifique ! Greta Thunberg se réclame elle aussi de la science pour légitimer ses imprécations apocalyptiques. Or la science obéit à son temps et la génération spontanée défendue par Aristote a été science jusqu'à ce que Pasteur montre, plusieurs siècles plus tard, que c'était baliverne. Le surgissement du mot « science » ne doit pas fonctionner comme un argument d'autorité qui interdirait toute réflexion critique. En présence de toute science, le philosophe active d'abord l'épistémologie ! Lire ou relire ce grand livre qu'est *La formation de l'esprit scientifique*.

Cette crise peut-elle provoquer un sursaut civique et moral dans nos sociétés ?

Elle peut provoquer pas mal de choses, mais je crois moins aux lendemains qui chantent qu'à une colère qui monte. Pour l'heure, elle se retient pour cause de décence, de début de confinement, d'abattement intellectuel et moral, d'informations parcellaires. Or il ne pourra pas ne pas y avoir un effet Buzyn : son entretien dans *Le Monde* a montré l'immense cynisme de nos gouvernants – le mien compris... Mais cette crise ne fera pas à elle seule et d'un seul coup un esprit civique que cinquante ans de propagande généralisée ont définitivement détruit en France.

Y a-t-il des épisodes historiques qui peuvent nous inspirer pour nous reconstruire ?

Il ne sert à rien de chercher des raisons de comprendre le présent dans notre passé. Le présent suffit bien à qui fait fonctionner son intelligence, sa raison, sa réflexion, son esprit critique. Le simple exercice du bon sens suffit pour se prémunir de la propagande dans laquelle nous vivons sans cesse. Il faut penser les faits et ne jamais laisser le soin de leur commentaire aux autres – le mien compris... ■

« Le simple exercice du bon sens suffit pour se prémunir de la propagande dans laquelle nous vivons sans cesse. »

XPS

LA PERFECTION DANS CHAQUE DÉTAIL

Le nouveau XPS 13. Un touché exceptionnel grâce à son repose-poignets en fibre de verre, vous saurez qu'il est spécial dès le premier contact.

Dell.fr/XPS

En savoir plus gratuitement au 0801 800 001*

© 2020 Dell Inc. ou ses filiales. Tous droits réservés. Dell, EMC et d'autres marques sont des marques de Dell Inc. ou de ses filiales. Dell S.A. Capital 1 782 769 € Siège Social 1 rond-point Benjamin Franklin, 34000 Montpellier, France. N° 351 529 729 RCS Montpellier - RPS 48512. Photos non contractuelles. Dell n'est pas responsable des erreurs de typographie ou de photographie. *De 9h à 18h du lundi au vendredi (Numéro gratuit).



Windows 10



Vitesse, sécurité, durabilité et design remarquable: le tout avec Windows 10.

Relocaliser ? Tentant,

Démondialisation. La crise sanitaire du coronavirus pourrait accélérer un retour des chaînes de production. Mais à quel prix ?

PAR MARC VIGNAUD

La «démondialisation». Les adeptes de la fermeture des frontières en rêvent. Ils rêvent d'une attaricie où tout serait produit nationalement, voire en «circuit court». Sans aller jusque-là, force est de constater que le temps de la mondialisation triomphante née dans les années 1990, au sein de laquelle les multinationales disséminent leurs chaînes de production dans de nombreux pays pour profiter au mieux de ces «*avantages comparatifs*» dont parlait le célèbre économiste britannique classique David Ricardo au XIX^e siècle, a du plomb dans l'aile.

Bien avant la crise du coronavirus, qui a initialement bloqué la production dans la province chinoise confinée du Hubei, en Chine, le directeur de la recherche économique de Natixis, Patrick Artus, répétait à qui voulait l'entendre que ce mouvement était à l'œuvre depuis quelques années. La crise du Covid-19 pourrait simplement en être l'accélérateur. «*Les multinationales disent qu'elles ne peuvent plus avoir de chaînes de valeur mondiales aussi longues, avec un morceau des biens qui n'est fabriqué que dans un seul endroit*», explique l'économiste.

Bruno Bonnemain, membre du bureau de l'Académie nationale de pharmacie, fait le même constat dans le secteur du médicament. «*On observe depuis quelques années des entreprises pharmaceutiques qui décident de relocaliser leur production en Europe à bas bruit, notamment dans la chimie fine, qui fabrique les principes actifs des médicaments.*» Même si, évidemment, ce mouvement est encore de très faible ampleur...

En attendant, les chaînes de valeur mondiales restent «*extrêmement concentrées*», souligne l'Institut des politiques publiques (IPP) dans une note de mars 2019 consacrée aux conséquences économiques du confinement en Chine sur l'économie française. Chaque processus de production est organisé avec un nombre restreint de grandes entreprises réparties dans un petit nombre de pays. Ces entreprises sont généralement spécialisées dans la production d'un seul bien intermé-

diaire. Elles ont tendance à le produire à flux tendus, et la coordination des différentes étapes de la production se fait grâce à des chaînes logistiques sophistiquées».

L'iPhone d'Apple constitue un exemple typique de cette organisation à l'échelle mondiale. Sa production implique «*un seul producteur de mémoires et de processeurs d'applications (Samsung, en Corée du Sud), un seul fournisseur de composants de réseaux téléphoniques (Imeeon, en Allemagne) et une seule entreprise d'assemblage (Foxconn, située à Shenzhen)*», souligne l'IPP. L'intérêt d'une telle fragmentation du processus saute aux yeux. Elle «*permet aux entreprises de concentrer chaque étape de production dans une seule usine. Ce faisant, elles réalisent des économies d'échelle. Celles-ci génèrent d'importants gains d'efficacité qui viennent plus que compenser les coûts de transport*». Revers de la médaille, «*ce type d'organisation est très peu résistante aux chocs*».

Fukushima, la prise de conscience. De fait, le blocage des chaînes de production en Chine risque encore d'avoir des répercussions visibles en Europe, prévient Olivier Humbaire, premier vice-président de la Fédération des entreprises internationales de mécanique et de l'électronique (Ficime). «*Les composants qui équipent l'électronique grand public n'ont pas été livrés comme prévu après la pause du Nouvel An chinois. Dans les deux prochains mois, on va donc avoir des problèmes d'approvisionnement, d'autant que la demande d'ordinateurs portables devrait être forte avec le développement du télétravail, comme on l'a observé en Italie.*»

Un indicateur permet de prendre la mesure du coup d'arrêt porté à la mondialisation des échanges, selon Patrick Artus : le montant des investissements étrangers en Chine. «*En 2013 ils atteignaient 450 milliards de dollars, aujourd'hui ils sont tombés à 150 milliards. Une division par trois.*» Et dans les autres pays émergents, c'est le même mouvement, même s'il est un peu moins violent. La prise de conscience s'est faite notamment après la catastrophe de Fukushima, au Japon, qui a bloqué, par effet de cascade, la production automobile dans de nombreux pays. «*À partir de 2013-2014, le commerce mondial et le poids des importations des pays émergents dans les États développés se sont mis à progresser moins vite que le PIB*», observe l'économiste. Ce qui lui fait carrément dire qu'on a «*arrêté la globalisation en 2014, même si on n'a pas encore déglobalisé*».

«*Pendant des années, on a accepté l'idée selon laquelle les emplois s'étaient déplacés des pays développés vers les*

mais pas si simple...

économies émergentes et ne reviendraient jamais. Que les chaînes de valeur continueraient à devenir de plus en plus globales et complexes. Ce n'est plus vrai», confirment des économistes de Bank of America. Le mastodonte bancaire vient de publier une nouvelle enquête, réalisée auprès de 3 000 entreprises dans 12 secteurs en Europe, aux États-Unis et en Asie. Résultat : 80 % de ces secteurs ont déjà commencé à déplacer une partie de leur chaîne logistique ou ont annoncé un mouvement en ce sens. « Bien sûr, la plupart de ces relocalisations sont petites par rapport à la capacité totale déjà installée, mais le spectre du changement nous suggère que le mouvement de la mondialisation vers la relocalisation est réel », écrivent-ils dans une note publiée en mars. Selon Bank of America, c'est le résultat des relocalisations « pilotes » déjà décidées qui entraînera ou non un mouvement beaucoup plus large. La pression concurrentielle pourrait constituer un frein de taille...

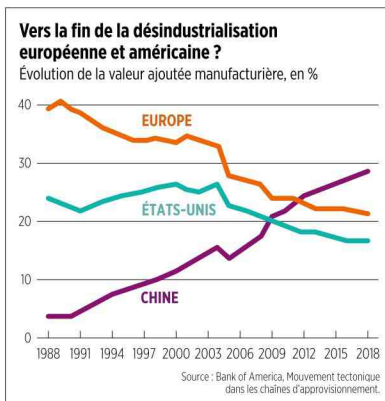
Qu'est-ce qui pourrait motiver les grands groupes internationaux à aller dans cette direction ? Plusieurs facteurs sont à l'œuvre, observe Bank of America. L'automatisation des processus de production réduit les écarts de coût du travail et permet de produire dans des pays où il est plus élevé. La guerre commerciale lancée par Donald Trump joue également, avec la menace de droits de douane plus élevés et de rétorsions commerciales des autres pays. Mais les entreprises font aussi de plus en plus attention à leur empreinte sociale et environnementale, scrutée avec une attention nouvelle par les consommateurs. L'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh, en 2013, avec ses 1 127 morts parmi des ouvriers qui travaillaient

indirectement pour des multinationales occidentales du textile, a laissé des traces. La loi française impose désormais un « devoir de vigilance » aux multinationales.

Les impératifs de sécurité nationale viennent encore s'ajouter à ces forces convergentes. Bruno Le Maire, le ministre français de l'Économie et des Finances, le martèle depuis des semaines : « Nous ne pouvons pas continuer à dépendre à 80 % ou 85 % de principes actifs pour les médicaments qui sont produits en Chine, ce serait irresponsable et déraisonnable. »

Un impératif désormais porté par Emmanuel Macron lui-même, au moins dans les mots : « Nous devons en reprendre le contrôle, construire, plus encore que nous ne le faisons déjà une France, une Europe souveraine, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main. Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai », a-t-il lancé, solennel, lors de son intervention télévisée du 12 mars, au cours de laquelle il s'était résolu à annoncer la fermeture des écoles pour contenir la propagation du Covid-19.

Le rêve d'une consommation fabriquée à 100 % dans l'Hexagone est-il à portée de main ? « On ne va pas passer d'un système mondialisé à la Corée du Nord », s'exclame Olivier Humblaire, de la fédération des entreprises électroniques. En 2015, le « made in France » représentait 81 % de la consommation des ménages, mais seulement 36 % de celle des biens manufacturés, soulignait l'Insee dans une étude de 2019. « On va reregionaliser les structures productives. Il y aura une chaîne de valeur européenne, au sens large de l'Europe, une chaîne de valeur américaine, une chaîne asiatique, etc. », considère Patrick Artus. ■■■



« Les multinationales disent qu'elles ne peuvent plus avoir de chaînes de valeur mondiales aussi longues, avec un morceau des biens qui n'est fabriqué que dans un seul endroit. » Patrick Artus

■ ■ ■ Si ce grand chambardement devait avoir lieu, la France et l'Europe ne seraient pas forcément gagnantes. Notamment parce que les prix augmenteraient... L'économiste a ainsi calculé que le rapatriement en Europe de toute la production consommée sur le Vieux Continent les ferait progresser de 3,5 % en moyenne. *« Si la société veut relocaliser plus, c'est possible, mais ça ne peut pas être une décision des seules entreprises, ce doit être un choix de société »,* a ainsi prévenu le patron de PSA, Carlos Tavares, le 6 mars, devant l'Association des journalistes économiques et financiers. *« Les filières françaises les plus exportatrices (transports, automobile, chimie, appareils électriques) sont les plus intégrées dans les chaînes de valeur internationales »,* rappelle la Ficime.

Une fiscalité plus compétitive. Selon Patrick Artus, il faut bien avoir conscience que la régionalisation des processus productifs avantagerait les zones où la consommation est dynamique, dans lesquelles les entreprises voudront investir massivement au détriment des autres. Avec sa population vieillissante, l'Europe n'est pas la mieux placée pour être attractive. *« Pour simplifier, Mercedes ne pourra plus fabriquer ses voitures en Europe pour les vendre aux Chinois. Il faudra les faire directement en Chine »,* prévient l'économiste. Le Vieux Continent risque donc de perdre des productions industrielles destinées aux marchés en croissance rapide. Et les gains de productivité – qui déterminent, à long terme, la croissance économique – pourraient ralentir. L'inflation, elle, pourrait repartir à la hausse...

Au sein de l'Union européenne, la France pourrait toutefois tirer son épingle du jeu, estiment pour leur part les analystes de Bank of America. Comme en Suède ou au Royaume-Uni, son économie, fondée sur les services et l'économie de la connaissance, serait mieux placée que les économies plus industrielles du Japon, de la Corée du Sud ou de l'Allemagne, aujourd'hui dépendantes des exportations de biens d'équipements et d'automobiles.

Pour le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, la crise du coronavirus est en tout cas une nouvelle occasion de réclamer une fiscalité plus compétitive pour les entreprises françaises. Autrement, le rêve de relocalisation de chaînes de production sur le territoire national risque de faire long feu. *« Produire en France ne doit pas coûter massivement plus cher que dans d'autres pays »,* a-t-il lancé jeudi 12 mars au cours d'un déplacement au chevet d'une entreprise obligée de recourir au chômage partiel pour ne pas licencier. Sa priorité ? La baisse des « impôts de production » qui pèsent sur les entreprises, indépendamment du fait qu'elles ont engrangé des profits ou non. Lancé depuis des mois dans la préparation d'un « pacte productif » censé ramener les usines en France, Bruno Le Maire plaide en ce sens mais peine à trouver les marges de manœuvre budgétaires nécessaires. Le coronavirus pourrait être l'occasion de passer enfin à l'acte ■

En Europe, dé

Bug. L'Union a du mal à jouer collectif, mais apprend vite. Elle a déjà pris des décisions révolutionnaires.

PAR EMMANUEL BERRETTA

Éteindre les incendies. C'est la priorité d'Ursula von der Leyen, et les foyers ne manquent pas : coordonner les rapatriements des Européens bloqués en dehors de Schengen, freiner l'expansion du virus dans les camps de réfugiés, lutter contre le ralentissement économique général, apaiser les tensions entre États membres, lancer les appels d'offres européens pour le matériel médical... La présidente de la Commission n'a guère le temps de réfléchir à l'Europe de demain, celle de l'après-coronavirus.

En une semaine, elle a pris l'initiative de trois décisions impensables il y a seulement un mois : les aides d'État (massives) sont désormais autorisées pour soutenir les entreprises et les ménages, les traités budgétaires sont suspendus et l'UE a fermé ses frontières extérieures pour trente jours au minimum. En quelques jours, le virus s'est attaqué à trois piliers de la construction européenne : le droit de la concurrence, l'ordolibéralisme à l'allemande et l'ouverture au monde. Qu'en restera-t-il quand la situation reviendra à la normale ? « Justement, il faudra faire un effort pour que l'Union ne revienne pas à son état normal, mais qu'elle apporte des réponses sanitaires et qu'elle rapatrie une partie des industries sur son sol pour protéger davantage les Européens », annonce un proche d'Emmanuel Macron.

Aller plus loin. Sur le plan sanitaire, l'UE a peu de compétences. Selon l'article 6 du traité sur l'Union, l'échelon européen peut simplement « appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres ». Chacun d'entre eux demeure le principal acteur. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas, parmi les plus libéraux, rechignent à décréter le confinement général. Du coup, la Belgique, voisine des Pays-Bas, a fermé la frontière. *« L'anxiété a conduit les dirigeants européens à penser d'abord aux frontières nationales avant de considérer l'Union européenne comme un espace commun »,* souligne un diplomate allemand. *« Cela n'avait pas été le cas lors de la crise migratoire, où jamais les frontières internes n'avaient été fermées. Il faudra repenser cet espace sans frontière. Il n'aurait pas été inutile que Paris et Berlin prennent vingt-quatre heures de plus pour réfléchir ensemble. Il faut se tenir informé afin de ne pas être surpris par la décision du voisin. »* Les Polonais par exemple ont fermé hermétiquement

passer le chacun pour soi



leurs frontières, sans prévenir. « On ne nous a pas appelés, on ne nous a rien dit », a lancé la chancelière allemande Angela Merkel, agacée. Le Conseil européen, qui s'est tenu en visioconférence le 17 mars, a conclu qu'à l'avenir, face à un danger commun, le réflexe premier des Européens devrait être de réfléchir ensemble avant d'agir. Pas si simple quand des leaders souverainistes – comme en Pologne – vendent à leur peuple l'idée que la nation les protège de tout. « Le bloc des pays fondateurs et l'Espagne ont globalement joué le jeu de la coopération. Ils ont le réflexe de s'appeler. Les autres, moins, constate Paris. Après la crise, une fenêtre de tir s'ouvrira pour une intégration différenciée. » On voit resurgir, ici, une idée chère à Emmanuel Macron : les pays qui veulent aller plus loin ensemble ne doivent pas en être empêchés par les autres.

Il a fallu au moins dix jours pour que les leaders européens prennent une décision commune : fermer les frontières extérieures de l'UE aux voyageurs non essentiels, sauf exceptions utiles (personnel soignant, livraisons marchandes...). « Le président Macron voulait rassurer les Européens, tout en s'attaquant à la rhétorique des populistes », commente l'un de ses proches. L'espace Schengen est un bien commun, même s'il prévoit des exceptions dont la mise en œuvre est laissée à l'appréciation des États souverains. Changer les traités sur ce point paraît bien délicat tant la frontière

Visioconférence.

Emmanuel Macron et son conseiller pour l'Europe, Clément Beaune, à l'Élysée le 10 mars. Les réunions entre dirigeants européens se tiennent désormais par écrans interposés.

est une donnée essentielle de la définition juridique d'un État dans le droit international.

Mais comment gérer une crise quand il faut consulter 27 dirigeants ? L'essentiel fut décidé entre Ursula von der Leyen, Charles Michel (président du Conseil), Emmanuel Macron et Angela Merkel. Les autres ont été associés après coup. Sur ce plan, la visioconférence à 27 présente des avantages. L'agenda est défini par Charles Michel sans ergoter. Les dirigeants qui veulent prendre la parole se signalent quelques heures avant et leur temps de parole est limité à trois minutes. On ne passe pas des heures à chipoter sur les conclusions. C'est Michel qui fait la synthèse finale et prend la responsabilité de rédiger le communiqué. Efficace.

On ressort le rapport Barnier. Quant à la parade proprement sanitaire, on peut déplorer que les instruments préventifs de gestion des catastrophes naturelles ou humaines n'aient jamais été mis en œuvre. Michel Barnier avait pourtant pondu un rapport à ce sujet en 2006. Le Savoyard avait tout prévu : des équipements médicaux prépositionnés en nombre suffisant pour couvrir l'Europe (à l'heure où les masques et les tests manquent...), un centre d'experts à Bruxelles pour évaluer les risques et décrire les procédures, des équipes de sauveteurs qui s'entraînent ensemble d'un pays à l'autre pour s'entraider si tous n'étaient pas atteints au même degré... Le rapport Barnier a fini dans un tiroir. « Le document a été ressorti il y a quelques jours et il circule dans les hautes sphères du Conseil », souffle une source bruxelloise. Mieux vaut tard que jamais.

Enfin, on en vient aux instruments économiques. Contrairement à la crise de 2008, cette fois-ci l'Allemagne a bien vite tourné la page de l'austérité. « Les 3 %, c'est la règle à appliquer par beau temps pour faire des réserves, mais en cas de crise, on fait du soutien budgétaire », note un officiel allemand. La BCE fait tourner la planche à billets sans limite. Et comme le black-out économique menace tous les États membres, on échappe ainsi à l'accusation de laxisme que les pays du Nord font régulièrement peser sur ceux du Sud... « Ensuite il faudra éviter de vouloir résorber les déficits trop rapidement, faute de quoi on risque de refaire la même erreur qu'en 2011 : taper sur le contribuable et faire ainsi un beau cadeau aux populistes », prévient-on à l'Élysée. Certaines leçons de la crise de l'euro semblent avoir été apprises ■

« Il n'aurait pas été inutile que Paris et Berlin prennent vingt-quatre heures de plus pour réfléchir ensemble. » Un diplomate allemand

Vision. Bernard Charles, 62 ans, est directeur général et vice-président du conseil d'administration de Dassault Systèmes.



**« Le fait
qu'un événement
soit imprévisible
n'empêche pas
de le prévenir. »**

Bernard Charlès : « Le monde s'agrandit »

Coup d'avance. Le patron de Dassault Systèmes, champion mondial du logiciel, explique pourquoi tout va changer, dévoile son plan pour révolutionner la santé et ce qu'il prépare contre le Covid-19.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉTIENNE GERNELLE ET GUILLAUME GRALLAT

Il y a 100 % de chances pour que vous ayez pris au moins une fois un avion, une voiture, ou utilisé un rasoir modélisé un jour par Dassault Systèmes. Cette entreprise de 20 000 salariés, dont le siège se situe à Vélizy-Villacoublay, dans les Yvelines, est un champion mondial du logiciel et des services. À sa tête, Bernard Charlès, un ingénieur né il y a soixante-deux ans près de Paimpol (Côtes-d'Armor), agrégé de l'École normale supérieure de Paris-Saclay, docteur en mécanique et grand admirateur de Léonard de Vinci. Entré comme stagiaire en 1983, il a transformé cette entreprise créée deux ans plus tôt – elle était au départ une filiale de Dassault Aviation –, en entreprise valorisée plus de 33 milliards d'euros. Dassault Systèmes, qui a dégagé un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros en 2019, a révolutionné l'industrie en remplaçant les prototypes physiques par une modélisation des produits et de leur cycle de vie en 3D.

Dassault Systèmes a même facilité la construction du musée Guggenheim de Bilbao et permis l'impression en 3D d'un violon utilisé par Renaud Capuçon... Désormais, il ambitionne de dégager, en 2040, plus de la moitié de son chiffre d'affaires grâce au domaine de la santé. Il y a moins d'un an, Dassault Systèmes a racheté le spécialiste américain des logiciels de suivi des essais cliniques Medidata, pour 5,8 milliards d'euros, ce qui lui permettra de couvrir toute la chaîne de développement des médicaments – depuis la recherche de nouvelles molécules jusqu'à leur production, en passant par les tests en milieu hospitalier. L'incroyable ambition de Charlès : simuler le fonctionnement de l'organisme au fil des années. Cet ami de Bill Gates, lecteur assidu de Michel Serres et complice du philosophe de l'imaginaire Pierre Musso, accepte une interview en pleine crise du coronavirus. Ce sera sur Skype Entreprise, « car cela permet d'interagir avec mes interlocuteurs ». Charlès s'inquiète d'ailleurs lorsque, à la suite de problèmes de réseau, l'image disparaît momentanément. « J'ai besoin de voir à qui je m'adresse. » Interview plus réelle que virtuelle ■

Dassault Systèmes, c'est
4
milliards d'euros
de chiffre d'affaires en 2019

959,6
millions d'euros
de résultat net en 2019

20 000
salariés
dans le monde

Le Point : Au premier regard, que va changer la crise du Covid-19 ?

Bernard Charlès : La prise de conscience de la fragilité de nos systèmes. C'est assez fondamental. Cela doit nous faire notamment réaliser qu'il y a une différence entre la possibilité de prévoir ce type de crises et la capacité à les gérer. C'est valable pour les entreprises, comme pour ceux qui sont responsables du bien commun.

Comment cela ? Pour Nassim Nicholas Taleb, les « cygnes noirs » sont par nature imprévisibles et ont des conséquences incalculables...

Certes, mais le fait qu'un événement soit imprévisible n'empêche pas de le prévenir. Il est très important de comprendre ce découplage. La question n'est pas de savoir à l'avance qu'un virus va couper les chaînes d'approvisionnement, mais de penser à ce que l'on fait si les chaînes d'approvisionnement sont rompues, quelle qu'en soit la cause. Cela s'appelle l'analyse par les perturbations, et cela permet de mesurer la résilience du système. Ce type d'examen ne doit plus se limiter à la sphère financière. Le problème – et je dis cela sans jugement – est que peu d'équipes dirigeantes dans le monde ont une bonne compréhension de cela.

Les « tigres » asiatiques, Corée, Taïwan, Singapour, semblent être plus résilients...

Les économies en phase de rattrapage ou d'établissement de leadership ont une connaissance plus fine de leur propre fonctionnement, parce que tout est plus récent. Cela leur permet de mieux s'adapter. En revanche, lorsqu'un écosystème est dans une phase de maturité, ce qui signifie qu'il est plus ancien, son mode opératoire relève davantage de la culture ou de l'habitude, et donc du non-dit. C'est d'ailleurs valable pour les États comme pour les entreprises.

Certains sont donc intellectuellement mieux armés...

Il y a des environnements qui permettent de mieux réagir : lorsque se présente un problème, il faut être capable de s'arrêter, de le dépouiller et de le reformuler. Je me réfère notamment aux travaux du théoricien de l'organisation Ikujiro Nonaka sur le ■■■

■■■ partage, la socialisation et la codification des connaissances. Il s'agit d'une référence japonaise, mais on peut citer aussi Léonard de Vinci, dont la créativité paraît de l'observation...

Les économies vont-elles mettre du temps à se remettre en route ?

Pour moi, il y a un aspect sanitaire, un aspect économique, un aspect social et un aspect industriel de redémarrage. Admettons que cela aille mieux au niveau sanitaire d'ici à quelques mois, le retour à la normale ne se fera pas avant au moins un an. Ce n'est pas une estimation scientifique, simplement une observation empirique. Mais c'est maintenant que se joue la capacité à organiser la reprise, ancrée sur l'économie durable, évaluable et simulable. Les entreprises et États qui dépasseront les techniques du passé deviendront leaders.

Le premier changement auquel on pense pour l'avenir est le travail collaboratif à distance, qui est au cœur de votre activité...

Ce ne sera pas dû qu'au covid-19 ! Le point qui consiste à dire que pour faire ensemble quelque chose de compliqué, ce serait bien que tout le monde soit capable de le voir, c'est la base... Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de vérifier que toutes les parties de l'objet s'assemblent bien, c'est plus profond que cela. Cela permet à chacun d'intervenir beaucoup plus tôt. Mais le sujet n'est déjà plus là. L'objectif est de connecter les gens autour d'un tronc commun qui associe les idées et les données. Le monde s'agrandit : il comprend désormais le virtuel et le réel, entrelacés. Et cela a déjà des conséquences : la maquette virtuelle d'un objet a plus de valeur que l'objet lui-même, puisqu'on peut le reproduire avec une imprimante 3D en un clic, de n'importe où. Cela ouvre des questions de civilisation, à commencer par les conventions fiscales ou de valeur ajoutée. Tout change, dans toutes les activités. Cette révolution touche également l'éducation.

Concrètement, en quoi la vie des entreprises va-t-elle être bouleversée ?

Les gens vont changer assez profondément de techniques de travail, en effet. Mais le vrai bouleversement, c'est la prise de conscience de ce que signifie la plateformes en 3D, c'est-à-dire que la réalité et les idées deviennent représentables et accessibles à tous. À partir du moment où les choses sont représentées, votre compréhension est totalement différente. C'est l'histoire de Pasteur : quand il voyait autour de lui des femmes qui accouchaient, il se demandait pourquoi l'une mourait et l'autre restait en vie, jusqu'au moment où il a suspecté que quelque chose se passait qui n'était pas visible. C'est l'origine de la « pasteurisation ». C'est exactement ce que l'on fait chez Dassault Systèmes, dans toutes les industries que l'on sert :

révéler la réalité de notre fonctionnement et le rendre intelligible pour tous les acteurs. Nous appelons cela « 3DEXperience ».

Cela nous amène à l'industrie... Certains parlent de relocalisation, d'autres d'une modification des chaînes d'approvisionnement, pas forcément liée au coronavirus, d'ailleurs...

Oui, rappelez-vous la crise financière de 2008 : les gens ne se souvenaient plus de ce que leurs fonds d'investissement contenaient. Cela a créé une vraie panique. Or on a des « supply chains » qui fonctionnent comme cela aujourd'hui : par habitude, sans que l'on sache vraiment ce qu'il y a dedans. La conscientisation de la manière dont vos produits et services sont rendus disponibles depuis leur création jusqu'à leur production et leur distribution va devenir un critère de différenciation. Cela va permettre d'avoir un bilan « durable » bien meilleur. Les gens vont s'intéresser à la manière dont cela fonctionne réellement. Un réexamen salutaire.

Plus que la crise du coronavirus, c'est donc l'écologie qui est le moteur de ce changement ?

Pour moi, l'écologie et la vie, c'est la même chose. La planète est un environnement confiné. On est déjà en confinement depuis longtemps, en somme... Ces événements vont exiger que l'on appréhende mieux les flux et la gestion de ce confinement. Ce sera une leçon majeure.

Le coronavirus a aussi soulevé la question des données, utilisées massivement en Asie, où l'on a croisé des données de santé avec celles des transports... À qui nos « data » appartiennent-elles ?

C'est un sujet politique avant d'être économique. À partir du moment où vous acceptez de vivre dans un environnement qui est à la fois réel et virtuel, il faut adopter des conventions juridiques du virtuel. Prenons l'exemple des fréquences (radio, télé-

phoniques, etc.)... C'est un patrimoine invisible, mais encadré par des frontières terrestres, aériennes et maritimes. Ce sont les militaires qui nous ont poussés à les protéger, il faut s'en souvenir. Et pourquoi ne ferait-on pas la même chose avec les données ? Prenons l'exemple d'un opérateur de mobilité, de VTC. On lui dit : « Je suis là et je veux me rendre là-bas ». Avant même que le déplacement ait lieu, tout est défini en virtuel. Dans l'ancien monde, cela se faisait en appelant au téléphone. Dans le nouveau monde, c'est quelque chose d'invisible qui représente exactement ce que va être la mission à accomplir. Il est important de savoir qui garde la mémoire de cela.

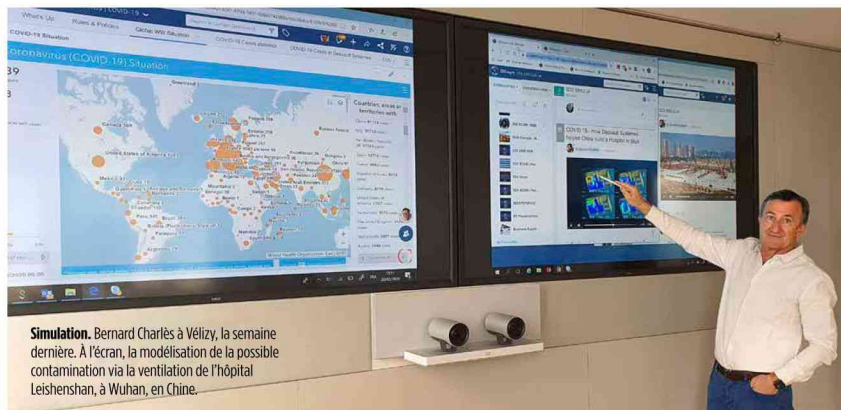
Pour l'instant, ce sont les plateformes...

Exactement, et pourtant toutes les données sont constituées par le mouvement d'un citoyen dans un lieu qui est notre pays, sur des routes construites avec les im-



« La planète est un environnement confiné. (...) Ces événements seront une leçon majeure. »

Virtuel/réel. La modélisation du cœur en 3D vise à faciliter le développement de traitements cardiovasculaires.



Simulation. Bernard Charles à Vélizy, la semaine dernière. À l'écran, la modélisation de la possible contamination via la ventilation de l'hôpital Leishenshan, à Wuhan, en Chine.

poûtes que l'on paye. Pourquoi cette plateforme les garderait pour elle ? Pourquoi ne dirait-on pas à cet opérateur de partager ces données, anonymisées, par exemple pour mieux organiser les transports en commun ? Nous avons mis du temps à réaliser cela, entre huit et dix ans, mais entre-temps, des géants se sont construits. Pour moi, le futur dans la problématique des données, c'est la définition d'un protocole qui s'adapte à toutes les filières. Pour l'instant, en Europe, on a fait le RGPD. Comme d'habitude, on a mis le consommateur avant l'offre. Cela m'agace, mais c'est ainsi.

Ces données ne doivent-elles pas appartenir aux individus, comme le suggère, par exemple, Gaspard Koenig ?

Écoutez, en tant que citoyen français, je bénéficie d'un système de santé formidable, qui prend l'incroyable engagement de venir à mon secours à tout moment de ma vie dès que j'en ai besoin. C'est énorme. Il n'y a aucune raison d'accorder la propriété totale des données liées à cela à la personne privée. Je pense que dans ce monde $V + R$ (virtuel et réel, NDLR) il y a un couplage entre ce dont on bénéficie par le bien commun et les données nécessaires pour que ce bien commun assure son service.

Nous voici donc face à un chef d'entreprise privée qui défend la place du public dans l'économie...

Mais c'est fondamental ! Sinon changeons de paradigme et privatisons les routes ! À partir du moment où il existe des services critiques, comme la distribution de l'énergie, de l'eau, ou encore un système de santé, il y a des précautions à prendre. Cela ne veut pas dire que certaines missions régaliennes ne peuvent pas être assurées par des opérateurs privés missionnés par l'État. Mais il faut arrêter de me dire que les données de santé sont des données personnelles alors que tout le système de santé est un système à financement public.

Et l'échelle de ce bien commun doit-elle être

nationale ou européenne ? Emmanuel Macron parle parfois de souveraineté européenne...

Soyons clairs. C'est avant tout national ! Quand je vois le bazar que nous avons pour mettre en place une défense européenne... Commençons par l'échelon national, il y a un ordre des choses.

Il n'y a pas de politique européenne en la matière ?

Pas encore mais cela commence. Lorsque, en janvier, notre président, Emmanuel Macron, a organisé l'événement « Choose France » à Versailles, j'ai dirigé un groupe de travail sur les données économiques et industrielles dans un espace européen. C'est un patrimoine essentiel pour la compétitivité de nos entreprises qui doit être protégé au niveau régalién. Les choses bougent tout doucement. On a un commissaire européen, Thierry Breton, qui a totalement saisi ces problématiques. Et j'en suis ravi. Mais le parcours sera long.

Vous parlez là des données économiques et industrielles. Aujourd'hui, c'est Amazon Web Services qui se taille la part du lion sur le marché du « cloud » pour les entreprises...

Le problème n'est pas tant Amazon que notre incapacité à traiter des vrais sujets. Enfin, cela avance un peu. Il y a eu un grand plan gouvernemental sur ce point, et vous noterez que le seul qui a fait un vrai cloud souverain, c'est Dassault Systèmes. Les autorités de l'Anssi, qui ont audité de multiples systèmes en France, n'ont pas eu l'ombre d'un doute sur la supériorité en termes de souveraineté sur ce qu'on offrait. Notre avantage, c'est que cela vient de loin.

Pourquoi ?

Au départ, notre cahier des charges était d'offrir des applications collaboratives sécurisées aux industriels de l'aéronautique ou encore l'automobile, via ce que nous appelons notre plateforme 3D Experience. Nous avons décidé de proposer ce type de services au plus ■■■

■ ■ ■ grand nombre, avec 3DS Outscale. D'ailleurs Amazon s'est lancé dans cette voie pour des raisons similaires : il avait développé des services à destination de ses clients dans l'e-commerce. Désormais, quand un client en Europe veut une solution souveraine, avec une garantie de territorialisation des données, il la trouve chez nous, et sans une seule technologie américaine.

Une PME a-t-elle les moyens de s'offrir une plateforme Dassault Systèmes ?

Oui, aujourd'hui, notre structure de coût est inférieure à celle d'Amazon... Notre plateforme, avec des avantages comme la gestion des documents, mais aussi la messagerie, et des outils collaboratifs, tout cela ne coûte que 37,50 euros par personne et par mois.

Dassault Systèmes se développe dans la santé.

Cela fait dix ans que vous parlez de virtualisation du corps humain... C'est possible ?

On sait virtualiser à peu près tous les organes du corps humain. Le modèle de fonctionnement du cœur, tant sur le plan musculaire, des tissus ou encore des signaux électriques, est très bien maîtrisé. Au point que le médecin le plus avancé en chirurgie cardiaque de l'hôpital des enfants malades de Boston fait toutes ses simulations sur notre plateforme avant de passer au bloc opératoire. Et il a montré que dans 95 % des cas il avait le résultat exact de sa chirurgie. Nous modélisons également le fonctionnement du cerveau tout comme celui de la peau. On a beaucoup travaillé sur la représentation du génome et des cellules humaines.

Vous pouvez aussi simuler l'effet de médicaments ?

Nous pensons qu'à terme nous pouvons améliorer de manière colossale la mise au point de nouveaux médicaments. Je vous rappelle que les ordres de grandeur sont, pour une nouvelle molécule, de 1 milliard de dollars et de sept à huit ans. Il s'agit aussi de diminuer les risques. Quand on regarde par ordre décroissant les causes de décès dans le monde, vous trouvez assez haut les accidents médicamenteux, les erreurs de traitement, etc. Beaucoup plus haut que les accidents d'avion, alors qu'il y a un siècle ce mode de transport paraissait incroyablement dangereux. La baisse de ce facteur a motivé mon engagement dans la modélisation de la vie.

C'est pour cela que vous avez acquis Medidata ?

Oui, car ils collectent des données d'essais cliniques. Il s'agit de connecter des faits avec des hypothèses. Donc on veut utiliser cette plateforme pour qualifier l'efficacité et le risque d'un médicament. Environ 60 % des essais cliniques mondiaux sont faits avec Medidata. Quelque 15 des 20 molécules les plus importantes au monde vendues aujourd'hui ont été faites en essai clinique avec Medidata. Jusqu'ici, cette plateforme a été utilisée en avance de phase pour avoir l'autorisation de mise sur le marché, c'est ce qu'on appelle les essais cliniques.

Et donc, vous nous dites que vous mettez cette plateforme à la disposition des pouvoirs publics

français face au Covid-19 ?

Ce que nous avons proposé au ministère de la Santé, c'est utiliser cette plateforme en direct pour évaluer les traitements en cours sur les patients, alors qu'aujourd'hui les résultats sont collectés sur des feuilles de papier. Et c'est facile, elle est disponible sous la forme d'une application pour n'importe quel téléphone portable. Nous avons trouvé un personnel hospitalier prêt à jouer le jeu. Cela ne va pas peut-être pas régler la chose, mais sans doute permettre de gagner du temps avec des données qualifiées et souveraines. Et, à court terme, cela peut augmenter la productivité des praticiens.

Au-delà de la plateforme pour collecter les données, on comprend que vos solutions sont utilisées pour la recherche sur le Covid-19...

À propos du Covid-19, les solutions de tests cliniques de Medidata sont utilisées pour les 7 ou 8 projets clés où nous avons rassemblé des chercheurs du niveau mondial. On a fait en quelques jours ce qu'une entreprise « normale » met un an à un an et demi à faire. Je ne peux pas vous dire grand-chose pour l'instant car nous ne sommes pas seuls dans ce projet. Mais aux États-Unis plusieurs acteurs du secteur comme Moderna sont

en train de changer les règles. Les modèles virtuels peuvent déjà nous permettre d'aller plus loin.

On a l'impression, lorsqu'on s'intéresse aux travaux des chercheurs de l'EPFL par exemple, que la virtualisation du cerveau est la dernière frontière...

À l'Institut du cerveau et de la moelle épinière est hébergé une start-up, Bio-Serenity, qui a mis au point un bonnet qui observe le fonctionnement cérébral en fonction du sommeil. On a pris une participation dans la start-up et on modélise les données. Bienvenue dans le monde « *from things to life* » (des objets à la vie). À peu près tous les objets utilisés dans votre vie courante ont été modélisés une fois ou l'autre par nos logiciels. Nous voulons maintenant le faire pour la vie.

Il y a une charge symbolique dans tout cela, Frankenstein n'est pas loin... En avez-vous conscience ?

Bien entendu. Notre action est toujours centrée sur la prise en compte de l'être humain. Combien d'opérations de la hanche ou du genou avec une prothèse S, M, L ou XL, alors que l'on pourrait mettre au point des prothèses sur mesure qui ne font pas du tout souffrir ? Il nous faut donc industrialiser un métier pointu où les grands spécialistes ont encore du mal à collaborer.

Vous semblez toujours très optimiste...

Je ne devrais pas être en vie, donc je remercie le Ciel tous les jours. Je n'ai pas d'angoisse.

Pourquoi ne devriez-vous pas être en vie ?

Je n'aurais pas dû survivre à la naissance. J'ai eu de la chance. Ma maman me l'a bien expliqué. Depuis, chaque jour est un jour nouveau, comme le dirait Sempé. Et chaque crise est une opportunité de changer les choses ■

**« Nous avons
proposé au minis-
tère de la Santé
d'utiliser Medidata
pour évaluer les trai-
tements en cours. »**

Et si l'on continuait à télétravailler ?



Attends, tu ne vois pas que je bosse, là ?

Organisation. Des millions de salariés sont confinés et triment de chez eux. Vers une révolution du travail ?

PAR BEATRICE PARRINO

Cela ne vous étonnera certainement pas, chère lectrice, cher lecteur : en ces temps de Covid-19, cet article a été écrit par une journaliste en télétravail qui n'a interrogé que des personnes en télétravail, avec en arrière-fond des bruits de casseroles ou d'enfants. Le tout a été ponctué – ou interrompu – par des mails, des vidéoconférences, des téléconférences, des messages reçus sur Slack et émis par des confrères... Dring. L'auteure de ces lignes a failli se noyer, emportée par cette vague d'informations numériques, jusqu'à ce qu'un collègue lui suggère de télécharger

une « super appli », Rambox, permettant d'agréger toutes les messageries nécessaires à un bon télétravail sur une seule plate-forme...

Enthousiasmant ? Allez, on préserve l'anonymat, mais on vous rapporte ces propos tenus par un journaliste du *Point* qui nous a dit, via Google Meet, être « heureux de ne plus mettre les pieds au bureau », et ceci encore d'un autre collègue : « C'est l'horreur, vivement le retour au Barjac [l'immeuble où est installé *Le Point*, à Paris]. En fait, à quelle heure on arrête de bosser ? » Impossible de lui répondre, car cette conversation sur WhatsApp a été interrompue par Jean-Claude Delgènes, fondateur du cabinet Technologia, spécialisé dans la qualité de la vie au travail et aussi économiste expert en organisation du travail, qui nous appelle « à l'ancienne », par téléphone. À l'autre bout du fil, le voici qui nous dit : « Les vannes du télétravail ont été ouvertes. » Vont-elles se refermer ?

C'est très précisément le 17 mars que tout a démarré pour des millions de salariés français. ■■■

Les applications indispensables au télétravailleur

 <p>Cet outil permet un peu tout : partage de documents, visioconférences, etc. Le cours de cette entreprise américaine explose depuis le début de la crise sanitaire en Chine.</p>	 <p>Très prisée par les entreprises (dont <i>Le Point</i>). Elle permet de téléphoner, de chatter et d'échanger des fichiers.</p>	 <p>C'est l'outil de visioconférence en ligne par excellence.</p>	 <p>C'est un outil de paie et de ressources humaines qui permet aussi de suivre la productivité des salariés.</p>	 <p>C'est la plateforme collaborative du géant américain. Jusqu'à présent, elle était boudée par les entreprises.</p>	 <p>C'est la plus informelle des applis dans le monde du travail, même si elle propose une bonne sécurisation des échanges. On l'adore entre collègues.</p>
---	--	--	--	--	--

■ ■ ■ Du jour au lendemain, d'accord ou pas d'accord, préparés ou pas préparés, équipés ou pas équipés, ils se sont retrouvés chez eux à travailler, loin de leur bureau, de leurs habitudes et parfois au milieu de leurs enfants et/ou de leurs aînés. Tout cela pour limiter la propagation de cet affreux Covid-19. Depuis le début du confinement, le ministère du Travail le répète à l'envi : 4 Français sur 10 sont en mesure de télétravailler, soit potentiellement 12 millions de personnes. *« Ce chiffre est un peu exagéré, certainement pour encourager les entreprises à franchir le pas »*, estime Jean-Claude Delgènes.

Jusque-là, le télétravail, c'est à dire le fait de travailler en dehors des locaux de l'entreprise, et donc pas forcément chez soi, était pratiqué quelques jours de-ci de-là par 1,8 million de personnes en 2017, selon une étude récente de la Dares, la direction statistique du ministère du Travail. Mais, au regard de la structure des métiers exercés en France, on peut estimer que ce serait quelque 4 millions de salariés dans le privé et 6 millions dans le public qui pourrait pratiquer déjà cette forme de travail.

Le télétravail massif allait-il finir par convaincre les entreprises et les salariés d'y passer définitivement à l'issue de la crise sanitaire ? L'expérience, si douloureuse soit-elle, a le mérite de montrer que c'est techniquement possible. En 2016, pourtant, une entreprise sur deux interrogées par Forum vies mobile, un think tank de la SNCF, estimait qu'elle n'était pas en mesure *« de mettre en œuvre ces changements avant au moins dix ans »*, soit au mieux en 2026. L'épisode sanitaire que nous traversons a aussi le grand défaut de se jouer dans des conditions loin d'être optimales pour les salariés. Ne vont-ils pas plutôt se dire : *« Plus jamais ça »* ?

Depuis les années 1970, avec l'émergence des technologies de l'information et des communications, on

nous promet une grande migration des travailleurs des bureaux vers leur domicile ou autre refuge. L'entreprise américaine AT & T prédisait même qu'une très grande majorité des salariés américains télétravailleraient en 1990. Nous sommes trente ans plus tard et, même en période de Coronavirus, nous n'atteignons pas un tel niveau de télétravail. *« De Gaulle disait du Brésil que c'est un pays qui aura toujours un grand avenir devant lui, je dirai la même chose du télétravail. C'est un vieux serpent de mer qui resurgit au rythme des améliorations technologiques. Il peut sembler évident, voire pas bête, car il permettrait de régler des problèmes liés aux déplacements, mais en même temps, on voit que le phénomène ne décolle pas. Cela risque de rester une utopie »*, souligne Alain Rallet, économiste et professeur émérite à l'université Paris-XI Sud et membre du laboratoire d'économie-gestion RITM (Réseaux innovation, territoires et mondialisation) de cet établissement.

Quelques rares études académiques isolent les obstacles à la mise en place du télétravail dans les entreprises. La liste est longue. Pêle-mêle : la formation des managers, le coût des formations, l'attachement au travail des salariés (oui !), la peur d'être loin du cœur de ses supérieurs hiérarchiques et des bruits de couloir en cas de crise dans l'entreprise, les surcoûts liés aux installations informatiques à domicile, la sécurisation des données, la protection de la vie privée, les infrastructures irréprochables et non dépendantes de l'étranger, etc. *« Le développement technologique et la crise actuelle ne feront donc pas forcément tomber tous les freins au télétravail, mais ils en ont certainement levé beaucoup »*, explique Cécile Aubert, professeure des universités à Bordeaux et chercheuse associée à l'école d'économie de Toulouse. Sans surprise, les plus grands fans de télétravail sont ceux qui ne peuvent guère faire autrement : les indépendants et

« Le développement technologique et la crise actuelle ne feront pas forcément tomber tous les freins au télétravail, mais ils en ont levé beaucoup. » Cécile Aubert

les salariés les plus autonomes, les cadres résidant dans des métropoles.

Mais il y a une question qui nous taraude dans l'Hexagone plus qu'ailleurs : sommes-nous moins productifs loin de nos bureaux ? Autrement dit, sommes-nous plus paresseux en exerçant en pyjama qu'en costume-cravate ? Il semblerait que non : selon le cabinet Technologia, nous serions plus allants, car moins stressés grâce à des temps de transport réduits. Une étude de l'Insee publiée en 2019 montre aussi que les journées de travail sont plus longues à la maison qu'en entreprise. Ce qui n'est pas forcément constitutif d'une plus grande productivité !

Discriminations. « Ce confinement peut permettre de banaliser le télétravail, d'éduquer les salariés et les managers. Mais, à la fin de l'épidémie, les entreprises qui décideront de s'y lancer plus en profondeur devront refonder leur organisation. Le télétravail, c'est quelque chose de dynamique, ce n'est pas simplement un salarié qui reste chez lui. Il est là, il a sa place au bureau. Il faut donc penser les choses de manière systémique, organiser les espaces de travail, les fournitures d'informatique, de matériel, la gestion des ressources humaines. Le management ne peut pas être autoritaire, cela ne marcherait pas. Des personnes pourraient décrocher et partir, c'est l'entreprise qui perdrait des compétences », prévient Jean-Claude Delgènes.

Autre sujet, à ne pas sous-estimer : la naissance de nouvelles discriminations. Comme celle liée aux logiciels imposés aux salariés. Ces fameux Slack, Google Meet, Zoom, etc., dont raffolent les sociétés pour leur communication interne, ne sont pas toujours maîtrisés par les plus anciens. Il y a aussi le risque de fracture sociale, car, par essence, tous les métiers ne peuvent pas passer sous le régime télétravail. Cela pourrait d'ailleurs tourner rapidement à la lutte des classes. On le voit avec ces caissières, employés de banque, postiers, pas très bien payés, obligés de travailler en pleine pandémie, quand les cols-blancs, souvent mieux rémunérés, sont chez eux, bien au chaud. Ce dirigeant de la grande distribution alimentaire le reconnaît, cela pourrait compliquer à terme la vie interne de son entreprise : « Cette crise laisse à penser qu'il y aurait deux types de population chez nous : les plus modestes, qui seraient exclusivement dans les entrepôts et les magasins, et les plus nantis, qui bossaient en temps normal au siège, et pourraient en temps de pandémie se planquer à la maison ou à l'île d'Oléron. » Le télétravail pourrait aussi être un amplificateur d'inégalités pour les générations futures. Des études très sérieuses montrent que les condi-

tions de logement influent sur l'éducation des enfants. Il y a ainsi de fortes probabilités pour que l'enfant d'un salarié bien payé, disposant d'une pièce dédiée dans son habitation pour télétravailler, réussisse mieux à l'école que l'enfant d'un salarié, tout en bas de l'échelle des salaires, squattant la cuisine pour en faire de même.

Le déclenchement ou l'envie d'une bataille sociale n'avait jamais effleuré l'esprit des promoteurs du télétravail, car, pour eux, il n'a jamais été considéré comme un instrument d'amélioration de la vie en entreprise. Dès le premier choc pétrolier, leur objectif était de réduire les déplacements. Et c'est ainsi que

le télétravail est devenu un sujet de politique publique, d'aménagement du territoire. On a commencé à imaginer un télétravail hors des bureaux, mais loin aussi du domicile. En périphérie des villes et dans les quartiers d'affaires, on a vu dans les années 1990 des télécentres – ce qu'on appellerait au XXI^e siècle des espaces de coworking – sortir de terre à coups de subventions. Parfois austères, parfois ressemblant à un café de Brooklyn, ils abritent des bureaux partagés par des salariés de différentes entreprises.

Mais au-delà du constat que ces espaces peuvent être incroyablement vides, les bénéfices du télétravail sur les déplacements n'ont jamais été prouvés. Il y aurait même un effet « rebond », c'est-à-dire que les gens utiliseraient ce temps gagné à ne pas prendre les transports pour aller au boulot pour se rendre... ailleurs. Adieu la décongestion du trafic, adieu la réduction de la pollution... L'effet n'est pas forcément

positif ! « Peut-être qu'on n'a pas pris ce sujet par le bon bout », avance Alain Rallet. En effet, jusqu'ici, rien n'a été pensé pour créer de l'engouement pour le télétravail, repenser les investissements en termes d'infrastructures, redistribuer la main-d'œuvre loin des grandes villes, en profiter pour contenir les prix de l'immobilier... Pourtant, l'État a un rôle à jouer. « Pour maximiser l'impact écologique du télétravail, il doit par exemple identifier des zones géographiques qui peuvent facilement être desservies en train avec une fréquence assez élevée, assez tôt le matin et assez tard le soir. Afin d'anticiper et de créer une demande, plutôt que de réagir à une situation d'engorgement du Grand Paris », souligne Cécile Aubert au téléphone. Dring. Un nouveau message s'affiche sur notre écran, un bon vieux mail écrit par un collègue. Qui se termine inévitablement par cette question : « Ten penses qu'il du télétravailler ? » Ce ne sera pas si simple de continuer à télétravailler massivement, et même de manière ponctuelle : soit on persiste à en rêver soit on change tout. Dring ■



Je finis mon One to One et je vous rappelle.



Iconoclaste. Le professeur Didier Raoult, spécialiste des maladies infectieuses, dans son bureau de l'IHU Méditerranée-Infection, qu'il dirige, à Marseille, le 26 février.

Didier Raoult, professeur rebelle

Géo Trouvetou. Citées par Donald Trump et Elon Musk, les recherches de l'éminent infectiologue suscitent désormais davantage d'espoir que d'agacement. Portrait.

PAR GWENDOLINE DOS SANTOS ET CAROLINE TOUREB

En ce mois de février, alors que la Chine est en guerre contre un nouveau virus qui ne semble pas encore faire trembler l'Europe, l'un des meilleurs infectiologues de la planète se penche sur la littérature scientifique chinoise. Didier Raoult, qu'aucun virus n'a jamais fait trembler, remarque une donnée majeure en explorant les travaux d'un spécialiste chinois des coronavirus, l'éminent Zhong Nanshan, pneumologue, épidémiologiste et surtout l'un des découvreurs du virus du Sras en 2003. Selon ce dernier, la chloroquine a permis de contrer le SARS-CoV-2 (le coronavirus actuel) chez 100 patients en réduisant le portage viral, soit la période pendant laquelle le virus est détectable dans l'organisme. De son propre aveu, Raoult n'a rien inventé sur ce coup-là, tout chef du grand institut hospitalier universitaire (IHU) Méditerranée-Infection de Marseille qu'il soit. L'homme voue une grande admiration aux scientifiques chinois : « Ces sont les premiers producteurs de science au monde. Ils sont passés devant les Américains. Le monde a basculé. On n'a pas fini d'avoir des surprises avec la Chine, ils sont les seuls à investir massivement dans le domaine de la virologie. »

Pour lui, l'évidence est là, la chloroquine est la piste à explorer au plus vite. D'autant que cette chloroquine, il la connaît bien. Cette molécule antipaludéenne date de Mathusalem. « Elle a été avalée des milliards de fois, je l'ai moi-même prescrite à des milliers de patients », assure-t-il. En effet, voilà trente ans qu'il s'en sert pour la fièvre Q et la maladie de Whipple, causées par des bactéries qui s'introduisent dans les cellules à la ma-

nière des virus. Ni une ni deux, il alerte le monde pas assez curieux pour « s'intéresser suffisamment à la littérature scientifique chinoise, peut-être parce qu'elle est chinoise, je ne sais pas ».

Évidemment, il le fait à la façon Raoult. Tonitruante. Une vidéo est mise en ligne le 25 février sur le site de son institut avec un titre choc : « Fin de partie ! », devenu depuis : « Coronavirus : vers une sortie de crise ? » Sur l'écran, il apparaît force tranquille, avec son allure de savant fou, barbe indisciplinée et cheveux longs, mi-druide mi-chanteur de ZZ Top, pour annoncer « une nouvelle très importante, un scoop de dernière minute » : la chloroquine fonctionne sur le nouveau coronavirus, « il y a une amélioration spectaculaire sur tous les cas cliniquement positifs (...), c'est une excellente nouvelle, c'est probablement l'infection respiratoire la plus facile à traiter de toutes ». Et de conclure, sous les rires des étudiants : « Faites attention, il n'y aura bientôt plus de chloroquine dans les pharmacies. » Le ton est donné. Sa prestation devient virale (un comble !). Voilà enfin le monde alerté sur son intuition. Que n'avait-il fait ? Une partie de la communauté scientifique s'arc-boute, crie au scandale... Les spécialistes dans la presse, les chercheurs sur les réseaux sociaux se retrouvent tout à coup plus occupés à démolir l'homme et ses méthodes qu'à parler du fond de son propos. Il a secoué « les Parisiens qui sont tous en train de parler du vaccin et d'on ne sait quelle autre multitude d'antiviraux à l'essai et hors de prix sur les plateaux télé. Ceux qui s'autoproclament experts et que les journalistes admettent comme tels... Mais regardez leurs publications ! » son martèle-t-il.

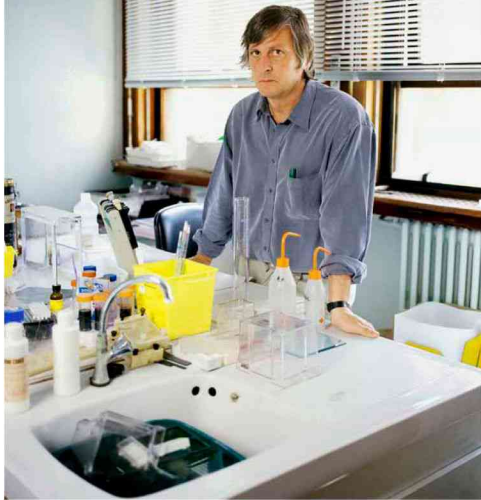
Fake news ! C'est ainsi que sa piste de la chloroquine sera estampillée partout, y compris sur le site du ministère de la Santé avant que la mention ne disparaisse très vite. « Souvent, on me prend pour un fou, j'ai l'habitude, je les laisse parler. » N'empêche qu'il n'a plus vraiment le choix, il doit prouver ce qu'il avance. Cela tombe plutôt bien, car il n'est pas du genre à lâcher son os – les défis, c'est son dada. Malgré ses frasques, et sans doute grâce à son CV hallucinant, il retrouve l'oreille du ministère de la Santé avec le départ d'Agnès Buzyn. Personne n'a encore parlé de la chloro- ■■■

■ ■ ■ quine au nouveau ministre. Une ignorance vite réparée par Raoult, lui-même, qui échange régulièrement avec Olivier Véran au téléphone. En dépit de l'agitation de ses confrères autour de ses méthodes, le Marseillais est invité à rejoindre le comité d'experts scientifiques du ministre, ces 11 apôtres chargés d'éclairer la décision publique face à la propagation de la maladie Covid-19. Et force est d'admettre que, au milieu de cette brochette de scientifiques bien sages et de belle tenue, Raoult fait quand même figure d'ovni.

Si la chloroquine n'avait pas encore obtenu les faveurs de l'OMS – ni celles de l'Europe, ni celles de la France – pour figurer parmi les molécules à tester en priorité, elle était depuis des semaines recommandée dans les protocoles chinois, iraniens, coréens... Début mars, Raoult obtint le feu vert du ministre pour réaliser un premier essai clinique. S'il veut être suivi, il doit produire des résultats, des vrais, des solides. La France exige de la bonne science et ne se contentera pas de ses élucubrations en vidéo, si enthousiasmantes soient-elles. « *Raoult, c'est le Gérard Depardieu de la science, on l'adore, c'est un génie dans son domaine, mais il peut aussi faire hurler avec des prises de position sans nuances, parfois sans arguments, qui, toujours, le mettent en avant* », nous confie un chercheur. « *Il est capable du meilleur comme du pire* », relève un autre. Une chose est sûre, l'homme semble avoir beaucoup d'influence. Il peut vite rendre la vie difficile à ceux qui le critiquent. Voilà qui explique sans doute pourquoi les chercheurs et les médecins que nous avons contactés n'ont pour la plupart accepté de témoigner qu'à condition de rester anonymes.

Franc-tireur. Depuis des années, ses prises de position tapageuses hérissent le petit monde confiné de la science – et pas que. Au *Point*, on en sait quelque chose. Nous avons publié dans nos colonnes pendant plusieurs années des dizaines de tribunes du Pr Raoult, et les courriers enflammés de lecteurs mécontents nous l'ont appris. Jouer les francs-tireurs, y compris en dehors de son périmètre, c'est aussi sa spécialité. Comme lorsqu'il monte au créneau sur le réchauffement climatique, en 2013, dans une chronique du *Point*, déclarant que « *la planète ne se réchauffe plus depuis 1998. Jusqu'à cette date, le réchauffement brutal était lié à un phénomène météorologique : El Niño* ». Une vision en totale opposition avec les données du Giec, le groupement de chercheurs internationaux qui élabore en toute transparence et avec le plus grand sérieux un consensus scientifique sur le climat. Giec ou pas Giec, lui, il s'en fiche !

Naviguer à contre-courant, il le fait depuis toujours. À l'école, c'était un cancre, ses bulletins étaient pitoyables. Le petit génie né à Dakar, au Sénégal, est rentré en France à 10 ans. Pendant cette première décennie, il a avalé, comme bon nombre de Français des colonies, justement, de la chloroquine à gogo, histoire de se protéger du paludisme. Rentré pour s'installer à Marseille, ce fils d'un médecin militaire et d'une infirmière n'était-il pas destiné à devenir médi-



Récompense. En 2002, Didier Raoult reçoit le prix d'excellence de la Société européenne de microbiologie clinique et de maladies infectieuses.

Repères

13 mars 1952
Naissance à Dakar.
1984 Crée le laboratoire des rickettsies, qui a isolé 20 % des bactéries connues chez l'homme.
1991 Dirige le laboratoire de bactériologie-virologie de l'hôpital de la Timone, à Marseille.
2003 Découverte du premier virus géant.
2007 Nommé directeur de l'IHU Méditerranée infection, à Marseille.
2010 Grand Prix Inserm.
2016 Découverte chez des virus géants d'un système de défense inédit.

cin ? Pensez-vous. À l'heure où l'on jette des pavés dans le Paris de 1968, l'indomptable s'en va voguer sur un navire de la marine marchande. De retour à terre, voilà qu'il se met enfin en tête de passer son bac, en candidat libre, évidemment, mais surtout il ne choisit pas un bac scientifique... mais littéraire. Après avoir boursingué pour échanger sa soif de connaissances, il se décide enfin à faire médecine sous la pression de son père. Ses études réussies, un post-doc aux États-Unis, brillant, remarqué, lui vaut une proposition de poste au CDC, le prestigieux centre de contrôle des maladies américaines. Un poste absolument impossible à refuser ! Alors, bien entendu, il décline. C'est Raoult.

Nous sommes au début des années 1980. Il veut travailler en France, au pays de Pasteur, lui, le grand « *pasteurien de la première heure* », tel qu'il aime à se décrire. Le rouleau compresseur Raoult est en marche. Il use les paillasses de Marseille et écrase tout sur son passage. Il s'intéresse aux rickettsies, une famille de bactéries dont certaines peuvent déclencher le typhus, et devient en moins de temps qu'il ne faut pour le dire le grand spécialiste mondial du sujet. Des bêtises pour lesquelles il crée son premier labo – il a 32 ans. Ses équipes grossissent. Aujourd'hui, l'IHU Méditerranée-Infection, qu'il dirige, rassemble 700 collaborateurs. Chaque année, plus d'une centaine d'étudiants étrangers venus de partout – surtout d'Afrique, continent qu'il affectionne – arrivent pour compléter ses bancs. Il s'entoure de jeunes équipes qu'il envoie inlassablement à la conquête des mondes engloutis des microbes. « *C'est l'époque de Christophe Colomb, on est en train de découvrir l'Amérique* », fanfaronne-t-il.

GEOFFROY MATTEU/OPHELI LEBLANC - ANTOINETTE/REX



Espoir. Le Pr Didier Raoult, entouré de son équipe, en 2014, étudie deux cas de patients guéris spontanément de l'infection du VIH.

La méthode paie. Le *Guinness Book* marseillais se remplit. La découverte du premier virus géant, c'est lui. Le premier virus virophage, c'est lui. La plus grosse bactérie, c'est lui. La plus grosse archée, c'est encore lui. Le premier à cultiver la bactérie à l'origine de la maladie de Whipple, ce que personne n'était parvenu à faire en un siècle, c'est encore et toujours lui. Enfin, pas seulement lui : les quelques autres brillants esprits avec qui il collabore y sont pour quelque chose... Et, son palmarès flamboyant, il le doit aussi aux machines. Car Didier Raoult, c'est un fou de technologie. Constamment, il fait la course à l'armement. Les meilleurs instruments, il remue ciel et terre pour les obtenir. « J'ai eu le premier séquenceur automatique dans un laboratoire clinique en 1992. J'aime les nouveaux outils. À chaque fois que je les utilise, je vois une partie du monde qu'on ne voyait pas avant. » Et c'est ainsi qu'il est aujourd'hui à la tête du laboratoire le mieux équipé de France. « 40 % des bactéries chez l'homme ont été découvertes chez nous. On était tout seuls, mais maintenant les gens ont compris », s'amuse-t-il. Car c'est aussi cela, la méthode Raoult : s'amuser. « Dans la recherche, il faut s'amuser. Il faut de la créativité, de l'inventivité, découvrir ce que personne n'a jamais découvert, c'est ce qui est joyeux. Si on n'invente pas, si on ne s'amuse pas, si on commence à faire des choses répétitives, à regarder ce que font les autres, on finit avec une cravate dans les commissions en tout genre », prévient celui qui a reçu le Grand Prix de l'Inserm en 2010.

Mais il existe un revers bien moins reluisant à la médaille. Si lui semble s'amuser, certains membres de son équipe en ont plein les bottes. « Son laboratoire est une caricature de mandarinat, avec des pressions et des brimades terribles », confie un scientifique qui lui a beaucoup côtoyé. En 2017, une lettre rédigée par 12 ingé-

nieurs de recherche – qui resteront anonymes – dénonce une situation « insupportable et dégradante » qui « provoque un mal-être au travail ». « Nous sommes cantonnés à un rôle d'exécutants devant réaliser des expériences commandées par la hiérarchie, même quand nous les savons vouées à l'échec ou inadaptées à la problématique scientifique posée (...). Aucun droit ne nous est reconnu quant à la paternité du travail réalisé », écrivent-ils encore. En effet, Raoult signe avec ses équipes des centaines de publications chaque année, et nombre de ses collègues se demandent comment il est possible qu'elles soient toutes réalisées dans les règles de l'art ou comment il a le temps de toutes les lire. En 2006, son laboratoire a même été rattrapé par le col pour des erreurs grossières dans certaines publications. Fraude scientifique ou manque de rigueur ? Malgré ses justifications et celles de ses cosignataires, Didier Raoult se retrouve interdit de publication pendant un an par l'American Society for Microbiology, une société de recherche qui contrôle les journaux scientifiques les plus prestigieux du domaine. Chez Raoult, visiblement, on ne fait pas de recherche sans casser des éprouvettes.

Mécréant. Revenons à son tout dernier coup d'éclat. Peut-être le plus retentissant de sa carrière. Retentissant en France, évidemment. Mais pas seulement. Le 16 mars, une nouvelle vidéo est mise en ligne sur le site de son institut. Le « *Depardieu de la science* » continue son cinéma. Silence, on tourne : il annonce les résultats de son étude sur 24 patients. Bonne nouvelle : la chloroquine, ça marche ! Coupeur. Le jour même, un tweet de l'homme aux 32,5 millions d'abonnés, le milliardaire patron de Tesla et de Space X, Elon Musk, apparaît : « Il va peut-être falloir prendre la peine d'envisager la chloroquine pour traiter le Covid-19. » Et les labos pharmaceutiques de commencer à s'agiter. Sanofi annonce qu'il offre aux autorités françaises du Plaquenil (médicament à base d'hydroxychloroquine, une molécule cousine de la chloroquine) pour soigner 300 000 malades, le géant du générique israélien Teva suit le mouvement et enchérit en proposant 10 millions de doses aux hôpitaux américains. Qui dit mieux ? Le ministre de la Santé, Olivier Véran, indique qu'on accélère le rythme en France : « J'ai pris connaissance des résultats et j'ai donné l'autorisation pour qu'un essai plus vaste par d'autres équipes puisse être initié dans les plus brefs délais sur un plus grand nombre de patients. » Le 19 mars, invité dans une des émissions phares de la chaîne américaine controversée Fox News, Gregory Rigano, chercheur à Stanford, enjoint le président Trump d'autoriser illico l'utilisation de l'hydroxychloroquine contre le nouveau coronavirus. Citant les résultats de l'essai d'un professeur du sud ■■■

« Raoult, c'est le "Gérard Depardieu de la science", on l'adore, c'est un génie dans son domaine, mais il peut aussi faire hurler avec des prises de position sans nuances. » Un chercheur

■■■ de la France, un certain Didier Raoult. Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Trump s'empresse d'annoncer lors d'une conférence de presse : « *Nous allons pouvoir rendre ce médicament disponible quasi immédiatement* ». Et paf ! Promesse un peu rapide que la Food and Drug Administration (FDA), l'agence qui supervise la commercialisation des médicaments outre-Atlantique, s'empresse de tempérer. Stephen Hahn, le dirigeant de la FDA, appelle à ne pas donner de « *faux espoirs* » aux patients avant que le médicament ne soit complètement testé et validé, et confirme la mise en place d'un essai clinique étendu. Mais la vague Raoult a déjà noyé les États-Unis. Le twittos le plus frénétique de l'Amérique surenchérit le 21 mars dans deux messages présidentiels : « *HYDROXYCHLOROQUINE & AZITHROMYCINE, prises ensemble, ont une réelle chance de changer le cours de l'histoire de la médecine. La FDA a déplacé des montagnes. Merci ! J'espère qu'elles seront toutes les deux (...) mises à disposition IMMÉDIATEMENT. LES GENS MEURENT, IL FAUT FAIRE VITE ET QUE DIEU VOUS BÉNISSE TOUS !* » Notre chercheur, qui ne croit en rien, ne sera pas particulièrement touché par les derniers mots. « *Je suis sans doute l'homme le plus mécréant que vous connaissez* », nous confiait-il.

Dans le détail, qu'est-ce que cette fameuse chloroquine, qui a créé un tsunami ? Bon marché, cette molécule utilisée depuis la Seconde Guerre mondiale est dérivée de l'écorce d'un arbre, *Cinchora officinalis*, comme la quinine, un antipaludéen vieux de plusieurs siècles. Officiellement, la chloroquine et son dérivé (l'hydroxychloroquine) ne sont autorisés que pour le traitement curatif et préventif du paludisme, mais aussi dans certaines maladies auto-immunes (polyarthrite rhumatoïde, lupus...). Par quel truchement biologique ce vieux remède pourrait-il donc être efficace sur le tout neuf coronavirus ? En agissant sur l'acidité du milieu dans lequel le virus prospère. « *Quand le virus va rentrer dans la cellule, il va utiliser un processus qu'on appelle la fusion. Cette fusion a lieu si le milieu est acide. Or la chloroquine empêche cette acidification et donc la fusion. Cela a été montré, en labo, sur des cellules mises au contact du virus SARS-CoV-2. En présence de chloroquine, pas de fusion donc pas d'infection* », détaille Bruno Canard, directeur de recherche au laboratoire Architecture et fonction des macromolécules biologiques (CNRS, université d'Aix-Marseille).

Voilà pour la théorie. Cela n'empêche pas de faire bondir nombre d'infectiologues qui voient resurgir cette chloroquine à chaque épidémie. On leur a fait le coup avec la dengue, le zika, le chikungunya. « *En laboratoire, cela fonctionne, mais, quand on a essayé sur des modèles animaux ou sur des malades, le traitement n'a*

pas montré d'efficacité phénoménale », continue Bruno Canard. « *Ce qui ne veut pas dire qu'elle ne marchera pas sur ce nouveau virus* », reconnaît-il.

Précisément, quelles sont les données disponibles sur le SARS-CoV-2 à la sauge chloroquine ? Il faut admettre que les données chinoises sont très parcellaires. Publiée le 19 février par le département de pharmacologie de l'université de Qingdao, elle affirme que 500 milligrammes d'hydroxychloroquine deux fois par jour pendant dix jours suffisent pour lutter contre la pneumonie provoquée par le SARS-CoV-2. Rien en revanche sur la toxicité et les effets secondaires potentiels (troubles ophtalmologiques, cardiaques, neuropsychiatriques, gastro-intestinaux, hépatobiliaires, hématologiques et dermatologiques). C'est ennuyeux, d'autant que l'étude ne comporte pas de données cliniques précises, ne mentionnant que la taille de la cohorte, « *plus de 100 patients* ». Impossible sur cette base de conclure !

Ses ouvrages aux titres évocateurs

La Vérité sur les vaccins, avec Olivia Recasens (Michel Lafon, 2018).

Mieux vaut guérir que prédire (Michel Lafon, 2017).

Arrêtons d'avoir peur ! (Michel Lafon, 2016), aussi au format poche (J'Ai Lu, 2019).

Votre santé. Tous les mensonges qu'on vous raconte (Michel Lafon, 2015).

Dépasser Darwin (Plon, 2010).

Épidémies. Vrais dangers et fausses alertes (Michel Lafon, parution le 25 mars 2020).

Pionnier. Et l'étude marseillaise sur 24 patients, qu'est-ce que ça donne ? Au bout de six jours de traitement par Plaquenil, à raison de 600 milligrammes par jour (deux fois moins que la dose employée en Chine), seulement 25 % des patients sont encore porteurs du virus, la proportion étant de 90 % pour ceux qui n'ont pas reçu de traitement. Des données encourageantes a priori. Mais si on entre dans le détail, ça coïncide. Tout d'abord, et avant tout, il s'agit d'un essai sur un tout petit groupe. Ensuite, les patients ont été traités avec de la chloroquine seule ou avec de la chloroquine associée à un antibiotique, l'azithromycine, qui semble améliorer l'effet, mais face à un groupe témoin non traité et non face à un groupe ayant reçu un placebo. Ce n'est donc pas un essai dit « en double aveugle », le graal d'une bonne évaluation clinique.

Le Pr Jean-Paul Stahl, chef du service de médecine Infectieuse au CHU de Grenoble, pointe d'autres biais méthodologiques. « *On ne sait pas si la charge virale baisse grâce au traitement ou si elle aurait de toute façon baissé naturellement chez ces patients* ». Surtout, Didier Raoult observe certes une baisse de la charge virale, mais semble-t-il à partir de prélèvements dans le nez. « *Mais pour les malades les plus graves, il est de plus en plus clair que le prélèvement nasal n'est plus approprié pour chercher le virus. Il faut le chercher dans les poumons. Ce qui n'a visiblement pas été pratiqué dans l'étude* ».

Qu'en pense Jean-Michel Claverie, du laboratoire information génomique et structurale (CNRS et université d'Aix-Marseille), mondialement reconnu pour son travail de recherche fondamentale sur les virus ? Il est peut-être l'un de ceux qui connaissent le mieux Raoult, à la fois l'homme et le scientifique. Deux fortes

« Si cette molécule peut aider dès maintenant à réduire le nombre de morts, soulager les cas graves, ce serait criminel de ne pas s'en servir ! » Christian Perronne



Prêt. Le président de la région Paca, Renaud Muselier, en visite à l'IHU Méditerranée, le 2 mars. Lors de cette rencontre, Didier Raoult a déclaré devant la presse : « Nous pouvons enfin travailler sur le virus lui-même. Nous l'avons mis en culture, ce qui est assez simple, et nous pouvons commencer à tester sa sensibilité à différents médicaments pour établir une stratégie thérapeutique. »

têtes ayant passé une grande partie de leur enfance en Afrique et réputées pour leur caractère bien trempé. Ils ont été collaborateurs, amis, concurrents, puis ils se sont « terriblement » fâchés pour d'obscures raisons de pratiques scientifiques. Comme des frères ennemis, ils gardent cependant un œil sur leurs travaux réciproques, s'envoyant de courts mails à l'occasion de leurs publications, comme pour compter les points. Lorsque Jean-Michel Clavier entend les attaques proférées à l'encontre son vieux rival, il ne peut s'empêcher de prendre la parole : « Sa réputation sulfureuse est bien connue, mais il a démontré à plusieurs reprises une grande intuition scientifique. On ne peut pas balayer d'un revers de main les propos d'un des meilleurs microbiologistes de France. » Et d'ajouter : « On oublie comment le virus de la rage a été découvert. On a perdu le sens du risque et l'esprit pionnier. Didier Raoult, lui, non. Il ose. Si les données qu'il a présentées sont bonnes, on le saura très vite. Les patients ne manquent pas, la chloroquine ne manque pas, donc il faut se lancer », insiste l'ami-ennemi.

Et il n'est pas le seul de cet avis. Le Pr Christian Perronne, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (92), qui pourtant s'est pris quelques baffes affectueuses façon Obélix de la part du Marseillais au sujet de la maladie de Lyme, soutient lui aussi son confrère. « Oui, il faut vérifier l'efficacité de l'hydrochloroquine dans des études bien menées, oui, elle peut avoir des effets secondaires. Mais c'est la plupart du temps très bien toléré. J'ai l'habitude de l'utiliser, les accidents graves sont rarissimes, même avec une prise

à long terme. Je n'en ai jamais vu ! Nous sommes en pleine épidémie, si cette molécule peut aider dès maintenant à réduire le nombre de morts, soulager les cas graves, ce serait criminel de ne pas s'en servir ! On est en temps de guerre, on ne va pas attendre une étude randomisée contre un placebo », tonne-t-il.

De l'aveu d'un autre médecin, il soigne un membre de sa famille ayant une pneumonie due au SARS-CoV-2 à la maison et lui donne de l'hydroxychloroquine et de l'azithromycine depuis des jours. Il peut sortir de l'ombre, il n'est plus considéré comme un contrebandier. Les hôpitaux eux-mêmes la prescrivent désormais en traitement compassionnel. Alexandre Bleibtreu, infectiologue à la Pitié-Salpêtrière (Paris), s'en est fait l'écho dans un tweet le 12 mars : « Chers tous, pour être transparent, j'ai dit il y a deux semaines que les données disponibles sur chloroquine étaient "bullshit". À l'époque c'était vrai. De nouvelles données venant de Marseille contredisent ce que j'ai dit et ce que je pensais. » Et d'ajouter, dans un second tweet : « Nous allons débiter le traitement par Plaquenil chez nos Covid + à la Pitié. (...) Je pense avoir eu suffisamment tort pour devenir chloroquiniste ascendant raoutien. »

Le nouveau Pasteur. En plus des nombreux essais cliniques en cours en Chine, un essai baptisé Discovery et coordonné par l'Inserm dans le cadre du consortium européen Reacting, visant à tester quatre molécules antivirales, dont, à présent, l'hydroxychloroquine, vient de démarrer. Il inclut plus de 3 200 patients en l'Europe (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Royaume-Uni, Allemagne et Espagne), dont au moins 800 en France (Paris, Lille, Nantes, Strasbourg, Lyon). Mais Raoult n'a pas juré au ministère d'attendre des résultats cliniques plus fiables. Le seul serment auquel il se conforme, c'est le « serment d'Hippocrate », précise le communiqué dans lequel lui et quatre autres médecins de Marseille (les Pr Philippe Brouqui, Jean-Christophe Lagier, Matthieu Million, Philippe Parola et le Dr Marie Hocquart) annoncent ce 22 mars faire « bénéficier à nos patients de la meilleure prise en charge pour le diagnostic et le traitement d'une maladie ». Ils ont donc décidé de pratiquer des tests diagnostiques sur tous les malades fébriles et de proposer à ceux qui sont positifs (dont un grand nombre, peu symptomatiques, ont des lésions pulmonaires au scanner), un traitement associant hydroxychloroquine et azithromycine. Au vu de ces annonces en cascade, les stocks de Plaquenil (hydroxychloroquine) de la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris sont déjà très sollicités. Gageons que les traitements pour les malades chroniques nécessitant cette molécule toute l'année ont été anticipés... La machine est lancée et devrait fournir rapidement la réponse à la question qui est sur toutes les lèvres : la chloroquine est-elle une arme de destruction massive du Covid-19 ? Si les résultats font un flop complet, Raoult ira sucquer les fraises avec le Nobel Luc Montagnier et sa mémoire de l'eau. Mais, si ça marche, on pourra le considérer comme le nouveau Pasteur – et il ne l'aura vraiment pas volé ■



Comment l'Afrique a tiré les leçons d'Ebola

Pénurie. L'expérience acquise lors des précédentes épidémies ne comblera pas le manque de ressources.

PAR CLAIRE MEYNIAL

A Monrovia, capitale du Liberia, le premier cas de Covid-19 a opéré comme une « thérapie de choc ». « Les gens ont les réflexes : ne pas se serrer la main, se tenir à distance, se laver les mains... » assure Lewis Brown. Celui qui fut ministre de l'Information pendant la crise d'Ebola est persuadé que le pays a le « bénéfice de l'expérience ». Le souvenir de la fièvre hémorragique est frais dans les mémoires : 4 810 morts en deux ans, pour 4 millions d'habitants. Les cadavres dans les rues, les incinérateurs pleins, la Croix-Rouge ramassant les corps en combinaison intégrale, les odeurs d'eau de Javel, les familles décimées et la peur omniprésente : le traumatisme est toujours bien présent. Les ONG y

Haute protection. 2018, République démocratique du Congo : des médecins dispensent des soins dans un centre de traitement d'Ebola en plastique, appelé le Cube, géré par l'organisation médicale humanitaire Alima.

ont mis en place des procédés que les équipes locales connaissent maintenant par cœur. De fait, le cas du patient zéro du Covid-19, Nathaniel Blama, 46 ans, de l'Agence de protection environnementale, qui a demandé à être testé deux jours après son retour d'une conférence en Suisse, est exemplaire.

« Le résultat positif a été reçu à 3 heures le 16 mars. Dans les douze heures, le patient a été isolé, ses contacts identifiés, la surveillance a commencé, l'urgence nationale de santé publique a été déclarée et l'OMS a été prévenue », a annoncé l'Institut national de santé publique. 127 contacts ont été tracés, dont 23 à haut risque. Le gouvernement a fermé les écoles, arrêté les vols vers les pays comptant plus de 200 cas, donné des consignes d'éloignement... « Les autorités sont très impliquées, font partie des premières qui ont restreint les entrées, et on peut espérer des tests rapidement », opine Pierre Mendiharar, directeur adjoint des opérations de MSF. « Ce n'est pas ça qui m'inquiète, reprend Lewis Brown. Notre problème, ce sont les ressources. Nous n'aurons pas assez de respirateurs, de masques, d'équipements de protection, nous en étions encore à tenter de payer les médecins d'Ebola il y a

peu et nous nous relevons à peine de la crise.» Les pays touchés par Ebola partent-ils avec une longueur d'avance face au coronavirus ? Sans doute, mais elle risque de ne pas être d'une grande utilité.

En Ouganda et en République démocratique du Congo, où l'on connaît Ebola et Marburg depuis les années 1970, le traçage de contacts est rodé. « Mais la RDC est un pays-continent, rappelle le Dr Yap Boum, représentant du centre de recherches de MSF Épi-centre pour l'Afrique. Ebola a frappé les provinces de l'Équateur et du Nord-Kivu, la surveillance et l'engagement communautaires fonctionnent bien. Mais la capitale, Kinshasa, n'est pas préparée. » Certains projets sont nés en RDC, comme la chambre d'urgence biosécurisée pour les épidémies (Cube), sorte de tente stérile permettant de soigner les patients d'Ebola en zone rurale. « Elle pourrait être utilisée pour la réanimation de patients du Covid-19 », estime le Dr Richard Kojan, anesthésiste-réanimateur et président d'Alima, qui a participé à sa création. Il estime, lui aussi, que la RDC dispose « de nombreux soignants dans les zones les plus reculées, qui peuvent y rester longtemps, savent s'habiller et se déshabiller sans se contaminer ». En revanche, ajoute-t-il, « Kinshasa est pareille à n'importe quelle ville qui n'a jamais vécu d'épidémie, le personnel ne connaît pas ces protocoles et on manque de lits de réanimation ».

Aide internationale. Augustin Augier, directeur général d'Alima, une ONG médicale humanitaire, sonne l'alerte : « Nous sommes très inquiets du niveau de préparation du continent. Il n'y a aucune raison de penser qu'il n'y aura pas le même niveau de contamination que dans le reste du monde. Mais ce sera un problème d'une tout autre ampleur si 15 % des patients ont besoin d'être hospitalisés. En Afrique de l'Ouest, on a 0,3 lit pour 1 000 habitants, contre 6,5 en France. Il y a aussi beaucoup moins de médecins, 1 pour 15 000 au Burkina Faso, le plus touché en Afrique de l'Ouest et centrale, contre 50 en France. » Il souligne l'impossibilité de confiner des populations dont l'emploi est en majorité informel, à moins de leur apporter de l'aide. Et déplore le manque de réflexion sur l'aide internationale, qui sera indispensable, pour des raisons humanitaires mais aussi parce que « si l'on résout le problème en Europe mais qu'on laisse un foyer en Afrique, cela ne servira à rien ».

Pierre Mendiharat, de MSF, reconnaît que, depuis deux semaines, les équipes ne se déplacent plus : « Il y a une énorme tension sur les masques et les extracteurs à oxygène. Il faut espérer que l'Afrique connaisse le pic de contamination après l'Europe, pour permettre la solidarité internationale. » La faiblesse des systèmes sanitaires reste un problème majeur. En septembre 2019, dans un rapport pour International Health, Peter Piot, codécouvreur d'Ebola, écrivait : « L'investissement limité dans le renforcement du personnel soignant dans les pays affectés

Lassa, l'autre épidémie

Le Nigeria affronte déjà une maladie hémorragique baptisée fièvre de Lassa. « Elle n'est pas contrôlée », s'alarme le Dr Oladoyin Odubanjo. Le taux de mortalité est de 17,8 %, avec au moins 161 morts depuis janvier. « Les soignants sont épuisés, il faut isoler les patients... S'occuper d'un de ces malades est aussi fatigant qu'en soigner cinquante atteints de paludisme. » Le Covid-19 attaque un pays au système de santé affaibli, d'autant que l'Académie nigérienne des sciences alerte sans succès sur l'exode des médecins à l'étranger ces dernières années.

signifie que, quatre ans après l'épidémie en Afrique de l'Ouest, les soignants sont toujours insuffisamment préparés pour affronter des menaces de santé existantes ou émergentes. Au Liberia, le manque de ressources et la difficulté fiscale du ministère de la Santé à absorber, distribuer et retenir de jeunes médecins pour remplir des postes identifiés, ont minimisé l'effet d'interventions bien calibrées. »

Même le Nigeria, qui avait rapidement identifié le patient zéro d'Ebola, un Libérien, à Lagos, est loin d'être à l'abri. Là aussi, l'expérience joue. Annikiyi Emmanuel Fadipe, l'un des médecins infectés au First Consultants Medical Center de la mégapole nigérienne, en août 2014, est désormais interne en chirurgie à l'hôpital Tenwek de Bomet, au Kenya. « Ici, les médecins n'ont pas l'habitude de l'EPI [l'équipement de protection individuelle], j'aide à les former, raconte-t-il. Les gens sont sous le choc, ils ne sont pas bien organisés. Au Nigeria, nous avons un avantage. » Là aussi, les capacités techniques existent. Le centre de confinement de Yaba, à Lagos, utilisé pour Ebola, a été reconverti pour le Covid-19 et équipé d'un laboratoire permettant la recherche sur des agents pathogènes de classe 3. « Nous sommes capables d'activer les protocoles d'Ebola, d'isoler les patients, de tracer les contacts », affirme le Dr Oladoyin Odubanjo, secrétaire exécutif de l'Académie nigérienne des sciences, qui conseille le gouvernement. Sur 12 cas identifiés, sept ont été confirmés par des tests et les contacts tracés. Tous sont considérés comme importés et le pouvoir tient à l'hypothèse que la maladie n'a pas gagné le pays. « Le premier était un Italien, le deuxième un contact. Le troisième venait du Royaume-Uni. Ensuite, nous avons compris que certains transitaient par le Nigeria pour se rendre aux États-Unis puisque les vols depuis l'Europe n'étaient plus autorisés. Cela a été le cas pour un malade américain », retrace-t-il. Dès lors, le Nigeria a fermé des aéroports, les écoles, interdit les rassemblements de plus de 50 personnes dans les lieux de culte, encouragé le travail à domicile.

Mais comme une vendeuse de bananes à Makoko, gigantesque bidonville sur pilotis où le travail informel est la règle, pourrait-elle télétravailler ? « Nous espérons stopper l'épidémie avant que la transmission s'opère dans les communautés », reconnaît Odubanjo. Reste le problème de l'information. Lorsque Donald Trump a déclaré que la chloroquine pouvait être un remède au Covid-19, les habitants se sont rués dans les pharmacies. « Il y a eu immédiatement des cas de surdosage graves. Il faut expliquer qu'il faut attendre les essais cliniques, que cela ne fonctionnerait qu'associé à d'autres molécules, que ça ne sert à rien d'en avaler. À l'époque d'Ebola, en une nuit, deux personnes étaient mortes parce qu'elles avaient lu qu'il fallait boire de l'eau salée. Les fausses informations circulent plus vite que les vraies à cause de WhatsApp, il faut faire un travail de sensibilisation. » Ebola ou pas, voici le prochain défi de l'Afrique ■

« En Afrique de l'Ouest, on a 0,3 lit pour 1 000 habitants, contre 6,5 en France. » Augustin Augier, d'Alima

« On ne va plus voir les copains ? Du tout ? »

Verbatim. Le Covid-19 et le confinement racontés et croqués par les enfants.

PAR ÉMILIE TREVERT

Armé de son pistolet Nerf, Gabriel se risque à poser un pied sur le tapis rouge de l'escalier. Un œil à droite, un œil à gauche, direction la cour de l'immeuble. Descendre l'escalier ressemble désormais à un parcours du combattant mais, pour l'enfant de 7 ans, c'est juste un nouveau défi à relever : l'« agent secret » fait « la guerre au coronavirus », tirant sur l'ennemi invisible, des « fantômes » selon lui. Il dévale les marches, s'apprête à ouvrir la porte cochère quand, soudain, sa mère le stoppe en hurlant : « Naanaaamm, pas la poignée ! » Et deux secondes plus tard : « On ne peut pas sortir dans la rue ! » Retour à la réalité, moins drôle, celle du confinement strict.

Depuis mardi 17 mars, à midi, la vie des familles françaises a radicalement changé. En une semaine, leurs salons s'est transformé en une salle de jeux... La cuisine voire les toilettes sont devenues des lieux de repli pour parents au bord de la crise de nerfs, tentant de télétravailler. Mais comment leurs enfants vivent-ils cet enfermement ? Comment envisagent-ils l'« ennemi invisible » ? Se font-ils à cette nouvelle vie sous cloche, sans école, sans copains ni activité extérieure ? Ils sont parfois épâtants tant cette privation de liberté semble moins leur peser qu'à nous et tant cette crise les inspire.

« C'est le confinement total. Dehors, c'est la mort ! » Paul, 6 ans, et Félix, 9 ans, jouent aux Playmobil quand leur mère, devant son ordinateur, surprend leur dialogue. « Le coronavirus fait désormais partie de leurs scénarios de jeu, constate-t-elle. Ils n'ont pas spécialement peur, sauf pour leur grand-mère... » L'ainé corrige même son petit frère quand il prononce (pourtant correc-



Paul, 10 ans, analyse le changement de discours d'Emmanuel Macron.



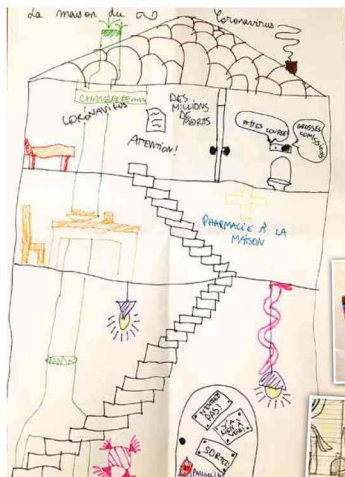
Darius, 9 ans, se voit comme un « rescapé du Covid-19 ».

tement) « coronavirus », et non « Covid-19 ». « Le corona nous aura pas ! » lancèrent gaiement les deux frères lors d'une « boum du confinement » organisée par leur maman à J+3. Musique à fond, bonbons à volonté, autorisation de sauter sur le lit des parents... En période de confinement, tout est permis ! Enfin, presque. Pas les bisous et les câlins prolongés. Jules, 4 ans, a du mal à s'y faire et, plein d'espoir, demande chaque soir si « on peut, maintenant ». En revanche, faire de la gym devant la télé, des jeux sur la tablette des parents ou rester au lit jusqu'à 10 heures et dire : « J'en ai marre de me lever tôt... », c'est permis !

Pour les jeunes enfants, ce confinement rime avec vacances, et leurs préoccupations restent légères : « On ne va plus voir les copains ? Du tout ? » Naël, 7 ans, écrit chaque soir un e-mail à sa maîtresse pour lui raconter sa journée pleine d'insouciance : « C'est trop bien les vacances ! J'ai fait un Monopoly, j'ai vu Le Titanic... » L'enseignante de Gabriel, elle, lui demande chaque jour de décrire « un petit bonheur » et « un petit malheur » : « Je suis content que les parents soient à la mai- »

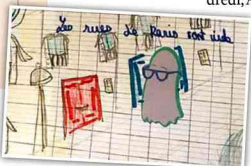
« C'est le confinement total. Dehors, c'est la mort ! »

Paul, 6 ans, et Félix, 9 ans, jouant aux Playmobil



Émile, 9 ans, interdit l'accès de sa maison aux pangolins, accusés d'avoir transmis la maladie à l'homme.

Adama, 6 ans, a inventé un remède au virus.



Roxane, 11 ans, dessine Paris désert.

son et qu'on mange avec eux tous les jours! Mais j'aime pas le coronavirus parce que, à cause de lui, je peux pas aller à la crêperie...» Malgré cette frustration, l'élève de CE1 a bien compris qu'on ne peut pas remettre en question l'ordre venu d'en haut: «Emmanuel Macron a dit: "On ne sort pas!"» Il a aussi dit: «Nous sommes en guerre» à six reprises, de quoi rendre anxieux les petits présents devant le poste de télé ce lundi soir de mars. Lucie, 3 ans, l'a même surnommé «le président des microbes».

«Désolé si on a crié». Conséquence directe du confinement: les enfants ont du mal à se repérer dans le temps. À 11 heures, ils demandent: «On a déjeuné?»; à 14 heures: «On peut goûter?»;... «On est dimanche!» répète Gabor, 3 ans, ravi de voir son papa en pyjama, tentant de télétravailler. Si son frère Louis, 9 ans, et sa sœur, Garance, 8 ans, ont compris qu'il y avait «un virus hyper dangereux pour l'homme» qui circulait, ce n'est pas pour autant qu'ils ont promis d'être sages. Envoyé dans sa chambre, Louis a fait un dessin à ses parents pour s'excuser du dérangement. Quelle ne fut pas leur surprise en découvrant un paysage apocalyptique avec ce commentaire: «Désolé si on a crié trente secondes, bon, mais vous êtes un peu, j'ai bien dit un peu, paranos.»

À J+4, l'école commençait à manquer à certains. Les parents ont beau se démenner pour res-

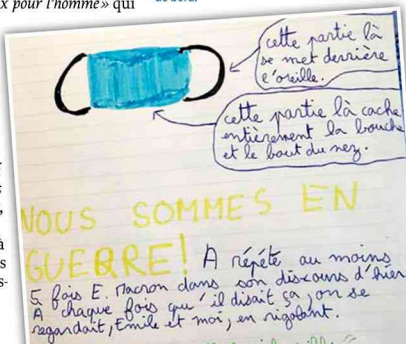
pecter les consignes des profs, se refiler des astuces sur WhatsApp, télécharger des applis, visionner des «tutos», imprimer des quiz et autres tests... enseigner n'est pas leur métier. Et cela, les enfants en ont vite pris conscience. «Tu crois quand même pas que je vais travailler alors que plus personne ne travaille dans ce pays!» a rétorqué Apolline, 8 ans, à sa mère. «J'arrive pas à me concentrer, t'as pas la même voix que la maîtresse», argue Ambroise à sa maman, désespérée. En revanche, pour les activités périscolaires, ils débordent d'imagination. Valentine, 10 ans, et Capucine, 11 ans, brosse à cheveux en main (en guise de micro), présentent chaque midi le «JT du confinement». Émile, 9 ans, a dessiné une «Corona-maison», évidemment «interdite aux pangolins»! Adama, 6 ans, a, lui, inventé trois potions magiques pour combattre le coronavirus.

«L'heure est grave.» Chez les plus grands, l'ennui guette et les copains manquent. À 9 heures, vendredi, Agathe, 16 ans, hésitait entre aller se recoucher, chatter avec ses copines – «mais elles sont toutes parties à la campagne» –, finir son puzzle de 1 500 pièces ou entamer un livre de Primo Levi... Pour tuer le temps et conjurer l'angoisse, certains tiennent un journal de bord. Anouck, bientôt 15 ans, quoique triste à l'idée de passer son anniversaire sans copain ni cadeau, a la sensation de vivre quelque chose d'«extraordinaire»: «Je me rends compte à quel point l'heure est grave et que, la dernière fois que les établissements scolaires ont fermé, c'était lors de l'Occupation allemande en 1943», écrit-elle dans son journal. Elle raconte avec gravité comment elle s'est rendu compte de l'ampleur de l'épidémie quand l'une de ses camarades était absente, et au moment où «les gestes les plus anodins» ont été soudain «chamboulés». L'adolescente décrit aussi avec humour sa mère revenant des courses avec «un stock de pâtes et de thon»...

Dans les journaux des enfants confinés, on ressent aussi l'inquiétude qui monte. Madeleine, 11 ans, écrit le 17 mars: «Au début, je m'en fichais totalement du Covid-19 mais maintenant cela commence à m'inquiéter.» L'élève de sixième, qui trouve le confinement «rigo-

lo», a quand même «un peu peur que des personnes de[s]a famille soient gravement malades». Darius, 9 ans, a dessiné un bonhomme masqué à côté d'un virus barré sur la page de garde de son cahier qu'il a intitulé *Journal de bord d'un rescapé du Covid-19*. Le garçon a le sentiment d'être «coincé dans une bulle». Sa sœur Roxane, 11 ans, tire déjà les leçons de cette crise, avec sagesse: «Je pense que ce confinement nous aura appris à vivre autrement, dépenser moins et vivre avec moins de choses.» Et si elle avait raison? ■

Madeleine, 11 ans, tient un journal de bord.



Uderzo: « Je me marrais comme un petit fou »

Après vingt-six ans d'osmose et de rigolade avec Goscinny, Uderzo avait repris le flambeau d'*Astérix* avant de le transmettre à son tour. Il est décédé mardi 24 mars à l'âge de 92 ans.

PAR ROMAIN BRETHES ET BRIGITTE HERNANDEZ

Il aura finalement laissé le soin à ses successeurs Ferri et Conrad d'offrir un dernier calembour en adéquation avec notre tragique actualité. Dans *Astérix et la Transitalique*, paru en 2017, un certain Coronavirus, assisté de son fidèle Bacillus, prenait le départ d'une course de chars qui traversait toute l'Italie. L'Italie, c'était le pays de naissance et de cœur d'Albert Uderzo, décédé à 92 ans, dont quasiment soixante-dix ans à dessiner sans relâche non seulement son héros fétiche, mais aussi nombre d'autres créations qui auront marqué la bande dessinée (le peau-rouge Oumpah-Pah, les chevaliers du ciel Tanguy et Laverdure). Avec son complice René Goscinny, il aura surtout créé un authentique mythe français, selon les mots d'André Malraux. À la mort de Goscinny, en 1977, il avait décidé de poursuivre seul une aventure entamée dix-huit ans plus tôt ans avec la parution en 1959 d'*Astérix le Gaulois*, ne passant la main qu'en 2013 à Ferri et Conrad – un choix où son jugement avait été déterminant. Cette même année, il avait fait don à la Bibliothèque nationale de France des planches originales de trois de ses albums et se montrait soulagé et serein, malgré un conflit longtemps douloureux avec sa propre fille Sylvie autour de sombres questions d'héritage. Il nous avait reçus chez lui à l'occasion du hors-série du *Point* consacré à *Astérix*. Souvenirs ■

Dans « Astérix et la Transitalique », paru en 2017, un certain Coronavirus prenait le départ d'une course de chars qui traversait toute l'Italie.

Le Point: Vous souvenez-vous de votre rencontre avec Goscinny ?

Uderzo: Et comment, je m'en souviens ! C'était en 1951, je travaillais pour une agence belge sur les Champs-Élysées, qui m'avait demandé d'apporter ma table à dessin. Je travaillais dans mon 11^e arrondissement, rue de Montreuil, ça me suffisait amplement... Un jour, j'ai vu arriver un garçon assez mince, les cheveux un peu crépus, qui venait chercher une planche en retard. Dans ce métier, on était toujours en retard. Il m'a dit son nom, je lui ai demandé s'il était d'origine italienne. « Non, ça se termine par y », m'a-t-il répondu. J'ai appris par la suite qu'il n'était pas coursier, mais dessinateur, et qu'il écrivait ses textes. Un des associés de l'agence, Georges Troisfontaines, l'avait rencontré à New York et lui avait dit : « Venez quand vous voulez ! » Quinze jours après, il était là. Nous avions huit mois de différence. Lui était né en 1926, moi en 1927. On avait envie de chambouler ce métier en pratiquant un humour différent de celui de la bande dessinée d'alors, trop premier degré et tarte à la crème. Nous étions sur un pied d'égalité, lui à l'écriture, moi au dessin. J'ai apporté ma table à dessin à l'agence pour travailler avec lui. Et nous avons créé notre premier personnage, l'Indien Oumpah-Pah. Personne n'en voulait.

Comment se sont passés vos débuts ensemble ?

Nous avions des commandes pour le journal belge *Bonne Soirée*. Ce n'était pas marrant du tout. ■■■

JEAN-CHRISTIAN BOURCART/ANFO



Père. Les créations d'Uderzo (ici en 2005) ont pris leur autonomie.

■■■ Entre notre rencontre en 1951 et la création de *Pilote* et d'Astérix en 1959, nous en avons fait des choses ! Nous avons créé une société d'édition de publicité et proposé à toute la presse française un supplément du jeudi de quatre pages de bandes dessinées pour les enfants. Malheureusement, je n'ai pas gardé la maquette. Tous les journaux étaient d'accord, emballés par cette idée que Goscinny avait rapportée de New York où il avait vécu. Mais ça n'a pas pu se faire. Et Dieu merci ! Ça a capoté en 1956 et, trois ans plus tard, François Clauteaux, à qui nous devons beaucoup, nous contactait pour *Pilote*. Il nous demandait de faire un journal de culture française : c'était l'époque où la BD américaine faisait un tabac. Notre première idée a été de faire *Le Roman de Renart* : il n'y avait rien de plus français et Disney ne devait pas être le seul à pouvoir jouer avec les animaux. Mais un dessinateur était déjà sur ce projet. On était à trois mois du premier numéro ! Et puis, un soir, chez moi à Bobigny, nous avons pensé aux Gaulois. Voilà comment l'aventure d'Astérix est née. On ne s'attendait pas à un tel succès. D'ailleurs, on aurait eu très peur si on l'avait su !

Vous travaillez ensemble dans le même espace ?

Dans le même bureau et on s'amusait bien parce que ni René ni moi n'avions beaucoup d'argent. Le midi, René n'avait pas de quoi manger. Ma mère, en bonne Italienne, me faisait des casse-croûte énormes que je partageais avec lui. Mon père était originaire de la province de Venise et ma mère de Gènes.

Mais vous n'êtes pas né en Italie...

Non, en France, dans la Marne. Mes frères et sœurs en Italie. Mes parents s'étaient connus pendant la guerre de 1914-1918. Mon père, blessé, avait été transporté à l'arrière à La Spezia et ma mère travaillait à l'arsenal de ce port. Leur rencontre, c'était comme dans un film : mon père, grand cavalier, a dompté un cheval à la grande admiration de tous, et ma mère est tombée amoureuse.

Comment avez-vous eu l'idée de l'association entre un petit et un grand personnage ?

C'était la grande époque d'Hergé et de Tintin. Et tous les directeurs de journaux nous réclamaient des histoires avec un reporter, un photographe et un chien. Faire du sous-Tintin ? On s'est dit : « Inventons un petit personnage... » Je voyais Astérix plus grand, Vercingétorix nous avait marqués ! Et René m'a dit : « Non, non je le vois plutôt petit, et malingre, mal fichu, il sera pas forcément intelligent, il sera malin. » Alors j'ai dessiné l'Astérix qui convenait à René. Au départ, il ne voulait ni comprendre ni chien. Mais j'ai eu l'idée de reprendre le premier Astérix que j'avais dessiné, plus grand, et de le transformer en... Obélix. Il a dit « bon, d'accord » ! Obélix n'avait pas un très grand rôle dans le premier album. Mais René s'est rendu compte que c'était une aide pour lui d'avoir un répondant au personnage principal. Dans le scénario du cinquième album, *Le Tour de Gaule*, René avait inscrit la présence d'un petit chien, quand Astérix

et Obélix arrivent à Lutèce pour acheter du jambon. Je lui ai dit : « Ce petit chien me permettrait de faire un gag, vous-tu un inconvénient à ce que je le garde tout le long du trajet ? Il est tellement petit que personne ne le voit. » Il a accepté. Ensuite, on a été coincés parce que tous les lecteurs de *Pilote* ont réclamé le petit chien. On a fait un concours pour lui trouver un nom. On en a eu des réponses ! Et cinq lecteurs ont proposé Idéfix.

Et les noms d'Astérix et d'Obélix ?

René en a eu l'idée. Il m'a dit : « On prendra un personnage avec un nom qui commence par A, il sera dans les premiers dans les bandes dessinées ! »

Et Obélix vous avait été inspiré par

le personnage de Lennie Small dans « Des souris et des hommes » ?

Oui, ce personnage est un brave type d'une force surhumaine qu'il ne sent pas. Et qui écrase ce qu'il aime. Je voulais cette image du gros costaud qui tient dans sa main un petit personnage.

Zep, qui vous admire beaucoup...

... j'ai beaucoup d'affection pour lui, et c'est un grand bonhomme.

... raconte que vous vous seriez étonné qu'il fasse des dessins plus personnels pour son plaisir. Vous lui auriez dit : « Ah oui, moi aussi, j'aurais aimé prendre du plaisir... »

C'est idiot de ma part ! Si je n'avais pas eu ce plaisir, je n'aurais jamais fait ce métier, qui est tellement dur ! Ce que j'aurais voulu, c'est avoir le temps, comme Zep. J'ai été obligé d'abandonner Oumpah-Pah et Tanguy et Laverdure, au grand dam de Jean-Michel Charlier. C'était un grand ami, j'étais très triste de le lui dire, mais je ne pouvais plus faire face. C'était au-delà de mes forces. Quand nous avons commencé *Pilote*, je faisais trois séries simultanément : deux planches pour *Pilote* et deux pour *Le Journal de Tintin*. Je commençais à 5 heures et je finissais à minuit. Quand je dis ça à des jeunes dessinateurs, ils sont un peu étonnés !

Vous avez fait une école ?

Ah non ! Je suis un autodidacte complet. Je n'ai pas eu le temps. Mon idée, c'était l'humour. Quand, à l'académie de la place des Vosges, où je suis allé, on m'a demandé de faire des ombres et des lumières sur des plâtres, je n'en ai pas vu l'intérêt. J'y suis resté un jour. La musculature ? Je l'ai apprise en faisant de la culture physique, on disait comme ça, dans une boîte, rue Montmartre. J'avais des sacrées barres de chocolat ! J'ai étudié l'anatomie en me regardant et en regardant les autres.

Quand avez-vous compris que vous vouliez faire du dessin votre vie ?

En 1945. Je suis entré dans un studio de dessin animé, mon premier travail. Enfin non, pour mon tout premier travail, j'avais 14 ans. Mon frère aîné, qui m'avait vu dessiner, m'a emmené à la SPE, une société d'édition qui sortait le journal *Junior* et *Fillette*. J'y suis resté un an et demi. Et puis, c'a été la guerre, et je suis parti en Bretagne de 1941 à 1943. C'est pour



cette raison que j'ai installé Astérix en Bretagne, c'était la seule mer que je connaissais. René, lui, voulait que le village soit placé au bord de la mer à cause des voyages. J'étais dans les Côtes-d'Armor, j'ai adoré ce pays qui m'a nourri. J'ai dû partir parce que les Allemands recherchaient mon frère pour le travail obligatoire, en Allemagne. Ils m'ont questionné, j'ai menti et hop, j'ai filé par le premier train. Mes parents étaient à Paris. Ma mère me faisait des soupes de pois chiches matin, midi et soir. Je ne

Sa bande. Autour d'Uderzo : Astérix, Obélix, Oumpah-Pah, Tanguy et Laverdure, Benjamin et Benjamine, La Plaque, Captain Marvel Junior... Goscinny est à côté de La Plaque.

pouvais plus voir les pois chiches en peinture. **Vous êtes très admiré. Beaucoup de vos « confrères » parlent du génie de votre trait.** Je n'ai jamais ni senti ni prétendu avoir du génie. Seulement un amour immodéré pour ce métier. Pour moi, le seul génie qui existait, c'était Franquin. Je l'ai toujours considéré comme le plus grand dessinateur humoristique. Un grand bonhomme. Charmant, ne se la jouant pas. Pourtant il aurait pu. J'en ai tellement connu...

■■■



■■■ Comment caractériser votre trait ?

La bande dessinée américaine m'a appris à dessiner. J'ai commencé par du sous-Disney. Quand j'ai fait du dessin réaliste, Flash Gordon m'a beaucoup inspiré. Alex Raymond était très académique, il m'a vraiment marqué. Ma véritable école, c'est celle-là. Je ne suis pas de l'école d'Hergé, pas du tout.

Comment s'est constituée la bande de « Pilote » ?

On aurait bien aimé avoir Franquin, Peyo, Roba. Ils étaient chez *Spiro*, avec des contrats impossibles à lâcher. On manquait alors de dessinateurs à *Pilote*. C'est pour cette raison que j'ai dû faire deux séries. On a choisi des dessinateurs qui n'étaient pas de la bande dessinée, mais des gagmen, comme Wolinski par exemple. Sempé a travaillé pour *Pilote* aussi. Mais on a eu beaucoup de mal à former une équipe.

Quand avez-vous compris qu'Astérix devenait un phénomène ?

Il est né en 1959 et, dès 1961 le tirage augmentait. On travaillait tellement qu'on sortait deux albums par an. Ça a aidé le personnage à se faire connaître. Et puis on a croisé des gens dans la rue qui appelaient leur chien « Astérix ». On a commencé à entendre

Compères. René Goscinny et Albert Uderzo, en 1967, lors de l'inauguration d'un parc de loisirs autour d'Astérix, à Nice.

dire : « Je suis tombé dedans quand j'étais petit. » On a compris que les gens s'approprièrent les personnages. Il n'y avait aucune promotion. Seul le bouche-à-oreille fonctionnait. Il a fallu qu'on force l'éditeur à augmenter le tirage. Un jour, je lui ai dit : « Écoutez M. Dargaud, nous sommes très gênés. Des gens nous demandent quand notre album va sortir, alors qu'il est déjà en librairie. » J'ai ajouté que s'il ne faisait rien, c'est moi qui paierais un lancement dans la presse. Il a fait un unique lancement, pour *Astérix en Hispanie*. J'avais fait un dessin d'Astérix qui joue de la muleta avec un taureau, dessin qui est paru dans la largeur d'une colonne dans la grande presse. Et ça s'est arrêté là.

Comment a évolué votre relation avec Goscinny ?

Nous sommes devenus de plus en plus intimes, surtout quand il s'est marié. Il avait 40 ans. Nos deux couples ne se séparaient plus. Avant, moi, j'avais ma vie familiale, c'était très différent. Ensuite, nous étions inséparables. Par exemple, il n'aimait pas la campagne mais, pour me faire plaisir, il venait me voir. Moi, je n'aimais pas tellement aller à Cannes, mais pour lui faire plaisir nous allions à Cannes. On s'appréciait, ô combien ! Vous pouvez imaginer comment cela a été très dur pour moi quand il est parti.

Comment travailliez-vous sur Astérix ?

Il vous donnait d'abord son scénario ?

On se voyait chez lui ou chez moi. Et on s'envoyait des idées. C'est souvent lui qui les avait, les idées, mais, par exemple, c'est moi qui ai eu celle des *12 travaux d'Astérix*, dont nous avons fait un film. On travaillait toujours ensemble. Il préparait son scénario, mais il ne le découpait pas en page. Il imaginait la page et rédigeait uniquement un texte. Il me le donnait à lire. C'était un cadeau du ciel extraordinaire, je me marrais comme un petit fou. Il attendait au téléphone pour que je lui dise si ça allait bien. Une fois, je lui ai fait la farce de dire que cela n'allait pas et j'ai senti tout de suite qu'il ne fallait pas aller plus loin. Ça l'avait blessé... Il m'a enguirlandé et m'a dit : « Ne recommence plus jamais un truc pareil ! » Il ne fallait pas qu'il ait de grosses émotions.

Était-ce au moment où vous échangez vos idées que l'histoire se construisait ?

Non, l'histoire, c'est Goscinny qui la construisait. J'ai apporté l'idée d'Obélix et celle d'Idéfix, mais c'est tout. La seule chose que je lui demandais pour préparer l'album, c'était un peu de temps pour me documenter. Nous n'avons fait que deux voyages pour préparer un album d'Astérix. Le premier, c'était en Suisse. On se disait en plaisantant : « Tout le monde va croire qu'on planque notre fric là-bas. » Mais c'était pour prendre une photo du lac de Genève. Le deuxième, la Corse. J'ai été snobé par ces paysages, j'étais loin de m'attendre à ça !

On dit que c'est le président Pompidou qui vous a soufflé l'idée d'« Astérix chez les Helvètes » ?

Oui, c'est vrai. Nous lui avions envoyé un exemplaire d'Astérix. En revanche, nous n'avons ■■■

AGUTTES

MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES

Vente le jeudi 23 avril 2020, Paris*

* La date et le lieu de vente peuvent être sujets à modification



Vue latérale



FERNANDO BOTERO (né en 1932)
Reclined woman
Bronze. 34 x 58.4 x 24.8 cm

Informations et catalogue complet sur aguttes.com





Spécialiste Art contemporain : Ophélie Guillerot - +33 (0)1 47 45 93 02 - guillerot@aguttes.com

Prochaines ventes : Juin et octobre 2020, Paris

Nous recherchons les signatures J.- M. Basquiat, Bernard Buffet, Robert Combas, Hans Hartung, Pablo Picasso, Kazuo Shiraga, Pierre Soulages, Chu Teh-Chun, Bernar Venet, Fabienne Verdier, Zao Wou-Ki, Huang Yong Ping, Fernando Botero, Olivier Debré, Claude Viallat...

Expertises gratuites et confidentielles sur rendez-vous

¹^{ère} maison de ventes aux enchères indépendante en France**

Neuilly-sur-Seine • Paris • Lyon • Aix-en-Provence • Bruxelles | aguttes.com | Suivez-nous @    

■ ■ ■ jamais osé en envoyer un à de Gaulle. On se disait : « Ce grand bonhomme ne va pas recevoir une bande dessinée ! » Il était intimidant. Pompidou était beaucoup plus rond. Il nous a gentiment envoyé sa carte de visite en réponse, en nous disant : « Puis-je vous proposer une idée ? Les envoyer chez les Helvétès. » Il avait été banquier, il savait de quoi il parlait. On n'a pas voulu le faire tout de suite. On a attendu un peu.

Après la mort de René Goscinny, qu'est-ce qui vous a décidé à poursuivre Astérix ?

J'ai été écrasé de chagrin après vingt-six ans de collaboration très forte. Une osmose s'était formée entre nous. Tout ce que je lui ai donné, tout ce qu'il m'a donné, tout était bon, nous n'avions jamais à reprendre les choses. La presse d'alors avait dit : Goscinny est décédé, donc Astérix est fini. Cela a été difficile pour moi d'accepter. J'avais perdu un frère, je ne pouvais pas concevoir de vivre mon métier sans lui. Au bout de deux ans, en 1979, j'ai reçu des courriers de lecteurs qui devaient sentir que la situation n'était pas facile. Une lettre disait : « Vous avez un devoir vis-à-vis de vos lecteurs, car ce sont eux qui ont fait le succès d'Astérix. » J'ai donc pensé reprendre. En même temps, mon frère cadet me disait : « Goscinny est mort, Astérix est fini. » J'ai décidé que j'allais non seulement continuer, mais aussi signer les scénarios et m'éditer moi-même. J'ai donc créé les éditions Albert René. En janvier 1980, j'ai travaillé sur le scénario et le dessin du Grand Fossé. J'ai reçu à cette occasion l'aide fantastique d'un garçon, Bernard de Fallois, aux Presses de la Cité, qui m'a aidé pour le lancement de l'album. Je lui dois beaucoup. Je me dis que j'étais drôlement culotté à l'époque.

Vous aviez aussi décidé qu'Astérix ne continuerait pas après vous.

Oui, j'étais dans la même position qu'Hergé. J'avais peur que les personnages soient mal repris. Mais Hergé était tout seul. Sur le coup, je n'avais pas pensé à cela. J'ai encore réfléchi, en pensant une nouvelle fois aux lecteurs, à qui le personnage d'Astérix appartient d'une certaine manière, et aussi à Anne, la fille de René. Ce qui a été difficile, c'est que la première année, nous avions pris un dessinateur sur lequel je comptais beaucoup pour la reprise d'Astérix, Frédéric Mébarki, un collaborateur très proche, avec lequel j'ai travaillé vingt-cinq ans. Il ne faisait que des illustrations, et quand il a fallu écrire en dessinant, il était perdu. Il s'en est rendu compte lui-même. Mais pendant un an, il a fait un travail colossal.

Comment s'est passé le choix de Ferri et Conrad ?

Je dois avouer que je ne connaissais ni l'un ni l'autre. J'ai donc lu *De Gaulle à la plage* de Ferri et sa série sur Aimé Lacapelle, l'agriculteur policier. Je me suis dit qu'il était fait pour Astérix. Après, il a fallu retrouver un dessinateur. Je ne m'en suis pas mêlé. On me disait que mon style était difficile, alors que je pen-

saïs qu'il était facile. Comme quoi, on se connaît mal... Didier Conrad a eu le courage de reprendre, avec un délai très serré. L'éditeur (Hachette) qui a racheté ma maison d'édition était pressé : il voyait bien que les chiffres de vente baissaient et, lorsqu'un Astérix paraît, cela donne un coup de fouet à toute la collection.

Comment avez-vous fait pour les guider et leur laisser leur liberté ?

Il m'est arrivé de crayonner par-ci par-là. Didier a subi mes remarques sans broncher, car il savait que c'était pour le bien de la chose. Mais je ne pense pas que le lecteur moyen puisse voir une différence. S'ils sont acceptés par le lecteur, c'est eux qui continueront, s'ils le veulent bien.

Quelle a été votre réaction en voyant cet album fini, le premier Astérix sans Goscinny ni Uderzo ?

Bien sûr, il y a un petit choc, mais qui ne dure pas longtemps. Je me suis vite fait à l'idée que je ne suis plus dans le coup !

Vous avez fait don à la BnF des planches originales de trois albums d'Astérix...

Et j'ai l'intention de continuer. Parce que je sais qu'il n'y aura pas de trafics, de commercialisation, comme avec des pages que j'ai données ou qu'on m'a « empruntées » et jamais rendues. Je laissais mes originaux chez Dargaud qui les gardait, car il fallait refaire les typos. Quand, en 1998, Dargaud a perdu son procès contre moi, des planches m'ont été rendues, mais il en manquait beaucoup. Je n'allais pas leur refaire un procès ! J'ai donné aussi beaucoup de planches. À l'époque, pour moi, cela n'avait aucun intérêt. On ne vendait pas les planches à ce moment-là.

Comment avez-vous récupéré certains albums ?

Un monsieur qui avait inventé une machine permettant de faire des dessins animés avec sept images au lieu de vingt-cinq par seconde était venu le présenter à Dargaud qui lui a donné les originaux d'un album pour qu'il travaille dessus. Donc, plus d'Astérix le Gaulois. Ni d'Astérix et les Goths, que j'avais prêté et qui ne m'avait pas été rendu non plus. J'en ai parlé à un journaliste : « Quel dommage, il me manque deux albums, j'aimerais bien les récupérer, ou alors je m'amuserais à les redessiner, maintenant que je connais mieux les personnages. » Je reçois une lettre du monsieur qu'on avait vu chez Dargaud : il avait mes originaux. Il était parti aux États-Unis vendre son affaire à Walt Disney et y était resté. Il m'a contacté à la parution de l'article et j'ai récupéré mes planches. Je lui ai offert une couverture d'album, il méritait bien ça. Curieusement, le papier de cet album est devenu tout jaune maintenant. Ça a mal vieilli, je ne sais pas s'il a laissé les planches à l'air libre. Les autres n'ont pas bougé. Mais je n'ai pas retrouvé l'original des *Goths*. L'important c'est que mon travail soit mis à l'abri. Je sais que certains de mes confrères font du commerce avec cela. C'est un autre métier. Pas le mien ■

« On me disait que mon style était difficile, alors que je pensais qu'il était facile. Comme quoi, on se connaît mal... »



NOTRE HORS-SÉRIE
« ASTÉRIX LA SAGA »
EST EN VENTE VIA
NOTRE BOUTIQUE
EN LIGNE SUR
lepoint.fr

Les meilleures ventes numériques de la Fnac

Fnac/Le Point du 16 au 19 mars 2020

Rang	Genre	Titre	Auteur	Editeur
1	R	Le Pays des autres	Leïla Slimani	Gallimard
2	R	Nuit sombre et sacrée	Michael Connelly	Calmann-Lévy
3	R	Au soleil redouté	Michel Bussi	Les Presses de la Cité
4	R	L'Archeipel des larmes	Camilla Grebe	Calmann-Lévy
5	R	Miroir de nos peines	Pierre Lemaitre	Albin Michel
6	R	La Sentence	John Grisham	J.C. Lattès
7	R	Juste derrière moi	Lisa Gardner	Albin Michel
8	R	Se le dire enfin	Agnès Ledig	Flammarion
9	R	Agatha Raisin 20. Voici venir la mariée	M. C. Beaton	Albin Michel
10	R	Les Cicatrices	Claire Favan	HarperCollins
11	R	Mamma Maria	Serena Giuliano	Cherche Midi
12	R	Les Fleurs de l'ombre	Tatiana de Rosnay	R. Laffont-H. Orléans
13	R	Neuf Parfaits Étranges	Liane Moriarty	Albin Michel
14	R	Né sous une bonne étoile	Aurélien Valognes	Mazarine
15	R	Nos résiliences	Agnès Martin-Lugand	Michel Lafon
16	R	Victime 2117	Jussi Adler-Olsen	Albin Michel
17	R	Agatha Raisin 21. Trouble-fête	M. C. Beaton	Albin Michel

R: Romans et nouvelles

E: Essais et documents

Entrée ou retour dans la liste

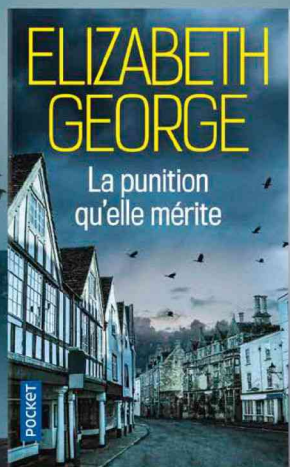
La minute antique

L'«OTIUM» IMPOSSIBLE. Ah ! que de beaux témoignages sur les joies du confinement en temps de coronavirus ! Le temps qu'on a enfin pour soi, pour cuisiner, prendre soin des enfants, méditer, lire, réfléchir, prendre de l'inspiration... On croirait lire une mise en pratique de l'*otium* théorisé par les anciens Romains, et prôné alors jusqu'au sommet de l'État. «*L'homme d'action doit se donner du temps libre*», disait en effet Sénèque, le philosophe ami du pouvoir, dans ses *Lettres à Lucilius*.

L'*otium* ? Le temps du loisir nécessaire à chacun (le mot a donné « oisiveté » en français), qui s'oppose au *negotium* (qui a donné le mot « négoce »), et définit, lui, le temps des affaires, du business, dirait-on aujourd'hui.

On y pensait en ouvrant *Otium* (Actes Sud, 224 pages), le bien nommé livre de Jean-Miguel Pire, préfacé par Jean de Loisy, ce dernier définissant joliment ce terme comme « une insoumission aux intérêts immédiats » ou encore « la possibilité d'une rencontre réconciliée entre l'absolu et la rêverie ».

Mais en ce moment, hélas, à rebours des discours sur la sérénité retrouvée et la musique au balcon des immeubles, n'est-ce pas le *negotium* qui bat son plein, quand il y en a encore ? Le *negotium* version télétravail, yeux rougis et tête en feu devant l'écran, pour éviter qu'il n'y ait plus de *negotium* du tout ? Cette pensée-là n'empêche-t-elle pas les thuriféraires du « temps pour soi retrouvé » d'avoir la tête à l'*otium* ? Préférons le mot d'Ovide : « *Perfer et obdura* ! » (« Supporte et résiste ! ») ■ CHRISTOPHE ONO-DIT-BIOT



896 pages
10€

À la mort d'un prêtre, c'est tout un village qui fait vœu de silence.

« La plus british des romancières américaines aime soulever les rideaux des maisons propres pour traquer les sentiments les plus invouables. »

Le Figaro Magazine

POCKET

Un livre, une rencontre.



FRANCIS AMAND / AUBREY & POTTER

Et si on restait à la cuisine ?



À l'heure du temps suspendu, la pièce préférée des Français redéploie ses atouts.
Et s'il était temps d'en repenser l'aménagement ? PAR MARIE-CHRISTINE MOROSI

Être chez soi va permettre à chacun de tester l'adéquation de son habitat à son bien-être, ou susciter l'envie de le réaménager en ce sens. À commencer par la cuisine. Car, sans crier gare, elle est (re)devenue le cœur du foyer. Il y a trois ans encore, les Français la plaçaient en 3^e position derrière le séjour et la salle à manger comme leur pièce favorite. Mais un récent sondage d'OpinionWay a révélé qu'elle était devenue la chouchoute de la maisonnée. Un synonyme de convivialité, de partage des conversations intimes comme des préparations culinaires, un espace plus propice à renforcer les liens que le plus cosy des salons. Connectée, elle s'est convertie en espace de travail, y compris pour les devoirs des enfants, qui s'écrivent de plus en plus souvent du côté des fourneaux.

En quelques années, ses codes ont changé. Adaptée à de nouveaux usages, elle a gagné en noblesse et pris le pouvoir. À Paris, dans les immeubles haussmanniens, où elle était traditionnellement reléguée au fond d'un couloir, ses propriétaires n'en poussaient jamais la porte. Réservée au personnel de service, souvent mal éclairée et donnant sur des cours sans charme, elle restait dissimulée aux regards. Époque révolue, elle ose s'afficher ! « La vogue des émissions culi-

naires et la mise en avant des chefs a stimulé l'envie de repasser en cuisine », assure l'architecte d'intérieur Stéphanie Coutas. Certes. « Mais le plus étonnant reste que bien des personnes réaménagent leur appartement en fonction d'elle alors qu'elles cuisinent peu, voire pas du tout ! » constate Fleur Delesalle, à la tête de sa propre agence d'architecture et de décoration. De plus en plus ouverte, mordant sur le salon, remplaçant même la salle à manger, elle est devenue une pièce de réception à vivre et à montrer où il n'est plus rare d'y voir exposés des tableaux, des plantes, ou d'y trouver une bibliothèque. Lieu hybride repensé par les architectes d'intérieur et les cuisinistes en fonction des modes de vie (et des moyens), elle s'est émancipée de sa fonction première pour en adopter plusieurs, et offre aux professionnels un terrain de jeu sans limite en matière d'innovation.

« Désormais, on pense la cuisine avant même de dessiner les autres espaces à vivre

Il n'est plus rare d'y voir exposés des tableaux, des plantes, ou d'y trouver une bibliothèque.

de la maison », indique-t-on chez l'expert en agencement Perene. « Tout projet part de la cuisine », commente Julie Meyzenq, cheffe de projet au sein du pôle recherche de la marque savoyarde. Aussi soignée soit-elle, elle ne joue pas en solo. « Elle est pensée en harmonie avec les autres espaces ouverts. Plus on la travaille, plus on travaille les espaces connexes », poursuit la cheffe de projet. Et quand elle vient s'intégrer à une salle à manger existante, cela permet parfois des associations osées, comme un carrelage design s'incrutant dans un ancien parquet Versailles ciré. Stéphanie Coutas a connu le renouveau de la salle de bains, il y a quinze ans, et vit à présent celui de la cuisine. « On remet cette pièce en lumière comme une annexe du salon. » Ses dernières petites folies – « des murs et des plans de travail en marbre vert kaki » assortis d'un mur végétal haut de 7 mètres reliant la piscine au sous-sol à la cuisine – ont pris place dans une villa. Le duo d'architectes Emil Humbert et Christophe Poyet soigne lui aussi ses effets. Si ses clients ne sont pas forcément des marmiteux, « tous ont envie d'une cuisine ramenée vers l'avant de l'appartement, ouverte, esthétique, fonctionnelle et très équipée ». Humbert et Poyet prennent le parti de la théâtraliser et vont jusqu'à recourir à des matériaux nobles comme le ■■■

Pièce à vivre, la cuisine se pare de matériaux nobles, de marbre.

TROIS MATÉRIAUX BLUFFANTS ET BEAUX

Composé de résine polyester et de poudre minérale, le quartz permet en version polie ou rugueuse des plans de travail parmi les plus résistants. Résine minérale soudée, ultra-design, veloutée, douce au toucher et à l'entretien aisé, le Corian tient la corde et sort du lot pour ses infinies possibilités. Super stratifié, offrant une surface en résine résistante à tout, le Fenix a l'avantage de pouvoir être réparé au moindre bobo.

L'incontournable
îlot central,
comme un rappel
de l'antique foyer.

Lumière et gaieté
pour cette
cuisine-bureau.



■ ■ ■ marbre de Calacatta, du sol au plafond – pour une clientèle craignant de le tacher (la cuisine reste une cuisine), le duo le réserve aux crédences et l'associe à un plan de travail en granit tout aussi résistant ou à de la pierre de lave émaillée.

Demeure qu'il faut qu'une cuisine soit ouverte ou fermée... Depuis quelque temps, la tendance à l'ouverture totale se précise. « *Tout le monde veut une cuisine ouverte !* » affirme Fleur Delesalle, et s'attache à lui donner plus d'espace et de volume tout en lui conservant charme et fonctionnalité. Dans le même temps, on s'oriente vers la cuisine modulable, voire escamotable pour la cacher aux regards. Allons bon ! On l'aime ou on la déteste ? « *On veut avoir la possibilité de la refermer, pour ne plus systématiquement être vu et pour échapper aux odeurs* », précise Fleur Delesalle. Bref, nouveau casse-tête. Des solutions légères ont vu leur cote grimper en flèche, comme la verrière façon atelier ou les parois coulissantes, occultantes ou semi-vitrées dans lesquelles la décoratrice aime intégrer du vitrail.

Américaine. Ce besoin de recloisonner ne surprend pas Monique Eleb*, sociologue et historienne de l'habitat. Pour avoir étudié nos mœurs depuis quarante ans, elle a constaté que la plupart des personnes refermaient les cuisines ouvertes au bout d'un an. Pour cette professeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais, ce débat ne date pas d'hier. Les premières cuisines ouvertes datent de 1908, « *quand les rassemblements de philanthropes et d'industriels ont construit des logements pour un personnel venu des campagnes, auquel ces cuisines devaient rappeler les salles des fermes de leurs villages* ». Toujours dans la veine du logement social, celles imaginées par Le Corbusier et Charlotte Perriand, et montrées en exemple pour leur ergonomie, manquaient pourtant de clarté car placées loin des fenêtres. Au cours des Trente Glorieuses, les promoteurs tentent de convaincre les ménagères de la modernité de la cuisine ouverte, plus vendeuse en étant qualifiée d'« américaine ». La revoilà dans les années 1980-1990, enclavée dans le séjour. Dans un immeuble de l'époque, Monique Eleb a constaté que 90 % des occupants l'avaient refermée. « *Quand il n'y a pas de sas et que l'on entre directement dans cette pièce, avec la problématique des buées et des odeurs, cette disposition s'avère plus compliquée* » ■ ■ ■



EN ÉDITION LIMITÉE

TRECA

PARIS

X

MAISON
SARAH LAVOINE



treca.com



■■■ pour les familles s'affairant chaque jour à de vrais repas.»

Ouverte ou fermée, elle a fait de l'îlot central un incontournable. « Il a remplacé le foyer ancestral autour duquel on veillait tandis que la souple mijotait », commente Philippe Gilman, président de Boffi France. « On apprécie de voir le four allumé et les plats mijoter. » Placé au cœur de la maison, ledit îlot va jusqu'à se parer de finitions aussi soignées que du mobilier de luxe, à grand renfort de revêtements naturels, comme la pierre, le cuir, le métal ou le bois gratté, sablé. « Tout le monde en veut un, mais c'est paradoxalement le signe que la majorité des gens cuisine moins. Sympathique pour son côté informel, il a un effet zapping. Quand on rentre tard, on se lance rarement dans des recettes élaborées, on dîne plutôt sur le pouce », déplore Fleur Delesalle, fin cordon bleu. « L'îlot n'est pas obligatoirement fonctionnel, il est apprécié pour dresser des assiettes, boire un verre, recevoir », confirme-t-on chez Perene, qui l'imagine comme une partie technique, chapeautée d'un plan de travail ou d'une partie cuisson mise en majesté quand l'évier se camoufle. Même appétence chez Humbert et Poyet, qui placent un îlot central dans tous leurs projets. Monolithique mais modulable, on lui accroche des claustras, des luminaires, un espace repas, des banquettes.

« Aujourd'hui, on rêve de cuisines inspirées de celles des professionnels », apprend-on chez Boffi. Le créateur italien de cuisines sur mesure est l'un des premiers à avoir sollicité des designers comme Patricia Urquiola pour rendre la cuisine ultra-désirable. « Certains veulent la totale, le meil-

Pièce à vivre et à recevoir, la cuisine a besoin d'espace.



Protégée d'une verrière, elle reste ouverte sans diffuser les odeurs de cuisson.

leur de la technologie et de l'électroménager dernier cri tel que des fours vapeur pour préparer des repas fins et légers et des tiroirs chauffe-plat », assure-t-on chez Perene. Mais aussi new-look soit-elle, par ses indispensables installations et canalisations, toute cuisine conserve ses contraintes.

Et si casser les codes bourgeois, c'est chic, cela implique aussi que ce lieu mutant soit impeccablement ordonné. D'où un maximum de compartiments à prévoir : un placard pour dissimuler la vieille bouilloire, camoufler le Thermomix, masquer l'électroménager, les biberons qui

RECETTES D'EXPERTS

Implanter la cuisine en fonction des circulations dans l'habitat et selon que l'on reçoit peu ou souvent, avant même de penser à l'équipement.

Un îlot central nécessite de la place. Il faut au moins 20 mètres carrés et une bonne hauteur sous plafond par respect des proportions. Mieux vaut un bloc central que de disséminer de mini-îlots. L'îlot central peut être dessiné en épi, ouvert sur trois côtés, prolongé d'une table, il fait ainsi le lien entre la cuisine et le séjour.

Le bar à l'américaine est en perte de vitesse pour son aspect trop perché. La hauteur du plan de travail doit être différente de la partie table où s'assoie.

sèchent, la vaisselle qui s'égoutte. Alors, pour tricher, les cuisinistes créent de fausses séparations à l'aide d'étagères, de rangements positionnés en semi-hauteur. Pour combiner fonctionnalité et esthétique, Perene joue ainsi sur la couleur et les matières, les teintes douces ou flashy, des revêtements à effet béton, des laques, du chêne et du noyer massif, du verre fumé. Il existe mille et une recettes pour la mitonner à son goût. Ouverte à tous les regards, elle a vite fait de nous cataloguer. Mieux vaut en être avisé... Allez, à table ! ■

* Les 101 mots de l'habitat, Monique Eleb (Archibooks). 3



Royale

Design & performances
exceptionnels,

LA MEILLEURE CAVE À VIN DU MONDE.



reddot design award
winner 2018

EUROCAVE

www.eurocave.com

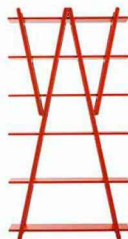
2



3



4



6



7



8



5



La Pipistrello,
de Gae Aulenti,
Martinelli Luce

Reconnaisable à vue d'œil, la Pipistrello de Gae Aulenti fête ses 55 ans. Indémorable, en lampe de table ou de sol, en version mini ou maxi, cette chauve-souris déploie avec élégance ses ailes en un méthacrylate opale blanc qui diffuse une douce lumière. Le pied existe en de multiples versions, y compris en plaqué ou 24 carats. A partir de 684 €.

6



Le Blogger, de Roberto
Tapinassi et Maurizio
Manzoni, Roche Bobois

L'éditeur de mobilier français Roche Bobois a depuis toujours ouvert son catalogue à des créateurs internationaux, et en particulier aux Italiens. Ce canapé signé du duo florentin Roberto Tapinassi et Maurizio Manzoni joue les tentateurs par ses rondeurs seventies et son capitonnage extensible « Marshmallow ». A partir de 3 000 €.

7



Le Secretello, de
Michele De Lucchi, Molteni
Ce secrétaire en chêne réinterprète la table de bureau, « cet espace très personnel, à la fois intime et public, sorte de territoire où l'on déploie ses propres instruments », selon son auteur, Michele De Lucchi. Lorsque le capot de verre est refermé, par les souvenirs et les instruments de travail qu'il abrite, il devient une vitrine de notre personnalité. A partir de 5 400 €.

8



Le Tube Chair, de
Joe Colombo, Cappellini
Présent dans les collections de la Triennale de Milan, du MoMA à New York, ce siège, créé en 1969, reste fidèle à l'original signé du Milanais Joe Colombo. Les technologies ont évolué mais son Tube Chair, composé de quatre cylindres creux, recouverts de tissu et interchangeables, permet de moduler leur usage. A partir de 2 850 €.



Louis Vuitton, Tambour Spin Time Air Aventurine

L'AIR DU TEMPS

Breveté en 2009, le système d'heure sautante de la manufacture Vuitton résulte de la rotation simultanée de deux des douze cylindres. En pratique, une heure se termine avec un cylindre dévoilant sa face neutre pour faire place à la suivante, matérialisée par une surface distinctive. Plus traditionnel, l'affichage des minutes se fait, quant à lui, grâce à une aiguille.



Trilobe, Les Matinaux Secret

LES DISQUES EXCENTRIQUES

Anti-utilitariste, ce modèle offre un changement de référentiel d'affichage en mettant le temps en mouvement, tandis que ses indicateurs deviennent fixes. Personnalisable, le cadran est enrichi d'une carte du ciel reflétant, par impression d'étoiles, un jour, une heure ou un lieu chers au détenteur de la montre. À la tombée de la nuit, les astres s'illuminent par croissance 3 D de Superluminova. Une première.



Ludovic Ballouard, Upside Down

L'HEURE À L'ENVERS

Horloger émérite, Ludovic Ballouard, qui fit ses armes chez Franck Muller et François-Paul Journe avant de fonder sa marque éponyme, il y a dix ans, a frappé fort avec son modèle phare. Un garde-temps joueur où tous les chiffres sont à l'envers sur le cadran sauf celui de l'heure en cours, qui pivote pour être affiché à l'endroit pendant son heure... D'où son nom, « Upside Down ». Impressionnant.

Relire l'heure

Alors que le changement d'heure s'opère le 29 mars, une nouvelle génération d'horlogers réinvente ses codes de lecture... Illustration à travers six montres pas comme les autres. **PAR CONSTANCE ASSOR**



Franck Muller, Vanguard Crazy Hours

LES INDEX ANARCHIQUES

La Vanguard Crazy Hours aborde la notion du temps à sa manière, malicieuse et ultratechnique. Depuis près de vingt ans, la manufacture bouleverse l'ordre croissant des index en présentant les heures dans le désordre. L'aiguille des heures saute d'un chiffre à l'autre, tandis que celle des minutes se déplace de manière conventionnelle. De la haute voltige.



Hublot, Big Bang Sang Bleu II

LA SUPERPOSITION D'AIGUILLES

La manufacture, qui a fait de l'art de la fusion sa spécialité, a demandé au tatoueur Maxime Plescia-Büchi de concevoir un garde-temps inspiré de son œuvre. Il en résulte un cadran aux allures de boussole composé d'aiguilles en forme de losange, dont les angles pointent vers les index. D'aucuns diront que ce n'est pas idéal. Certes, mais l'horlogerie est un plaisir d'initié!



Beaubleu, Rive Droite

LA RONDE DU TEMPS

Pour se démarquer, Beaubleu a choisi de remplacer les aiguilles par des cercles. En effet, lorsque les aiguilles dauphines ou bâtons pointent vers une direction, les aiguilles rondes indiquent une position, un instant. Lors de leur course, ces dernières tournioient, se croisent et se superposent, créant ainsi un graphisme en perpétuel mouvement.



NEUILLY



Neuilly-sur-Seine - Les Sablons
Lumineux 5 pièces avec toit-terrasse de 130 m², vue sur la tour Eiffel. 2 590 000 €
Junot Neuilly : 01 47 22 00 00
Exclusivité

Paris 16^e - La Muette
Bel appartement de réception de 239 m², 4 chambres. Charme de l'ancien. 3 095 000 €
Junot Fine Properties : 01 44 49 74 68



9^e



16^e



6^e

Paris 9^e - Saint-Georges
Magnifique 6 pièces de 200 m² meublé avec beaucoup de goût. 6 000 € / mois CC
Junot Location & Gestion : 01 42 55 95 28
Exclusivité

Paris 6^e - Rue du Cherche-Midi
Élégant duplex de 167 m² avec vaste jardin de 222 m² et 4 chambres. 5 980 000 €
Junot 6^e : 01 45 49 20 20
Exclusivité

MAISON FAMILIALE
DEPUIS 1984

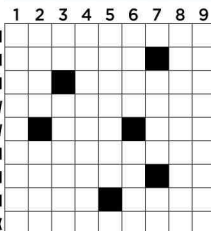
VENTE
LOCATION
GESTION

Junot.fr

15 AGENCES À PARIS
ET NEUILLY

MOTS CROISÉS

PAR ALBERT D'AUNAC



HORIZONTALEMENT I. Plus fort pour la lune que pour la timbale... II. Belle asturienne. Mises en vente. III. Booz y dormait-il? Cocottes. IV. Trop subtils. V. Retourné, facile à retourner. Grecque. VI. Vas sauter. VII. Égyptienne ou grecque. En Suisse. VIII. Yuan, maintenant. Suit le navire. IX. Abandonnées.

VERTICALEMENT 1. Fait équipe. 2. En Ile-de-France. Un petit trou. 3. Devant devant. Très (trop?) empressés. 4. Qu'on ne doit pas jeter. 5. Insecte chasseur. 6. Donne la valeur. Nuit, en un sens. 7. Mettre ensemble. Note. 8. On y fait son choix. 9. Émousse sûrement l'attention.

Solution de la grille du numéro 2483

I	D	E	R	A	C	I	N	E	S
II	I	M	I	T	A	T	I	V	E
III	L	E	T	T	R	E	A	M	
IV	A	T	E	M	I	S	O		
V	P	T	O	S	E	S	I	N	
VI	J	R	T	L	A	L	O	C	
VII	D	I	C	E	F	P	I	N	E
VIII	E	C	R	E	T	E	E	E	
IX	R	E	S	S	E	R	R	E	S

BRIDGE

PAR MICHEL LABEL

LE PROBLÈME DE LA SEMAINE

Voici les jeux de Nord-Sud :

♠ D92
♥ 764
♦ ARD43
♣ D10



♠ ARV107
♥ R93
♦ 10876
♣ 4

I. Enchères

Nord donneur.

Faites les enchères de Nord-Sud, qui se déroulent dans le silence adverse.

Réponse

La bonne séquence :

Nord	Sud
1♠	1♣
1SA	2♣
2♥	4♣

Quelques commentaires :

1♠ : Sud annonce sa majeure en 1 sur 1.
1SA : la bonne enchère avec un jeu régulier de 13 points H.
2♣ : Sud utilise le Roudi pour rechercher un fit 5-3 en majeure.
2♥ : minimum avec un soutien de trois cartes.
4♣ : un bon pari.

II. Jeu de la carte

Vous jouez 4♣ en Sud. Ouest entame de l'As de ♣ et rejoue le Roi.

Réponse

Vous possédez – en principe – un total de dix levées maîtresses : cinq à ♠ et cinq à ♥. Quel est le problème ? Regardez de plus près vos petites cartes à ♦ et surtout celles du mort, le 4 et le 3. Vous pouvez constater que la couleur est bloquée si les ♦ adverses sont partagés 3-1 (sauf le Valet scs). Comment faire cinq levées à ♦ ? Il n'y a pas de maniement de couleur pour réaliser cinq levées dans la couleur. Il existe pourtant une solution simple pour débloquer votre couleur ; réfléchissez encore un peu si vous ne l'avez pas encore trouvée. **Vous la bonne manœuvre :** après avoir fourni le 4 de ♣ sur l'As, **défaussez le 6 de ♦ sur le Roi de ♣ !** Grâce à cette défausse, la couleur est débloquée !

Voici les quatre jeux :

♠ D92
♥ 764
♦ ARD43
♣ D10

♠ 84
♥ A82
♦ V95
♣ AR762

♠ 653
♥ DV105
♦ 2
♣ V9853

♠ ARV107
♥ R93
♦ 10876
♣ 4

LE TEST D'ENCHÈRES

Le test d'enchères du Point est fondé sur « La Majeure cinquième, édition spéciale », de Michel Label.

Le début des enchères a été :

Sud	Ouest	Nord	Est
2♣*	pas se	2SA	pas se
?			

* 2 Faible.

Vous êtes en Sud. Quelle doit être votre deuxième enchère avec chacun des cinq jeux suivants ?

	♠	♥	♦	♣
A	RV10873	6	D104	972
B	AV10763	98	V10	R94
C	ARV762	5	V105	963
D	AR10862	95	D103	92
E	RV10863	A98	5	V93

Réponses

A 3♠ = 20 ; 4♥ = 10 ; 3♦ = 5.
Le relais à 2 SA est forcé pour un tour, il montre le plus souvent un espoir de manche dans la couleur du 2 Faible. Avec une ouverture de 2 Faible maximum, vous devez répéter votre couleur : 3♣.
B 3♣ = 20 ; 3SA = 15 ; 4♠ = 10.
Avec un 2 Faible maximum – 9 points H et une bonne couleur –, annoncez une force – As ou Roi – sur 2 SA. Répondez 3♣.
C 4♥ = 20 ; 4♠ = 15 ; 3♦ = 5.
Vous possédez un 2 Faible maximum et une belle couleur ; nommez votre couleur au palier de 4. Répondez 4♥.
D 3SA = 20 ; 4♠ = 15 ; 3♦ = 10.
Sur le relais à 2 SA, répondez 3 SA avec une ouverture maximum et une belle couleur sans courir ni force annexe.
E 3♥ = 20 ; 4♠ = 15 ; 4♠ = 10.
Un cas particulier : avec un 2 Faible maximum, quand vous possédez un As ou un Roi annexe et une courte, nommez en priorité votre force annexe. Répondez 3♥ sur 2 SA.

♠ D94
♥ 73
♦ AR9
♣ A10865

Jeu de Nord :

VOTRE RÉSULTAT : De 90 à 100 : un excellent résultat. De 70 à 85 : un bon résultat. De 50 à 65 : assez bien, travaillez davantage vos enchères. Moins de 50 : assez « La Majeure cinquième, édition spéciale ».

Dépôt légal : à parution - n° ISSN 0242 - 6005 - n° de commission paritaire : 0620 C 79739
Impression : Houry Imprimeur SA (45330 Malesherbes).

Diffusion : MLP



Les noms, prénoms et adresses de nos abonnés peuvent être communiqués à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec Le Point à des fins d'inspection notamment commerciale. Nos abonnés peuvent s'opposer sans frais à cette utilisation en contactant le service abonnements. En tout état de cause, les informations recueillies peuvent faire l'objet d'un droit d'accès et de rectification conformément à la loi du 6 janvier 1978.



Le Point contrôle les publicités commerciales avant insertion pour qu'elles soient parfaitement loyales. Il suit les recommandations de l'Autorité de régulation professionnelle de la publicité. Si, malgré ces précautions, vous avez une remarque à faire, vous nous rendrez service en écrivant à l'ARPP, 23, rue Auguste-Vacquerie, 75116 PARIS.



Toute reproduction est subordonnée à l'autorisation expresse de la direction du Point.

LE POINT
1, boulevard Victor, 75015 Paris - Tél. : 01.44.10.10.00 - Fax : 01.43.21.43.24

Directeur de la publication : Etienne Gernelle
Directeur de la rédaction : Sébastien Le Fol

Président-directeur général : Renaud Grand-Clement
Directeur général délégué et vice-président : François Clavier
Directrice exécutive de la régie publicitaire : Anne-Valérie Oesterle

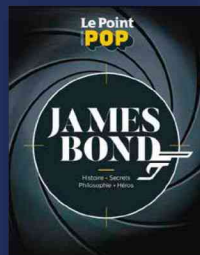
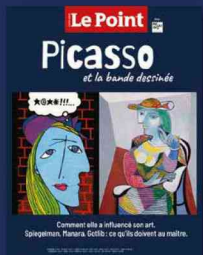
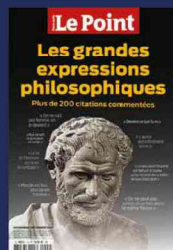
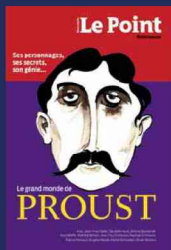
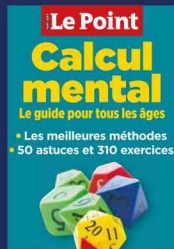
Service abonnements : Tél. 01.44.10.10.00 - CS 50002, 59718 Lille Cedex 9
Tarif abonnement pour 1 an, 52 numéros : 149 €. E-mail : abo@lepoint.fr

Publicité : Le Point Communication, Tél. 01.44.10.13.69

Le Point, fondé en 1972, est édité par la Société d'exploitation de l'Information Le Point - Sebdo
Société anonyme au capital de 13 499 165 600 euros. Siège social : 75020 Paris, R.C.S. Paris B 310 469 784
Acte principal : ARTEMIS SA (99,9% du capital social)

Le Point

Retrouvez nos hors-séries !



Egalement disponibles : Eloquence : l'art de convaincre, L'esprit de la Grèce, La vraie vie des héros de l'Antiquité, Vivre avec les machines, Eloge de la vie simple, Comment est né Dieu ?...

Commandez-les sur : boutique.lepoint.fr

Le bloc-notes

de Bernard-Henri Lévy

Chronique du coronavirus, 1

Tout va trop vite. La propagation du virus. Mais aussi la circulation de l'autre virus, celui de l'information en continu et des réseaux sociaux tournant en boucle. Dans ce climat, l'on n'est, en ces derniers jours de mars, à peu près sûr que de ceci.

Il faut rompre avec l'idée d'une relation de cause à effet entre mondialisation et épidémie.

On voit comment cette idée vient conforter les réflexes xénophobes : aujourd'hui « virus chinois » ; demain méfiance envers les « étrangers » et « migrants » dont on se demande, soit dit en passant, dans quel « chez-eux » ils iront se confiner.

On voit, aussi, comment elle peut alimenter le climat de grand carême planétaire qui est devenu la tendance du moment : « trop de jouissance ; trop de prospérité ; la planète mondialisée était dans un état de surchauffe que seule pouvait refroidir une bonne épidémie à l'ancienne... ».

Mais le problème c'est que cette idée est fausse.

Il n'y avait pas de mondialisation quand la Peste noire, partie de Gènes et de Marseille, anéantit un tiers des peuples d'Europe. Il n'y avait pas de mondialisation au moment des diphtéries des XVI^e et XVII^e siècles.

Et il y avait encore moins de mondialisation quand frappa la toute première épidémie répertoriée : nous sommes en 412 avant J.-C., à Périnthe, en Thrace ; c'est le moment où la langue grecque invente, sinon la chose, du moins le mot (*epi demos*, littéralement « sur le peuple ») ; la première calamité qui, à l'inverse de l'idée biblique d'un « fléau » s'en prenant aux « premiers-nés », s'abat sur le peuple tout entier, sans distinction d'âge, de rang ou d'excellence ; Hippocrate, qui est là, raconte que le mal commence par une toux sèche, suivie de fortes bouffées de chaleur puis de suffocations ; et cette épidémie, dit-il, anéantit presque entièrement la ville.

La deuxième chose, c'est que rien n'a vraiment changé, deux mille cinq cents ans plus tard, quant à la manière dont une société tente de se prémunir contre un virus nouveau.

Hippocrate, justement, dans sa relation de l'épisode de la « toux de Périnthe », énumère une liste de « gestes barrières » qui ressemblent à s'y méprendre à ceux des épidémiologistes d'aujourd'hui.

Boccace, dans *Le Décaméron*, explique que la seule manière de faire face à la « mortelle peste » est de se « cloîtrer » et « retrancher » ; de cesser de « se visiter entre parents » ; de faire que « les citoyens s'évitent eux-mêmes » (qu'ils évitent, donc, leurs devoirs civiques ? qu'on annule par exemple, pour cause d'épidémie, une élection municipale ? et cet esprit fort qui continue de « s'éjouir », d'« aller chantant et s'égayant à l'entour » et de « se rire et moquer de ce qui advient » n'est-il pas le portrait craché de l'« imbécile » qui voit de l'« héroïsme » à « enfreindre la règle » et qui vient de fustiger un ministre ?).

Et quant aux grandes épidémies de peste, elles ont produit ce « grand renfermement » qu'analyse Michel Foucault et qui, en anglais, se traduit comme par hasard par « grand confinement »...

La différence, bien sûr, c'est que la médecine d'aujourd'hui n'est plus celle d'Hippocrate, de Galien et d'Avicenne.

Et il y a de bonnes chances que la recherche mondialisée trouve, dans des délais brefs, le remède et le vaccin.

Mais, en attendant, nous en sommes là.

Nous ne sommes pas plus avancés, quand la nature nous met au défi d'un nouveau virus, que les contemporains de Boccace.

Et cet archaïsme de nos systèmes de défense a quelque chose, quand on y songe, de profondément tragique.

Et puis une dernière chose : l'illusion d'un monde d'après le virus qui recommencerait « comme avant ».

Les philosophes de la médecine ont fait justice de cette figure d'une maladie vue comme une attaque testant un corps sain et le rendant, une fois repoussée, à son intégrité retrouvée.

Et, puisque l'heure est aux conseils de lecture, je recommande, à ce sujet, les livres de Georges Canguilhem, ce maître qui déconstruit les philosophies substantialistes de la maladie et établit qu'un corps, qu'il soit individuel ou collectif, sort toujours entamé, marqué et, au fond, métamorphosé par le passage d'un nouveau virus.

Concrètement, le choc des grandes épidémies ne fut pas pour rien dans le déclin du miracle démocratique grec.

Le monde guéri des pestes de l'âge classique hérite, non seulement de l'hôpital général, mais d'un modèle disciplinaire dont s'inspireront longtemps usines et prisons.

La grippe espagnole lègue au monde qui l'a surmontée pêle-mêle : l'apartheid en Afrique du Sud ; le goût du sport et du grand air ; le besoin d'hôpitaux dignes de ce nom ; sans parler, chez les écrivains, de la mélancolie propre à celles et ceux qui en ont réchappé – Francis Scott Fitzgerald, Nancy Cunard ou le Dashiell Hammett du *Faucon maltais*.

Alors, le coronavirus dans tout ça ?

Encore trop tôt pour le dire.

Mais il est à parier que le monde de demain ne sera, pour le pire et le meilleur, plus tout à fait celui d'hier.

Le pire : une Chine qui aura le front de nous donner des leçons de gestion de crise sanitaire.

Le pire : la tentation du repli, de la forteresse et d'un adieu au monde, l'autre, celui des affligés et des damnés.

Le meilleur : les citoyens de Milan et de Paris aux fenêtres des immeubles pour saluer ces hussards blancs de la République que sont nos soignants.

Ce qui, de cela ou de ceci, de l'humiliation des démocraties ou de leur ennoblissement, l'emportera ? Ce sera à chacun d'entre nous, dans le chagrin et la foi, d'en décider ■

Nicolas Roussellier: « L'État régalien vit son crash-test »

L'historien voit la crise actuelle comme une opportunité de refonder les relations entre État et citoyens, marquées jusque-là par la défiance.

Son maître ouvrage, *La Force de gouverner* (Gallimard, 2015), a fait date dans l'étude de l'histoire politique française. Ce panorama de notre pouvoir exécutif depuis le XIX^e siècle décrit les aléas du parlementarisme, de la souveraineté populaire et du régime présidentiel. Face à la nouvelle donne étatique et citoyenne, son analyse nuancée va contredire ceux qui croient au retour de l'État

dit régalien. Nicolas Roussellier souligne les opportunités cruciales ouvertes, *volens nolens*, par la pandémie, pour le pouvoir comme pour la société civile ■

Le Point : Hobbes, dans le « Léviathan », affirmait qu'« il n'y a de politique que par la peur » et que l'« État est un contrat de crainte mutuelle ». ■■■

Pour un Conseil national de la résilience

PAR SÉBASTIEN LE FOL

Nos hôpitaux submergés et notre économie à l'arrêt, il nous faut pourtant nous projeter dans l'après. Si nous sommes « *en guerre* », eh bien, créons dès maintenant un Conseil national de la résilience (notion chère à Boris Cyrulnik) sur le modèle du Conseil national de la Résistance. Associons toutes les forces du pays, mobilisons tous les cerveaux. Ne transformons pas cette reconstruction-là en concours Lépine du dirigisme et du planisme. Faisons confiance à la diversité des expériences et des points de vue. Les énarques et autres hauts fonctionnaires doivent accepter de se confronter à d'autres approches et expertises. Écoutons, enfin, les outsiders.

Déconfinons intellectuellement ce pays. Il étouffe sous un couvercle de conformisme et de certitudes. Ce Conseil national de la résilience doit être un projet d'intelligence collective. Pas seulement français, mais aussi européen. Repensons la coopération internationale. Voyons ce qui doit relever du local et du supranational. À quel niveau se situe le bon pouvoir de décision ? Quelle autonomie réelle sommes-nous prêts à concéder à tous les acteurs ? N'ayons pas peur de diagnostiquer nos échecs. Étudions nos vulnérabilités. Ne gaspillons pas nos forces dans de stériles règlements de comptes. Ce souci de concorde nationale ne doit pas nous exonérer d'un débat sur

les responsabilités des uns et des autres. Qui est responsable de quoi dans notre société ? C'est la question à trancher pour repartir du bon pied. Depuis le début de la crise, nous nous abritons derrière notre machine étatique. « *L'État tiendra* », entend-on. Mais la gestion pyramidale et corporatiste à la française n'a-t-elle pas vécu ? Le management hexagonal, très vertical, qui laisse peu d'autonomie, pourrait bien se révéler être un frein à la relance lorsque le virus aura quitté nos rues. Méfions-nous de ceux qui nous disent : « *Rien ne sera plus comme avant*. » Mais admettons que beaucoup de choses ne reviendront pas. Soyons francs-tireurs et résistants ! ■

N'assiste-t-on pas au retour de cette conception ?

Nicolas Roussellier : Vous avez raison de souligner le caractère spectaculaire et même inouï de la suspension des libertés publiques, à commencer par la liberté de circulation. Cela revient à donner à l'État le droit de supprimer pratiquement la sphère publique. Avec le confinement, la contrainte, la verbalisation des contrevenants, on peut avoir l'impression d'assister au grand retour de l'État régalien, dans sa forme la plus « primitive » décrite par Hobbes : faire peser la crainte sur chacun de nos gestes et de nos attitudes dès que l'on sort de chez soi.

Il faut cependant résister aux analogies, en dépit du caractère spectaculaire de cet événement. Dans le petit monde des « intellectuels », il est toujours plus « bankable » de jouer à se faire peur. Je vois deux différences essentielles avec l'État de Hobbes. Si nous assistons bien à la restriction des libertés, c'est uniquement sous la forme « en présentiel » de ces libertés (circuler, se réunir, manifester). Nous perdons les libertés « physiques », mais pas la liberté de critiquer. Il nous reste le recours illimité aux libertés 2.0. L'existence des réseaux sociaux, pour le bon comme le moins bon, rend impossible l'État hobbesien. D'autre part, et cela me semble plus spectaculaire que la restriction des libertés, l'État a décidé toute une série de mesures de protection et de sauvetage des entreprises et des salariés. L'État marche donc sur deux jambes, le répressif et le distributif. Le plus frappant, loin de Hobbes, est la tentative d'un État du XXI^e siècle de dissocier le malheur public du malheur privé, en ne faisant pas peser pour l'instant la facture de la pandémie sur les revenus des citoyens. Cela n'a pas d'équivalent dans l'Histoire. Certes, les lendemains de la Seconde Guerre mondiale furent le berceau de ce même État-providence, mais les salariés durent supporter le poids de cadences infernales pour gagner la bataille de la reconstruction. Aujourd'hui, une manne étatique est déversée sur les entreprises et citoyens, alors que la situation budgétaire et d'endettement était, il y a quelques jours encore, notre obsession. Le gouvernement n'a de toute façon probablement pas le choix, sinon une crise sociale immédiate serait inévitable.

Dans le dernier numéro du « Point », Peter Sloterdijk déclarait que ce qui surgit, dans cette crise antilibérale, c'est le fantôme de l'ordre retrouvé...

Non. Ce n'est pas un retour des fantômes du XX^e siècle. On est projeté comme sur un toboggan dans la modernité du

XXI^e siècle. Nous voyons ici les caractéristiques de la mondialisation, le suivi en temps réel et la dimension spectaculaire. Ce qui s'invente, c'est une sorte de temps de guerre du XXI^e siècle avec la mise en jeu des deux caractères principaux de notre vie sociale : la responsabilité et l'autonomie. Chaque individu, chaque groupe, de voisinage par exemple, chaque entreprise, chaque institution est confronté à la même question : est-on capable d'utiliser notre autonomie au profit du collectif, qu'il y ait ou non injonction de l'État ? Remarquons que cet État régalien qui semble resurgir du passé se place volontiers à côté et même parfois derrière l'autorité de la science, et non au-dessus comme l'aurait fait un État hégélien type XIX^e ou XX^e siècle. Plutôt que recourir à l'article 16 de la Constitution (ce qui aurait été du régalien à l'ancienne) le gouvernement a fait voter l'« état d'urgence sanitaire ». Il est de l'intérêt de l'État de placer les mesures d'exception sous l'égide de la nécessité scientifique ; cela permet de les objectiver. Le match ne se fait pas à deux, entre un État dominateur et une société civile condamnée au confinement, mais à trois, avec l'acteur médical et scientifique qui joue le premier rôle.

On disait l'État régalien à bout de souffle, après s'être dessaisi de ses obligations sur les collectivités territoriales. Sa réactivité n'est-elle pas le signe du contraire ?

L'État régalien à la française vit son crash-test. On est en train de mesurer que plusieurs décennies de décentralisation et de régionalisation ont transformé l'ancien modèle

jacobin, mais sans le détruire. On a noté, d'ailleurs, récemment, un retour de l'État dans la gestion du système de protection sociale ou bien dans la gestion des crises sécuritaires (lutte antiterroriste). La crise du coronavirus ne serait donc pas contracyclique. Elle sera une confirmation, même une accélération. Le crash-test revêt aussi un sens très concret. Avec la crise, l'État régalien mesure en direct sa dépendance vis-à-vis des femmes et des hommes qui travaillent en son sein. Le prof s'entêtera-t-il à continuer son enseignement à distance malgré des bugs informatiques, en dépit des récriminations accumulées contre son ministère ? Le policier continuera-t-il les interpellations malgré le risque d'infection et les frustrations récentes ? Face à cette crise, notre État du XXI^e siècle reste fort par ses mécanismes, ses appareils et ses moyens financiers ; mais il n'a jamais été aussi dépendant de l'attitude de ses agents. Ce qu'il y a de nouveau, avec



Nicolas Roussellier, historien, maître de conférences à Science-po, auteur de *La Force de gouverner. Le Pouvoir exécutif en France, XIX^e-XXI^e siècles* (Gallimard, 2015).

« Il est de l'intérêt de l'État de placer les mesures d'exception sous l'égide de la nécessité scientifique. »

notamment la crise des masques, c'est que l'État français, qui disposait en 2011 d'au moins 60 millions de masques, a renoncé à sa prérogative de souveraineté en obéissant à une expertise venue de l'extérieur, l'OMS, qui lui enjoignait de s'en remettre à une production externe et aux échanges internationaux.

Quelle carte le Parlement peut-il jouer ?

Le régime de la Troisième République n'a pas gagné politiquement la Première Guerre mondiale avec moins de Parlement, mais avec plus de Parlement, en session permanente. Avec des missions d'enquête sur le front, des débats de critique et d'interpellation du gouvernement (en comités secrets). Les conditions sont aujourd'hui plus difficiles pour le Parlement. Mais il a devant lui une opportunité. L'opinion a besoin que les actions de l'exécutif soient soumises au feu de l'interpellation et de la critique. Mais pas sous la forme chaotique et inaudible des réseaux sociaux. Les assemblées ont cette chance unique de pouvoir organiser une forme concentrée et régulée de contre-pouvoir. Je verrais bien l'organisation de deux ou trois séances par semaine de questions au gouvernement sous une forme modernisée. La réussite repose sur la qualité politique et oratoire des sénateurs et députés, et aussi de leur éthique de responsabilité.

Le civisme devient un exercice quotidien. Peut-il s'agir d'une expérience sans lendemain ?

Cette crise représente un moment de vérité pour l'État comme pour notre société civile. L'évolution récente est allée dans le sens de l'invention de nouvelles formes d'action sociale, aussi bien dans l'ordre de la protestation que dans l'ordre de la création. On est allé dans le sens de l'autonomie et du développement de relations entre pairs, des formes d'individualisme communautaire. Ce sont les circuits courts pour la distribution de produits bio. Ce sont des formes d'expertise développées par le monde associatif, notamment dans le domaine environnemental. Cette nouvelle société civile du XXI^e siècle se retrouve, elle aussi, confrontée à son propre crash-test. Est-elle en mesure de transposer les expériences du temps de paix en expériences de solidarité pour le temps de guerre contre le coronavirus ? Avant la crise, on parlait beaucoup de « désobéissance civile » en plaçant l'État sur la sellette. Avec la crise, par ironie, la « désobéissance civile » se retrouve l'alliée objective de l'État régalién et policier : l'un n'a jamais eu autant besoin de l'autre, et réciproquement. C'est là toute la clé, l'État fait appel à la discipline de tous au beau milieu d'une situation de défiance généralisée envers les institutions, mais ceux qui l'exprimaient hier n'ont jamais eu autant besoin de l'État protecteur pour sauver la société, les emplois, leur mode de vie.

La position de « chef de guerre » d'Emmanuel Macron est-elle la plus judicieuse ?

On est en droit d'en douter, si cette position se fait trop pesante. Certes, les exemples du passé vont dans le sens du « chef de guerre ». C'est Clemenceau pour la Première Guerre

« La crise actuelle nous montre que l'État ne peut plus être fort à lui seul. »

mondiale. De Gaulle pour la Seconde, mais aussi pour imposer la paix en Algérie. Une des caractéristiques de l'évolution de la démocratie dite libérale au XX^e siècle, c'est d'avoir réintroduit la force de l'exécutif sous la forme d'un « pouvoir personnel » ; un type de pouvoir que les républicains du XIX^e siècle avaient rejeté de toutes leurs tripes, rêvant d'un idéal d'impersonnalité du pouvoir.

Mais, aujourd'hui, en ce début de XXI^e siècle, il faut savoir lire la différence. Le partage est subtil entre l'administration de la crise et le gouvernement de la crise. Le pouvoir politique a tout intérêt à « sanitiser » le plus possible la gestion administrative, à laisser le devant de la scène aux représentants de l'autorité sanitaire qui représentent l'idéal du service de l'État et de l'intérêt général. Il reste cependant la pointe de la pyramide, le moment où le pouvoir politique, donc le président, doit surgir. Ce moment doit être le plus rare possible. La botte secrète de Clemenceau était qu'il passait un tiers de son temps en visites au front, mais sans déclarer ni discours. Il ne faisait surgir le moment du politique que dans un petit nombre de discours décisifs tenus devant la Chambre des députés pour continuer ainsi à « faire la guerre ». En revanche, après la phase sanitaire de la crise, on attendra le retour du politique, une politique de proposition et de reconstruction. Un moment qui s'enchaînera avec le début de la campagne pour la présidentielle.

Que pourra-t-on construire dans la relation entre État et citoyens ?

La crise actuelle nous montre que l'État n'est pas le monstre de Hobbes. Il ne peut plus prétendre être fort à lui seul. Nous sommes à l'époque de l'État au conditionnel. L'État peut encore entraîner les citoyens dans une grande cause collective mais à la condition que chaque citoyen, pratiquement un par un, opère sa propre démarche de responsabilité. Ni contrainte pure, ni consentement passif. Le ressort de l'obéissance a changé de nature ; il n'y a plus d'a priori, plus rien n'est gagné d'avance, plus rien n'est donné. La crise actuelle peut nous permettre de penser la société de la défiance non comme une preuve de la « crise de la démocratie » (dont on parlait beaucoup avant la crise), mais comme une ressource politique. L'État est soumis à une sorte d'audit permanent de ses tares et de ses faiblesses dans la gestion de la crise. Or, justement, c'est une chance qu'il peut saisir : l'audit lui indique où les améliorations nécessaires doivent être apportées. La critique sera permanente, la crise sera permanente, mais la démocratie aussi. C'est le philosophe Alain, l'auteur notamment du *Citoyen contre les pouvoirs*, qui triomphe sur Hobbes ■ PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS-GUILAUME LORRAIN

« Il faudra inventer une pédagogie de la complexité »

Les mesures restrictives de liberté adoptées pour lutter contre la pandémie entraînent « des effets en cascade qu'il est difficile de mesurer », observe la juriste Mireille Delmas-Marty.

Le Point : Les libertés individuelles sont difficilement compatibles avec la gestion d'une pandémie, nous sommes en train d'en faire la douloureuse expérience...

Mireille Delmas-Marty : Construire, dans un tel contexte, un raisonnement juridique capable de prendre en compte, à la fois, les libertés individuelles et la sécurité sanitaire paraît, en effet, très difficile. On trouve des pistes dans un certain nombre de textes. En droit français, l'article 16 de la Constitution autorise un transfert de pouvoirs au pouvoir exécutif, mais il ne vise que le cas où « les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate », et lorsque « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu ». Nous n'en sommes pas là. En revanche, la loi de 1955 sur l'état d'urgence et celle de 2007 sur l'urgence sanitaire (adoptée à l'occasion du SRAS, syndrome respiratoire aigu sévère) pourraient s'appliquer, mais, après les attentats terroristes de Paris, les mesures autorisées ont déjà, pour la plupart, été intégrées au droit ordinaire. En outre, la loi adoptée en début de semaine instaura un « état d'urgence sanitaire » qui renforce les pouvoirs de l'exécutif, « dans la seule finalité de mettre fin à la catastrophe sanitaire ». Ce nouveau texte énumère un certain nombre de libertés fondamentales qui pourraient être ainsi limitées (liberté d'aller et venir, de réunion et d'entreprendre) « en tant que de besoin ».

Outre le droit français, plusieurs dispositifs internationaux, à commencer par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (CESDH), évoquent les circonstances exceptionnelles (guerre ou « autre danger public menaçant la vie de la nation ») dans lesquelles un Etat peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues en matière de droits humains. Les exceptions à la liberté d'aller et venir sont définies limitativement par l'article 5 de la Convention, qui, en matière sanitaire, autorise seulement la détention régulière d'une « personne sus-

ceptible de propager une maladie contagieuse ». Il semble difficile de dire que toute une population est contagieuse. Il faut donc faire appel à la notion de « circonstances exceptionnelles » (en l'espèce, un « danger public menaçant la vie de la nation ») pour qu'un Etat puisse prendre des mesures dérogatoires. Étant précisé que ces mesures doivent être prises « dans la stricte mesure où la situation l'exige ». Autrement dit, elles doivent être strictement proportionnées au but invoqué.

Se pose aussi la question de leur durée...

En effet, même si elle se distingue de l'état d'urgence, la notion de circonstances exceptionnelles ne fonctionne que dans une durée limitée. La question de la durée acceptable est très importante. Des mesures légitimées par la gravité sanitaire pourraient, si elles duraient trop longtemps, ne plus répondre aux exigences de la proportionnalité.

Les mesures prises vous semblent-elles « proportionnées » ?

Les mesures adoptées entraînent des effets en cascade qu'il est difficile de mesurer. Je ne suis pas sûre qu'en décidant de ces mesures le gouvernement ait pu prendre en compte tous les effets, car ils se révèlent les uns après les autres. D'un côté, l'activité du pays est arrêtée ou ralentit pour sauvegarder la santé ; de l'autre, ceux qui assurent des missions relevant de la survie de la nation connaissent des conditions de travail risquées : ce sont les soignants, les aides à domicile, les policiers, les surveillants de prison, les transporteurs de médicaments ou de denrées alimentaires, et bien d'autres... Je vois apparaître une forte inégalité entre ceux qui sont les plus exposés et auxquels on demande des efforts importants, sans toujours leur assurer la protection nécessaire, et les autres, auxquels on demande seulement de rester chez eux. En outre, cette assignation à résidence qui est imposée à tous n'est pas ressentie de la même manière par ceux qui ont de vastes résidences et ceux qui ont des logements précaires, ou qui sont sans logement, et/ou sans ressources. Face à de telles dissymétries, les risques



Mireille Delmas-Marty
Professeure honoraire
au Collège de France (chaire
Études juridiques comparatives
et internationalisation
du droit 2003-2011), membre
de l'Académie des sciences
morales et politiques.

de tension sociale sont grands, qui me font dire que nous ne sommes pas à la fin de cette histoire.

Les mesures ont-elles été suffisamment débattues ?

Sans doute faudrait-il expliquer la complexité de la prise de décision et l'adaptation nécessaire à ce type de situation très évolutive qui nous met face à de nombreuses contradictions. Tocqueville parlait de « despotisme doux » à propos des démocraties et décrivait une sorte d'infantilisation dans la manière dont on s'adresse au peuple... En tout cas, quand tout cela sera terminé, il faudra inventer et pratiquer une pédagogie de la complexité pour éviter ce qu'on pourrait appeler la démagogie de la simplicité.

Le droit pénal a été immédiatement convoqué

pour faire respecter le confinement, avec la création d'une contravention dont le montant s'est d'ailleurs très vite alourdi. Était-ce utile ? N'aurait-il pas mieux valu s'en remettre, d'abord, au civisme de nos concitoyens ?

Il y a là une course contre le temps. Dans l'urgence, il est plus simple, et donc peut-être plus efficace, de prévoir une infraction, avec une peine qui n'est qu'une peine d'amende, plutôt que de s'en remettre au civisme, dont l'évaluation, nécessairement, demande du temps. Dans la durée, pour éviter des amendes trop lourdes qui renforceraient les inégalités, d'autres mesures, comme le travail d'intérêt général, pourraient être envisagées. En revanche, cette pénalisation est plus inquiétante quand la peine se convertit en emprisonnement. Une telle sanction serait d'autant moins pertinente que les prisons sont déjà surpeuplées.

Dans certains pays d'Asie, la situation a été jugulée différemment, soit avec des mesures extrêmes, comme en Chine, soit en passant par une sorte de civisme volontaire, comme en Corée.

Ce qui est inédit, dans cette crise, c'est sa dimension mondiale. Nous nous trouvons face à ce que Marcel Mauss appelait un « fait total », qui se trouve être aussi un fait mondial. Du coup, on se retrouve face à une situation dans laquelle le droit est mal à l'aise : le fait est global, mais les réponses juridiques apportées sont nationales et diffèrent selon la culture, la nation considérée, son système politique... On se trouve écartelé entre la nécessaire souveraineté des États, qui ne doit connaître aucune limite dans ces périodes de tensions extrêmes, et la dimension mondiale des défis qui se posent à eux, et qui risquent, à terme, d'aboutir à un chaos global. Cette pandémie est la démonstration saisissante du caractère inévitable, inéluctable, de l'interdépendance entre les humains et entre les États. Mais on se trouve face à des pratiques divergentes, voire opposées, qu'il faudrait parvenir à rendre compatibles, au sein d'une communauté mondiale qui reste à inventer.

Comment justifier le « tri » des patients que l'on va pouvoir traiter, face au manque de lits en réanimation ?

Il ne se justifie pas. N'y a-t-il pas en ce cas une confiance nécessaire dans les médecins ? Mais une autre critique pour-

« Laisser des hôpitaux se dégrader ne relève-t-il pas de la négligence grave, au sens juridique du terme ? »

rait être avancée en amont, c'est de ne pas avoir fait en sorte que les services publics soient beaucoup mieux entretenus. Laisser des hôpitaux se dégrader ne relève-t-il pas de la négligence grave, au sens juridique du terme ? Comment répartir, après ? Comment relancer l'élan de la nation ? Il est un peu tôt pour le dire. Vraisemblablement, il faudra un changement radical des équilibres entre la logique du marché, l'usage des nouvelles technologies et l'esprit humaniste. Le « tout-marché » a démontré sa fragilité et le « tout-contrôle » ne peut être durable. C'est donc notre récit du monde qu'il faudra d'urgence réinventer, autour d'une politique de la solidarité et d'une éthique des biens communs mondiaux à protéger, comme la santé ou le climat.

Quelles traces les restrictions aux libertés que nous vivons laisseront-elles dans les esprits quand l'épidémie aura été endiguée ?

Le risque serait, l'habitude étant prise, de prendre le pli, de revenir à ce type de mesures au moindre incident. La crainte que l'on peut avoir, c'est que, dans des circonstances moins dramatiques, les pouvoirs publics soient tentés d'utiliser de nouvelles formes de confinement, peut-être plus courtes, moins drastiques et plus localisées, mais qui porteront atteinte à une liberté aussi fondamentale que celle d'aller et venir. Banalisées, et utilisées en dehors de circonstances exceptionnelles, de telles mesures nous ramèneraient à une formule un peu oubliée, mais puissante de la Cour européenne des droits de l'homme, qui nous mettait en garde (dans les années 1970) devant le risque de « perdre la démocratie au motif de la protéger ». Quant à votre question sur les traces qui subsisteront après cet épisode, il m'est difficile d'y répondre. Vous me demandez de passer à la prédiction, et je ne sais pas faire...

Il y a peut-être une limite aux mesures que l'on peut accepter, outre une durée excessive : ce sont les atteintes qui pourraient être portées à la liberté d'expression.

La liberté d'expression n'est pas une liberté absolue. Elle est soumise aux « restrictions nécessaires dans une société démocratique » (CESDH). On a vu cependant que, en voulant faire taire les médecins qui tentaient d'alerter sur l'épidémie, la Chine a provoqué des effets dévastateurs. La liberté d'expression peut sauver des vies, et cela, c'est plutôt une bonne nouvelle ! ■ PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS BASTUCK

Cet écrivain qui avait prévu les ravages de notre temps

PAR NICOLAS D'ESTIENNE D'ORVES*

Dans *Ravage* et *Le Grand Secret*, René Barjavel, le maître français du roman d'anticipation, a imaginé la crise que nous vivons. Découvrez ce grand barde de la fin du monde.

L'apocalypse est un luxe très intime. Dans l'imaginaire, l'Armageddon ne saurait être le même à Los Angeles et à Nyons. Du moins le croyait-on, car la pandémie qui plane sur le globe nous place sous le joug d'une même boussole affolée. Elle nous conduit surtout à une hibernation par survie. Ce retour au temps long, aux secondes qui tintent et au silence de la nuit, me pousse vers un auteur qui a toujours été une inspiration et un maître : René Barjavel.

Les aléas du confinement m'ont exilé à un jet de pierre de Tarendol, ce petit village de la Drôme provençale où Barjavel vit le jour en 1911, dans une famille de paysans. Il est pour moi troublant et symbolique de fuir une amorce d'apocalypse en gagnant le pays d'un grand barde de la fin du monde. Lors, comment ne pas le relire ?

D'aucuns trouveront étrange de se plonger dans une lecture miroir, à l'heure où tout vacille. Mais, tout comme *Contagion*, de Soderbergh, est le film le plus téléchargé du moment, rouvrir Barjavel offre une lecture prophétique et fascinante. Les Presses de la Cité viennent de réunir en un volume ses *Romans extraordinaires* dans la collection « Omnibus ».

Revanche d'une nature souveraine. Son œuvre presque entière tisse des thèmes qui nous sont actuellement si proches : la peur de la technologie dévorante, la revanche d'une nature souveraine, la fin de la civilisation. René Barjavel a grandi dans une campagne idyllique, gorgée de soleil et de senteurs, mais ses souvenirs d'enfant résonnent aussi des tumultes du terrible conflit qui ensanglantait les tranchées.

Cet esprit ouvert et curieux n'a pas 30 ans lorsqu'il entre chez le brillant éditeur Robert Denoël, pour devenir chef de fabrication. Il fait la brève campagne de 1940 dans un régiment de zouaves, assiste à l'effondrement traumatique de la France, puis reprend ses fonctions chez l'éditeur le plus sulfureux de l'Occupation.

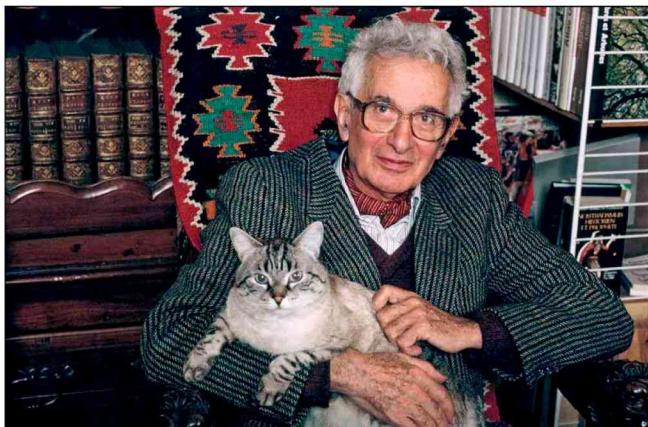
Ainsi est-ce Barjavel qui signe les bons à tirer des *Beaux Draps* de Céline ou des *Décroches* de Rebatet, mais aussi des textes d'Elsa Triolet. C'est surtout au cœur des années noires qu'il entre en littérature dans un genre inexploré par les Français : le roman d'anticipation. N'étaient Rosny aîné ou plus récemment Jacques Spitz, ce qu'on appellera bientôt la science-fiction est encore balbutiante au pays de Flaubert. Mais les Britanniques Aldous Huxley et surtout H. G. Wells ont nourri l'imaginaire de René Barjavel, qui s'en montre un singulier héritier.

En 1943, au plus dur de l'Occupation, paraît *Ravage*. À grand renfort de scènes apocalyptiques, le romancier y décrit la disparition subite et inexplicable de l'électricité. Devant ce séisme technologique, les hommes fuient les villes, aux prises avec les émeutes et bientôt le choléra. Le lecteur suit un groupe d'individus qui décident de regagner la région de leurs aïeux – précisément la Drôme –, pour embrasser une terre qui ne ment pas.

D'aucuns virent une métaphore pétainiste dans ce qui est plutôt une critique guénonienne (René Guénon, admirateur de l'islam et de l'Orient, fut un pourfendeur de l'Occident) du monde moderne. Sans compter que Barjavel dépeint avec férocité les mœurs militaires et l'absurdité politico-administrative. Mais cette réputation « droitière » collera longtemps à la peau d'un auteur inscrit sur la liste des écrivains pros crits par le Comité national des écrivains à la Libération, avant d'être blanchi. On lui reprochait moins l'idéologie de ses romans que leur prépublication en feuilleton dans l'hebdomadaire *Je suis partout*, comme *Le Voyageur imprudent*.

La planète entière disparaît sous le feu. Dès lors, Barjavel connaît une longue traversée du désert. Hormis *Tarendol*, belle histoire d'amour, ses romans continuent de ferrailler avec la fin des temps, mais on ne les lit plus. Ainsi *Le diable l'emporte* (l'un de ses chefs-d'œuvre, sorti en 1948)

De Gaulle, Mao, Nixon savent qu'un terrible virus menace l'humanité et œuvrent au confinement de ses victimes.



Couvre. René Barjavel, ici à Paris, a été un précurseur de la science-fiction en France.

ne trouve-t-il aucun lecteur. Le sujet est pourtant passionnant : les glaces des pôles fondent et Paris se voit étouffé par une arme qui détruit l'oxygène, avant que la planète entière ne disparaisse sous le feu...

Devant cet insuccès, Barjavel délaisse la littérature et devient un scénariste forçat, au service de productions souvent alimentaires. Il est ainsi le dialoguiste des plus médiocres Duvivier ou des pensums de Le Chanois. Plus curieusement, il rédige la version française des dialogues du *Guépard* de Visconti. C'est pourtant le cinéma qui le ramène au roman. Désirant frapper un grand coup, son ami André Cayatte lui commande en 1967 un scénario de science-fiction. Barjavel bâtit alors une passionnante intrigue autour d'un couple d'humains retrouvés sous la calotte glaciaire de l'Antarctique, qui seraient les rescapés d'une civilisation disparue neuf cent mille ans plus tôt, après une catastrophe technologique.

Las, le budget manque et le film est abandonné. Mais Barjavel aime trop son histoire pour la remiser ; qu'à cela ne tienne, il en fera un roman. Riche idée : *La Nuit des temps* est l'un des plus gros succès éditoriaux de la fin des années 1960. Après vingt ans de purgatoire, Barjavel romancier renaît de ses cendres. À la joie de ses admirateurs, son imaginaire a conservé toute sa noirceur, accrue par les menaces de la guerre froide et du péril atomique.

Dans la plupart de ses livres suivants, le monde n'en finira plus de finir. Une rose au paradis met en scène un milliardaire qui crée une arche souterraine, sélectionne les élus du déluge, puis détruit l'humanité pour repartir de zéro...

J'avoue toutefois qu'à nos yeux durement confinés du printemps 2020, son roman le plus troublant est sans doute *Le Grand Secret*. À l'heure où les délirantes complotistes nous assaillent chaque jour, relayés par les groupes WhatsApp de Français qui trompent leur ennui (Macron serait le jouet des Bilderberg, toute cette épidémie étant planifiée de longue date par... Jacques Attali !), ce livre parmi les meilleurs de Barjavel invente une conspiration des puissants de ce monde.

Éviter une épidémie. De Gaulle, Mao, Kennedy, Nixon savent qu'un terrible virus menace l'humanité et œuvrent ensemble au confinement de ses victimes, dans des îles de l'Alaska. Cet effort commun explique et justifie tous les événements géopolitiques des années 1960, car le grand secret de cette maladie doit être à jamais maintenu pour éviter une épidémie qui serait fatale à l'humanité. Le nom de ce virus ? Je laisse aux lecteurs la surprise de le découvrir, mais l'idée est aussi vertigineuse que terrifiante.

Puisqu'on combat le mal par le mal, lire Barjavel est donc un excellent vaccin contre ces heures si floues. Nous vivons une époque que le romancier n'a cessé d'envisager, comme si l'année 2020 était un miroir de son imaginaire. Ses romans offrent rarement de happy end, mais ils nous forcent à méditer cette citation de *Ravage* où Barjavel paraphrase Nosttradamus : « Restera l'homme nu. » ■

*Nicolas d'Estienne d'Orves est écrivain. Il est l'auteur d'une trentaine de livres dont tout récemment un *Dictionnaire amoureux de Paris* (Plon) et *La Gloire des maudits* (Le Livre de poche).

L'avenir hypothéqué de la peau

PAR KAMEL DAOUD

En cette période de pandémie, l'usage de l'épiderme est criminalisé. Et tout ce qui va avec : orgasmes, souffles partagés, effleurements...

La fin de cette « fin du monde » adviendra-t-elle dans quelques jours ? Quelques semaines ? Quelques mois ? On ne le sait pas. Mais certaines de nos habitudes vont peut-être disparaître, sinon être lourdement modifiées, revues à la baisse. Car, et c'est une évidence vécue, le virus de la nouvelle grippe signe, par la loi du confinement, des avis médicaux ou de la peur, au minimum la fin – temporaire – de la proximité, du contact franc et invasif, de la mitoyenneté charnelle, en quelque sorte. Poignées de main, bousculades, bras-le-corps et étreintes sont déjà déclarés dangers publics, vecteurs de la pandémie. À leur place, on verse dans le culte du confinement, on en exalte la vertu et le civisme (être un citoyen, c'est rester chez soi, ne pas investir la cité, le forum), on fait l'éloge de la solitude, du salut de loin et, surtout, du télétravail. En quelques semaines, nos écrans ont gagné une victoire historique sur nos peaux. L'écran est devenu l'outil universel du travail, de l'information, de l'amour, de la rencontre – et pas seulement depuis hier.

Depuis une décennie, l'écran est l'instrument incontournable pour faire de la politique, attaquer, répondre ou s'afficher, connaître la gloire ou se divertir, se dénuder ou croire s'isoler dans la perversion. L'écran nous a donc vaincus, et la peau, autrefois champ d'amour et de désir, porteuse des signes et des habits, des tatouages ou des morsures, des réussites ou des libertés – question de Dieu ou de confort –, et dont la nudité ou le vêtement relèvent d'une histoire millénaire, perd son statut, sa primauté si ancienne. Toucher, aujourd'hui, c'est plus taper sur un clavier qu'effleurer un grain. Aimer, c'est être dans un réseau social avant

d'être soumis au hasard des rencontres. Gouverner c'est tweeter. Le corps-à-corps s'entame par le pseudonyme, pas par les yeux ou l'épistolaire antique.

La proximité, si naturelle, si facile, si débonnaire, va fatalement en prendre un coup si le confinement se prolonge. On en criminalise l'usage en douceur. On rappelle, partout dans le monde, que c'est par la peau (via les surfaces) et par l'air que se propagent la maladie et la mort. Très vite, il est dit que l'intimité est en quelque

sorte le prélude du trépas. Et tout ce qui va avec – orgasmes, sueurs, souffles partagés, salive amoureuse, grain et effleurement – se retrouve compromis, catalogué parmi les risques.

La peau est réduite, au mieux au voilage, au pire à de l'assassinat tactile. On se souvient soudain que la proximité, autrefois louée comme une valeur méditerranéenne par opposition à la froideur nordique, n'est plus une vertu mais une maladie. Et ce sont les pays du Nord qui semblent l'avoir le mieux anticipé, sans le savoir. L'avenir de la peau paraît donc mauvais. Sinon hypothéqué.

Et si accéder à la peau d'autrui était souvent l'aboutissement de l'amour ou de la tendresse, le climax du désir ou de la relaxation (par le massage ou les caresses), aujourd'hui, la toucher c'est surtout en mourir ou tuer.

Le jeu de mots est finalement si légitime (on peut déjà remplacer l'expression « peau de chagrin » (son histoire) par « peau de confinement »). Elles se réduisent de la même manière, l'une à cause d'un vœu imprudent, l'autre par peur de la contagion. Sources des mêmes chagrins.

Le nu tue. Comme le tabac ■



ILLUSTRATION : DUBAULT POUR « LE POINT »

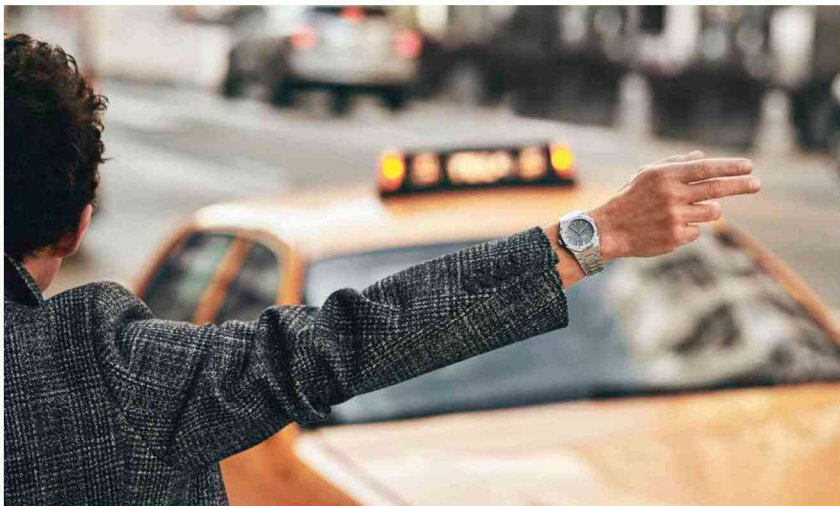
La proximité, autrefois louée comme une valeur méditerranéenne, n'est plus une vertu mais une maladie.

BORN IN LE BRASSUS



AUDEMARS PIGUET
Le Brassus

RAISED AROUND THE WORLD



NÉE AU BRASSUS. POUR VIVRE DANS LE MONDE

DUBAIL
PARIS
PLACE VENDÔME

RICHARD MILLE



CALIBER RM 037

BOUTIQUES RICHARD MILLE

PARIS 8^e MONACO
17 avenue Malignon Allée François Blanc
+33 (0)1 40 15 10 00 +377 97 77 56 14

www.richardmille.com